

AÏN TÉMOUCHENT
Six morts dans
un accident de la route
P. 4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

FACE À LA FOLIE DE LA MERCURIALE **Le pouvoir d'achat** **en chute libre**

Lire l'article de R. N. page 3



**HAUSSE
DES PRIX
À LA
CONSOMMATION**

**Les raisons
d'une flambée
vertigineuse**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

TRIBUNE

**Immersion
dans une Algérie
fière et solidaire**
P. 5



Par Eric Overvest
Coordonnateur résident
de l'ONU en Algérie

**Chronique
ÉCONOMIQUE**

Akram Belkaïd, Paris

**Quand Pékin
veut faire chuter
le cours du baril**
P. 4

AADL

**Ouverture demain
de la plateforme de retrait
des ordres de versement**
P. 3



MÉTÉO

**Températures
caniculaires au centre
et à l'est du pays**
P. 2

FEUX DE FORÊTS

**16 autres membres
du «MAK» arrêtés**
P. 4

Hausse des prix à la consommation Les raisons d'une flambée vertigineuse



El-Houari Dilmi

La hausse vertigineuse des prix à la consommation est vécue comme un véritable cauchemar par de larges couches d'Algériens.

En effet, « du blé en passant par le maïs, les prix des produits alimentaires connaissent une hausse exponentielle depuis le début de l'année 2021, au plus haut depuis 2011 », selon Ali Daoudi, enseignant et chercheur à l'école d'agronomie d'Alger.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Ali Daoudi a estimé que « les raisons à ces hausses sont variées », précisant que « la première raison est l'augmentation de la demande suite à la reprise économique mondiale, stagnée depuis le début de la crise sanitaire, notamment en Chine, en Europe et aux USA ».

L'enseignant et chercheur à l'école d'agronomie d'Alger a également évoqué comme deuxième facteur, « l'inflation et l'augmentation des prix de l'énergie, qui est un élément de production très important », ajoutant « qu'il y a aussi les conditions climatiques exceptionnelles connues dans la majorité des continents, ce qui a cau-

sé une flambée des prix des céréales ».

« Le blé par exemple, pénalisé par les fortes sécheresses, a vu ses volumes récoltés chuter ce qui a provoqué une augmentation des prix, puisque le prix de la tonne a atteint le cours de 250 dollars durant les neuf premiers mois de 2021, soit une hausse de 35% par rapport à l'année précédente », a-t-il argumenté. L'invité de la Radio a également estimé que « cela va se répercuter sur le coût de revient des produits alimentaires sur le marché national, et c'est ce qui explique d'ailleurs la flambée des prix des produits qui sont issus de la transformation de la matière première importée », a-t-il affirmé.

Toujours selon le chercheur à l'école d'agronomie d'Alger, « les produits agricoles frais, produits localement, ne seront pas épargnés par ces augmentations puisque l'impact de la tendance haussière des prix des intrants et de la matière première sur le marché mondial va les impacter aussi », a-t-il expliqué. « Au final, on va avoir donc une augmentation des coûts de production des biens alimentaires transformés par l'industrie agroalimentaire et des produits agricoles produits par le secteur agricole », a-t-il conclu.

Météo

Températures caniculaires au centre et à l'est du pays

Des températures caniculaires atteignant ou dépassant les 42 degrés affecteront, mardi et mercredi, des wilayas du Centre et de l'Est du pays, annonce l'Office national de la Météorologie (ONM) dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les wilayas du centre concernées par ce phénomène de niveau de vigilance

Orange, sont Ain-Defla, Tipaza, Bli-da, Alger et Boumerdès, précise le BMS dont la validité en cours s'étalera, ce jour, jusqu' à 18h00. Dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf, la canicule est attendue dans la journée du mercredi, de 09 h 00 à 18 h 00, ajoute la même source.

Alger

Perturbation du trafic des trains de la banlieue-ouest

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF) a annoncé mardi la reprise normale des circulations des trains sur la ligne de la banlieue algéroise ouest, après une perturbation enregistrée mardi matin. « La SNTF a enregistré le matin de ce mardi 14 Septembre 2021 une perturbation des circulations des trains sur la ligne de la banlieue algéroise

ouest à la suite d'un incident technique qui s'est produit entre la gare de Gué de Constantine et la gare de Bab Ali », précise la même source. Elle a, dans cadre, noté que la reprise normale des circulations a été effective à 8h30. La Société Nationale des Transports Ferroviaires s'excuse auprès de son aimable clientèle pour ce désagrément ».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Discrimination d'un nouveau genre ?

Pfizer/BioNTech, Moderna, Astra Zeneca, Spoutnik V, Sinovac, Sinopharm, Johnson & Johnson, et la liste serait encore longue des vaccins anti Covid-19 administrés à travers le monde, mais tous n'ont pas la même signification d'un pays à un autre.

Au début de la vaccination, certains pays ont décidé de valider quelques marques de vaccins pour les administrer à leurs populations, dont quatre vaccins au niveau des pays européens (Pfizer, Moderna, Astrazeneca et Johnson & Johnson), rejetant toute autre marque de leur catalogue, sans influencer le cours des campagnes ailleurs dans le monde. C'était dans une période où les déplacements étaient pratiquement paralysés, mais les choses ont évolué avec la réouverture des frontières. Du coup, les voyageurs se sont retrouvés face une discrimination d'un nouveau genre. On scinde les gens en catégories au niveau des frontières, selon le vaccin qui leur a été administré. Ainsi, les Européens ne veulent pas autoriser l'entrée sur leur territoire des personnes qui ont reçu des doses de vaccins autres que ces quatre marques autorisées chez eux, rejetant même le vaccin Astrazeneca produit en Inde.

Les voyageurs ayant reçu des doses de vaccins Sinovac ou Spoutnik V sont considérés comme non vaccinés, et leur sera appliqué le protocole sanitaire en vigueur à l'entrée dans les pays européens, en l'occurrence test PCR et isolement. Est-ce exagéré de leur part ? Ces pays ne font que respecter un code préétabli, car un vaccin qui n'a pas été homologué par l'Agence européenne du médicament, est logiquement non reconnu dans les pays qui suivent les instructions de cet-

te Agence. Le problème se situerait plus loin, pourquoi l'Agence en question n'a pas homologué un vaccin qui l'a été par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à l'enseigne du vaccin chinois Sinovac ? Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Alger, Faouzi Derrar, s'est interrogé sur les motifs de l'inacceptation, par certains pays de l'espace Schengen, des étrangers ayant reçu des doses du vaccin chinois Sinovac, « pourtant approuvé par l'OMS », avait-il rappelé dimanche dernier. Effectivement, cela ne trouve explication nulle part sur les registres de la médecine, mais sur le plan politique on en trouverait certainement. Il était question de bloquer momentanément ce vaccin chinois, pour qu'il ne fasse pas de l'ombre aux quatre vaccins produits par des laboratoires américains et européens. Car, aujourd'hui, tant la campagne de vaccination a avancé et qu'il n'y a plus lieu de s'inquiéter d'une concurrence chinoise, certains pays européens ont reconsidéré leur position par rapport à ce vaccin et ont fini par l'accepter, avant même que l'Agence européenne du médicament ne donne son homologation (cinq vaccins sont en cours d'analyse par l'Agence, le vaccin russe Spoutnik V, le vaccin allemand CVnCOV de CureVac, le vaccin Sanofi-GSK, le vaccin Novavax et le vaccin CoronaVac de Sinovac). Des spécialistes, qui insistent sur le respect de l'éthique scientifique, au-delà de la liberté de décision des ces pays (de l'espace Schengen), appellent à l'accélération de ces analyses et l'homologation, sans plus tarder, des vaccins approuvés par l'OMS, afin d'éviter une plus grande confusion dans un monde en déprime après tant de mois de fermeture des frontières.

CNESE

Industrie pharmaceutique et brevets à l'ordre du jour

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) organise, aujourd'hui mercredi, à Alger, une rencontre sur l'industrie pharmaceutique et les brevets, a indiqué mardi un communiqué de cette institution.

Cette rencontre aura lieu à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ES-HRA), en présence des représentants des différents départements ministériels directement concernés par cette problématique, des institutions spécialisées nationales et internationales, des associations professionnelles, des opérateurs socioéconomiques, des chercheurs et universitaires et des représentants de la société civile, a précisé la même source. Elle sera une occasion pour les participants, « d'échanger et de débattre des enjeux, défis, perspectives et la dynamique de développement du secteur de l'industrie pharmaceutique, notamment sur les aspects de la Recherche et le Développement et les aspects technologiques liés à l'exploitation des Brevets, comme moteur de développement de l'Industrie pharmaceutique et plus particulièrement celle ayant une haute

valeur ajoutée », a expliqué le CNESE. Ce séminaire constituera, également, une opportunité d'évoquer le cadre juridique et réglementaire notamment en ce qui a trait à « la Protection de la Propriété Intellectuelle qui régit et réglemente l'appropriation et l'utilisation de ces brevets pharmaceutiques et d'examiner, les retombées de la suppression de la règle 51/49 sur l'investissement et la construction de partenariat public/privé avec des opérateurs nationaux ou internationaux en tant que levier de développement et de positionnement du secteur de l'industrie pharmaceutique algérien », ajoute le CNESE.

Il sera question aussi d'identifier le ou les modèles économiques dans lesquels peut s'inscrire le secteur de l'industrie pharmaceutique algérien à la lumière des expériences des pays qui ont réussi leurs transitions et pu mettre en place une industrie pharmaceutique forte.

Les participants s'attelleront, aussi, à proposer un mode opératoire pouvant contribuer à la mise en place d'un Système National d'Assurance Qualité des Médicaments répondant aux normes internationa-

les, notamment en matière de brevetage et de la protection de la propriété intellectuelle avec en ligne de mire l'atteinte de « la souveraineté et la sécurité sanitaires » de notre pays en assurant aux citoyens d'une part un accès équitable aux médicaments, et s'orienter vers l'exportation, d'autre part, « une orientation main- te fois réitérée par le Président de la République », note le communiqué.

Des recommandations visant une meilleure cohérence et coordination des politiques de développement de ce secteur seront émises en direction des pouvoirs publics tout en mettant l'accent sur la protection du citoyen et la promotion de l'environnement sanitaire qui doit être, au demeurant, au cœur des objectifs de croissance économique et de développement social en passant par la définition des mécanismes de régulation économique les plus appropriés pour asseoir une politique sanitaire durable.

A rappeler que ce workshop s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres « CNESE Economic Perspectives », initiées par le CNESE, rappelle le communiqué.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Face à la folie de la mercuriale Le pouvoir d'achat en chute libre

«Aujourd'hui, on voit la pauvreté et la misère dans la rue, à l'œil nu, le nombre de ceux qui demandent l'aumône a augmenté. A défaut de solutions de rattrapage du pouvoir d'achat, j'en appelle à la solidarité nationale(...)», a déclaré, hier, Meziane Meriane, président de la Confédération des syndicats autonomes.

R. N.

Nous sommes ruinés ! Les prix ont atteint le ciel ! Tout brûle !», s'est exclamé, hier, un vieux sur les écrans télévisuels en réponse à une question sur l'état du pouvoir d'achat des citoyens. Ce cri de détresse n'est pas un cas isolé. C'est tous les Algériens qui se plaignent ces derniers temps, de hausses vertigineuses des prix des produits alimentaires à commencer par ceux de large consommation. La cherté a atteint les produits de première nécessité qui «garnissaient» la table des démunis faute de pouvoir acheter les viandes ou les poissons. «500 DA le kg de poulet, on ne sait pas quelles sont les raisons de cette hausse alors que le poulet est élevé chez nous !?», se demandait, hier, un citoyen.

Interrogé hier par téléphone sur cette détérioration effrénée du pouvoir d'achat, Meziane Meriane a répondu «on a toujours tiré la sonnette d'alarme». En tant que président des syndicats autonomes, a-t-il dit «je critique et j'essaie aussi d'apporter des solutions et elles existent». Il précise alors qu'«on a demandé à ce qu'il y ait diminution de l'IRG (impôt sur le revenu global) des fonctionnaires et des ouvriers, parce que les deux paient des impôts beaucoup plus que les riches. Un patron d'une grande surface paie par an au forfait alors qu'un fonctionnaire paie chaque mois à la source 23 000 DA, ce qui lui fait plus de 23 millions de centimes par an». Pour lui, «une diminution de l'IRG va soulager un tant soit peu, mais face à la crise économique que nous vivons, il faut vraiment des mesures solides pour venir en aide à tous les salariés et les ouvriers parce qu'on ne peut pas déterminer quelle est la fourchette du nécessaire». Il interroge «est-ce qu'on peut vivre aisément avec 50 000 DA ? Et que dire du pauvre smicard qui touche 20.000 DA ? Il faut que le gouvernement se penche sérieusement sur cette inflation qui est galopante, incontrôlée, un marché dérégulé, au gré des trabendistes et aussi du marché parallèle».

LES SYNDICATS AUTONOMES RÉCLAMENT LA SUPPRESSION DE L'IRG

Meriane souligne qu'«on sait que 66% de ce qui est consommé proviennent du marché parallèle et plus de 50% de la masse financière qui circulent sont dans le marché parallèle. Il faut donc réguler le marché et trouver des solutions». Revendications récurrentes ? Certes, mais le syndicaliste recommande cependant de «venir en aide aux couches défavorisées, il faut continuer à soutenir les prix par les subventions, lorsqu'on soutient les prix, la différence est prise en charge par le Trésor public, il faudra donc que ce soient les nécessiteux qui en bénéficient, que les subventions soient ciblées, il ne faut pas que ce soient les riches qui en profitent». Ici, Meriane affirme que «je fais allusion au sucre et à l'huile, ceux qui utilisent des tonnes et des tonnes de sucre par an, ce sont les usines de transformation». Il veut qu'«on réfléchisse pour venir en aide aux ménages. Ce serait une erreur monu-

mentale de supprimer le soutien des prix à la consommation, il faut continuer à les soutenir mais il faut cibler». Possibilité d'augmenter les salaires ? lui demandons-nous. «Je suis pragmatique si on m'augmente mon salaire et qu'on me vend la pomme de terre à 200 DA le kg, à quoi ça sert de le faire ? Si on m'augmente de la main droite pour récupérer de la main gauche, à quoi bon ? Ça va aller dans la poche des spéculateurs», répond-il. Ce qu'on demande, précise-t-il, «c'est la mise en place de mécanismes qui puissent soulager les foyers et qui permettent d'aller vers une économie productive de richesses hors hydrocarbures pouvant assurer une vie décente aux Algériens». Mais, regrette-t-il, «lorsqu'on vit au gré du prix du baril de pétrole, qui monte et qui descend, ce qui supporte le coup, c'est le social. Nous demandons de préserver les acquis sociaux et de penser aux salaires très bas». Aujourd'hui, affirme-t-il, «on ne peut cataloguer un salaire bon ou mauvais, tous les salaires sont aujourd'hui au rouge. C'est vraiment une désorganisation totale. On parle de la rentrée scolaire, c'est bien, mais il faudra bien remplir ce cartable, le parent d'élève doit bien acheter les livres et les fournitures scolaires. Les parents d'élèves seront saignés à blanc avec cette rentrée».

A défaut de solutions de rattrapage du pouvoir d'achat, «j'en appelle à la solidarité nationale, le croissant rouge, toutes les associations qui font du couffin du Ramadhan une fin en soi, aujourd'hui, il faut aussi penser aux enfants qui vont bientôt reprendre le chemin de l'école», dit-il.

«NOUS SOMMES MARGINALISÉ»

A une question sur d'éventuels contacts avec les autorités politiques au sujet du pouvoir d'achat et d'autres questions, le président de la confédération (qui regroupe plusieurs syndicats autonomes de la fonction publique et d'autre du secteur économique) précise en premier que «notre contact est avec le ministre de l'éducation» mais ajoute-t-il d'un air désolé, «les syndicats autonomes sont toujours marginalisés. Comme notre philosophie syndicale est revendicative contrairement à nos camarades de l'UGTA qui font du syndicalisme d'accompagnement au programme du gouvernement». Il indique que «le fait qu'on soit revendicatif, on est exclu de tout dialogue social. On nous consulte c'est vrai sur le côté pédagogique dans l'éducation, nos camarades de la santé on les consulte aussi en ce qui concerne le côté médical mais lorsqu'il s'agit du social et de l'économique, on est marginalisé !»

A la remarque que la hausse de prix concernant les fruits et légumes ne concerne que l'Algérie, Meriane relève que «la production nationale est insuffisante. L'équation offre-demande est vraiment dérégulée, elle n'est pas à la faveur du consommateur». Mais il note que «les prix ont augmenté à cause, en premier, de la dévaluation du dinar par rapport à l'euro et au dollar. Lorsqu'on produit en Algérie, les intrants dans la production proviennent de l'étranger, ce n'est

AADL Ouverture demain de la plateforme de retrait des ordres de versement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a donné des instructions à l'effet d'ouvrir la plateforme électronique de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) pour permettre à quelque 6.000 souscripteurs de télécharger demain jeudi leurs ordres de versement, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion tenue lundi au siège de son département ministériel à laquelle ont pris part des cadres centraux du ministère, le Directeur général chargé de la gestion de l'AADL ainsi que les directeurs

régionaux de l'agence, M. Belaribi a appelé le DG de l'AADL à «créer une application électronique permettant aux souscripteurs (inscrits en 2013, dont les recours ont été acceptés, n'ayant pas encore versé la première tranche et n'ayant pu être contactés par l'agence) de s'inscrire sur la base électronique, et préparer l'ouverture de la plateforme pour permettre à quelque 6.000 souscripteurs de télécharger leurs ordres de versement le 16 septembre courant», selon le communiqué.

Au terme de la présentation par le DG de l'AADL d'un exposé sur le calendrier des souscripteurs concernés par le versement de la pre-

mière tranche dont les recours ont été acceptés et ayant été inscrits en 2013, le ministre a souligné l'impératif de revoir tous les dossiers et de s'assurer de leur traitement au niveau national.

Concernant les décisions d'affectation, le ministre a ordonné d'accélérer la cadence de réalisation des projets de manière à les livrer le mois prochain.

M. Belaribi a également appelé à régulariser les contrats de logement, toutes formules confondues, et de procéder à la vente de tous les locaux de l'AADL à travers le territoire national, et ce suivant les conditions prévues par la loi.

Coronavirus : 227 nouveaux cas et 18 décès enregistrés

Deux cent vingt-sept (227) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 192 guérisons et 18 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 200.528 dont 227 nouveaux

cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.614 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 137.052 cas.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregis-

tré de 1 à 9 cas, tandis que 9 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



Considérée comme la deuxième grosse boîte du pays après Sonatrach, Air Algérie se dit menacée de faillite et veut encore être placée sous perfusion subventionnelle au frais de la princesse... Véritable cauchemar éveillé pour beaucoup d'Algériens, le pavillon national ne manque pas d'air en réclamant de l'argent à l'Etat pour continuer à biberonner un effectif pléthorique et une flotte qui n'est pas la meilleure de toute la région maghrébine. Compagnie budgétivore, décriée depuis toujours pour ses mauvais services et paradoxalement l'une des plus chères au monde, Air Algérie est placée au dessus de tout le monde.

Air Algérie qui continue à voler bien bas, devrait faire son examen de conscience avant de réclamer de l'oseille à l'Etat qui a d'autres gros chats à fouetter. Air Algérie, tout comme le pays, a toujours été mal gérée, et veut encore de l'argent pour persister à vivre sur le dos du contribuable algérien.

L'ancien PDG d'Air Algérie, Bakhouch Al-leche, avait lui-même reconnu que l'entrepri-

se emploie un personnel en surnombre, sans parler du favoritisme et le népotisme

Manque pas d'air !

dans le recrutement au détriment de la compétence. Et comme pour continuer à ramer contre le courant, il n'est toujours pas question de privatiser Air Algérie ni d'ouvrir le ciel pour des compagnies privées. En raison de la suspension des vols induite par la fermeture de l'espace aérien pour cause de pandémie Covid 19, la trésorerie de l'entreprise a accusé un manque à gagner de plus de 300 millions de dollars USD, selon la direction de la compagnie qui, pourtant, se prévaut de tarifs compétitifs par rapport à ses concurrents.

Sans parler de la quarantaine d'agences d'Air Algérie à l'étranger, véritable tonneau des Danaïdes. Autant dire que l'amorce d'un nouveau «plan de vol» pour sauver la compagnie aérienne de la banqueroute constitue une urgence capitale. Et pendant qu'on y est, pourquoi ne pas accorder une pension mensuelle à tous les Algériens, prélevée sur les grosses fortunes détournées vers l'étranger !

pas un produit 100% algérien». Un exemple banal à ses yeux, «le poulet est nourri avec des produits importés avec des devises lourdes. Le dinar est presque au même niveau que celui du marché parallèle. Le deuxième facteur de cette cherté, c'est un déficit budgétaire énorme, on essaie donc d'équilibrer la balance financière avec cette inflation qui vient en quelque sorte absorber ce déficit budgétaire, celui qui paie malheureusement les pots cassés, c'est l'ouvrier, le fonctionnaire, le citoyen». Il estime que «c'est aussi parce qu'il n'y a pas de politique salariale dans notre pays. C'est une aberration ! Il est inacceptable qu'un député, un haut fonctionnaire, un ministre, perçoive en une journée ce que touche un fonctionnaire en un mois ! C'est vraiment une injustice qu'il faudra corriger par une politique salariale capable de relever le niveau de vie des salariés». Pour lui «la classe moyenne a été laminée jusqu'à sa disparition. Elle a été nivelée par le bas jusqu'à ce qu'elle disparaisse. Le salaire d'un enseignant du secondaire en fin de carrière ne dépasse pas les 90 000 DA.

«IL NOUS FAUT QUELQU'UN DE COURAGEUX»

Est-ce qu'on considère que c'est un salaire de la classe moyenne par rap-

port au pouvoir d'achat ? Non ! Et que peut-on dire de l'enseignant qui commence à 32 000 DA et qui a entre les mains des générations qu'il doit former pour l'Algérie future ? Et de celui qui touche 18 000 DA ? Et des salaires de nos camarades médecins ?». Dommage, dit-il, que «la classe moyenne ait disparu. Dommage, parce que si elle existe vraiment, elle peut être la locomotive de l'économie algérienne.

Les sociétés qui protègent les entreprises, protègent le consommateur, parce que plus on consomme, plus les entreprises produisent et plus l'économie se porte bien. Malheureusement, quand la classe moyenne disparaît, la consommation s'arrête, les usines ne produisent pas jusqu'à mettre peut-être la clé sous le paillason». Interrogé sur les conséquences de la COVID sur la sphère économique et sociale, il répond : «la pandémie a accentué un peu la pauvreté. Beaucoup d'ouvriers sont des journaliers, ils travaillent au jour le jour. Mais avec la COVID, il y a eu disparition de tous les petits métiers. La conséquence est vraiment dramatique. On voit aujourd'hui la pauvreté, la misère dans la rue, à l'œil nu, le nombre qui demandent l'aumône a augmenté». Il pense toutefois que «ce qui est sauvé, c'est la fonction

publique parce que le travail y est permanent et certaines entreprises aussi, parce que les travailleurs sont en général permanisés. Mais les autres, du transport, tourisme, bâtiment... plusieurs ont disparu. Il est vrai qu'on traverse une turbulence financière mais on aurait pu faire comme l'ont fait certains pays, qui ont maintenu un certain mode de vie en continuant à assurer chaque mois des salaires aux travailleurs pour que les usines ne ferment pas et l'activité économique ne s'arrête pas».

Pourtant, estime-t-il, «on a des moyens pour décoller, pour mettre les Algériens à l'abri des aléas du marché pétrolier mais on ne l'a pas fait». Par manque de courage politique ? lui demandons-nous. «C'est compliqué, il y a le courage politique, le dogmatisme, les conservateurs, la peur du changement, la peur des réformes, c'est tout ça. Il nous faudra vraiment quelqu'un de courageux pour bousculer les choses et dire voila la loi salvatrice pour notre économie, celle pour notre politique et essayer d'avoir le peuple avec lui pour le soutenir».

Meriane fait savoir que la confédération qu'il préside devait rendre public hier un communiqué après la réunion qu'elle a tenue autour du pouvoir d'achat.

Enseignement supérieur 1655 postes budgétaires pour les détenteurs de doctorat et de magistère

M. M.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) a annoncé, dans un communiqué publié lundi dernier, suite à une réunion tenue le même jour, l'ouverture de postes budgétaires pour le recrutement de 1655 enseignants parmi les titulaires de diplômes de doctorat et de magistère. La réunion du 13 septembre, « consacrée au recrutement des détenteurs de diplômes de doctorat et de magistère, qui s'est déroulée en présence de trois directeurs centraux et de représentants des concernés, entre dans le cadre du renforcement de l'encadrement pédagogique, engagé par le MESRS », précise le communiqué.

Le document rappelle qu'au titre de l'année 2021, « tous les postes budgétaires libérés en 2020 » ont été occupés,

en plus de « 1400 supplémentaires » obtenus au titre de l'année en cours, faisant passer à 1655 le « nombre total » de postes budgétaires ouverts pour le « recrutement de maîtres assistants de catégorie «B» ». Parmi ces 1655 postes, « 1043 ont été consacrés aux universités, 273 aux centres universitaires, et 339 aux écoles supérieures », ajoute le communiqué du MESRS.

Le même document précise que « la différence du nombre de postes budgétaires consacrés au recrutement de maîtres assistants de catégorie «B», entre 2020 et 2021, et de 645, ce qui représente une hausse de 64% », dans le cadre de la « politique du secteur de recourir graduellement au recrutement de titulaires de diplômes de doctorat et de magistère ». Par ailleurs, le communiqué indique que dans le cadre de la prise en charge de cette catégorie de diplômés,

un « texte réglementaire » interministériel, regroupant les secteurs de l'Enseignement supérieur et le Travail et la sécurité sociale, ainsi que la Fonction publique, devrait voir le jour pour établir des « mécanismes de recrutement au sein de l'administration, et du secteur économique publique et privé ».

Pour rappel, dans le cadre de son « plan d'action », présenté lundi Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le gouvernement s'engage, en matière d'enseignement supérieur, à « revoir à la hausse le taux des titulaires de doctorat de 63.7% à 90% du total des enseignants », et « la moyenne nationale d'encadrement pédagogique d'un enseignant pour 25 étudiants à un enseignant pour 22 étudiants avant d'arriver à un enseignant pour 18 étudiants en sciences technologiques ».

Tribunal de Sidi M'hamed Poursuite de l'audition des accusés dans l'affaire Melzi

L'audition des accusés et témoins dans l'affaire de l'ancien Directeur général de la résidence d'Etat du "Sahel", Hamid Melzi s'est poursuivie, mardi, au Tribunal de Sidi M'hamed (Alger).

Le juge de siège a auditionné pour le deuxième jour consécutif, l'accusé Hamid Melzi dans l'affaire de blanchiment d'argent mise à nu par l'enquête et l'a interrogé au sujet du rapport de ses enfants avec son activité et son poste d'ancien directeur de la résidence d'Etat depuis 1997.

Les questions du juge ont porté sur l'entreprise "VitaJus" et sur les biens réels de Melzi qui s'est contenté de dire qu'il n'était pas propriétaire de maison et disposait juste d'un seul véhicule".

D'autre part, l'ancien directeur gé-

ral de l'accueil et des résidences officielles, Fouad Cherit a comparu devant le Tribunal où des questions lui ont été adressées concernant la réhabilitation de Djenane el Mithak, dont les travaux ont été confiés au groupe chinois "King Young" qui n'a pas respecté les normes en vigueur et les délais de réalisation, en dépit des montants colossaux encaissés.

A son tour, l'ancien directeur général de la compagnie nationale Air Algérie, Bekhouche Allache a répondu aux questions liées à la réalisation du nouveau siège de la compagnie qui avait coûté des pertes en milliards de dinars au Trésor public, en sus du retard accusé sur le terrain.

A des questions sur les détails liés à la

récupération du siège social de la compagnie, l'accusé a affirmé avoir réussi depuis sa désignation à la tête de la compagnie "à récupérer le siège social et à l'annexer aux biens de l'Etat, après son exploitation par les privés".

Pour rappel, Hamid Melzi qui a été placé sous mandat de dépôt depuis mai 2019 est poursuivi par le même tribunal, au même titre que les deux anciens premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ainsi que plusieurs cadres, pour abus de fonction volontaire à l'effet d'accorder d'indus privilèges en violation des lois et réglementations, outre la conclusion de contrats en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour attribution d'avantages injustifiés à autrui.

Feux de forêts

16 autres membres du «MAK» arrêtés

Les enquêtes de la Police judiciaire sur les feux de forêts se sont soldées par l'arrestation de 16 mis en cause à Tizi-Ouzou et Béjaïa, tous membres du mouvement terroriste «MAK», a indiqué lundi un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale (GN).

Les enquêtes de la police judiciaire sur les feux de forêt «se sont soldées par l'arrestation de 8 individus à Tizi-Ouzou et 8 autres à Béjaïa. Ces mis en cause, tous membres du mouvement terroriste +MAK+ seront transférés au pôle pénal de Sidi M'hamed après parachèvement

des procédures légales», a précisé la même source. Les enquêtes «se sont soldées par l'établissement de l'implication de 11 autres individus parmi les individus arrêtés dans l'affaire de l'assassinat de Djamel Bensamin», a précisé la même source. Les enquêtes ont établi «l'appartenance de tous les mis en cause arrêtés au mouvement terroriste +MAK+, et ce avec preuves techniques et scientifiques». Parmi les individus arrêtés, figure un membre fondateur, le trésorier de l'organisation et un président de Coordination ainsi qu'un journaliste qui étaient tous en

contact direct avec le président du mouvement terroriste +MAK+, le dénommé Ferhat Mehenni et avec d'autres membres à l'étranger. «Les enquêtes sont toujours en cours pour identifier toutes les personnes impliquées», a souligné la Gendarmerie nationale, appelant les citoyens à participer activement à la lutte contre les différentes formes de criminalité et à signaler tout acte criminel via le numéro vert 1055 mis à leur disposition, le site dédié aux prés-plaintes (PPGN.MDN.DZ) ou en se rapprochant de l'unité de GN la plus proche».

Aïn Temouchent

Six morts dans un accident de la route

Six personnes ont péri dans un accident de la circulation lundi soir dans la localité de Hassi El-Ghala (Aïn Temouchent) au niveau de la route nationale N 2, le tronçon reliant les wilayas d'Oran et Aïn Temouchent, selon les services de la protection civile de la wilaya.

L'accident s'est produit lorsqu'un véhicule touristique s'est renversé et est tombé du haut du pont conduisant à la commune d'El-Ghala sur une deuxième voiture qui se dirigeait vers l'axe de la route nationale N 2, le tronçon reliant les wilayas d'Oran et Aïn Temouchent ce qui a fait six (6) victimes sur place, a indiqué à l'APS le directeur local de la protection civile de Aïn Temouchent. le Commandant Mourad Ben Salem.

Les services de la Gendarmerie Nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident.



Chronique ÉCONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Quand Pékin veut faire chuter le cours du baril

Les cours du pétrole semblent s'être installés dans une tendance haussière durable avec un baril de Brent qui dépasse les 73 dollars le baril, tandis que la référence West Texas Intermediate (WTI) atteint un peu plus que 70 dollars. Cette orientation des prix de l'or noir alimente de nombreux débats quant à son impact sur la reprise économique mondiale et c'est normal. Après plusieurs mois de stagnation ou de récession, l'activité repart tandis que la crise sanitaire, sans avoir disparu, semble être mieux maîtrisée, dans les pays industrialisés. Des prix trop élevés du baril pourraient donc enrayer cette reprise.

NIGERIA ET ETATS-UNIS

De manière concrète, la hausse actuelle doit beaucoup à des phénomènes conjoncturels. Des pays dont le Nigéria n'arrivent pas à produire suffisamment. C'est le cas aussi des Etats-Unis puisque l'ouragan 'Ida' a durement affecté les plateformes du Golfe du Mexique. Selon les évaluations rapportées par les médias spécialisés, les dommages et les conséquences sont presque aussi importants que ceux provoqués par l'ouragan 'Katrina' en 2005. Plus de la moitié de la production du Golfe du Mexique manquerait ainsi à l'appel. Comme c'est souvent le cas, la question qui se pose concerne l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Dans ces conditions de tensions sur l'offre, c'est elle qui a les moyens de compenser le manque sur le marché. En juillet dernier, le Cartel a annoncé qu'il allait rouvrir les vannes mais avec prudence. Pas question de provoquer une nouvelle chute des prix pour peu que les conditions sanitaires se dégradent de nouveau. On le voit, l'attentisme est de mise. Pour autant, l'Opep demeure optimiste. Selon ses projections, la demande mondiale devrait revenir en 2022 à ses niveaux d'avant-pandémie. Mieux, elle serait même supérieure en atteignant 100, 83 millions de barils par jour (mb/j).

LA CHINE ENTRE EN SCÈNE

Mais le plus important ne réside pas dans les statistiques ou même l'évolution haussière des cours. Ouragans, suspensions des pompes, interrogations autour de la stratégie de l'Opep, tout cela, oserait-on écrire, n'est que pure routine du marché. Ce qui mérite d'être signalé, c'est l'initiative récente des autorités chinoises pour peser sur le marché et, selon Pékin, « limiter la pression de la hausse du prix des matières premières sur la production industrielle [chinoise] ». Autrement dit, pas question de laisser la hausse du baril tuer la reprise économique en Chine.

Pour cela, Pékin a écoulé sur le marché plusieurs millions de barils - on ne sait pas combien exactement - de ses réserves stratégiques. Comme le rapporte l'Agence Bloomberg qui cite plusieurs traders et analystes du secteur, c'est une « initiative sans précédent ». On savait que la Chine constituait des réserves stratégiques mais l'on pensait que cela servait surtout à se prémunir contre une pénurie mondiale d'or noir. Désormais, Pékin teste sa capacité à influencer les cours en vendant directement du pétrole à des raffineries chinoises. C'est une première et elle n'est pas anodine.

M'sila

Plus de 61 quintaux de tabac à chiquer contrefait saisis

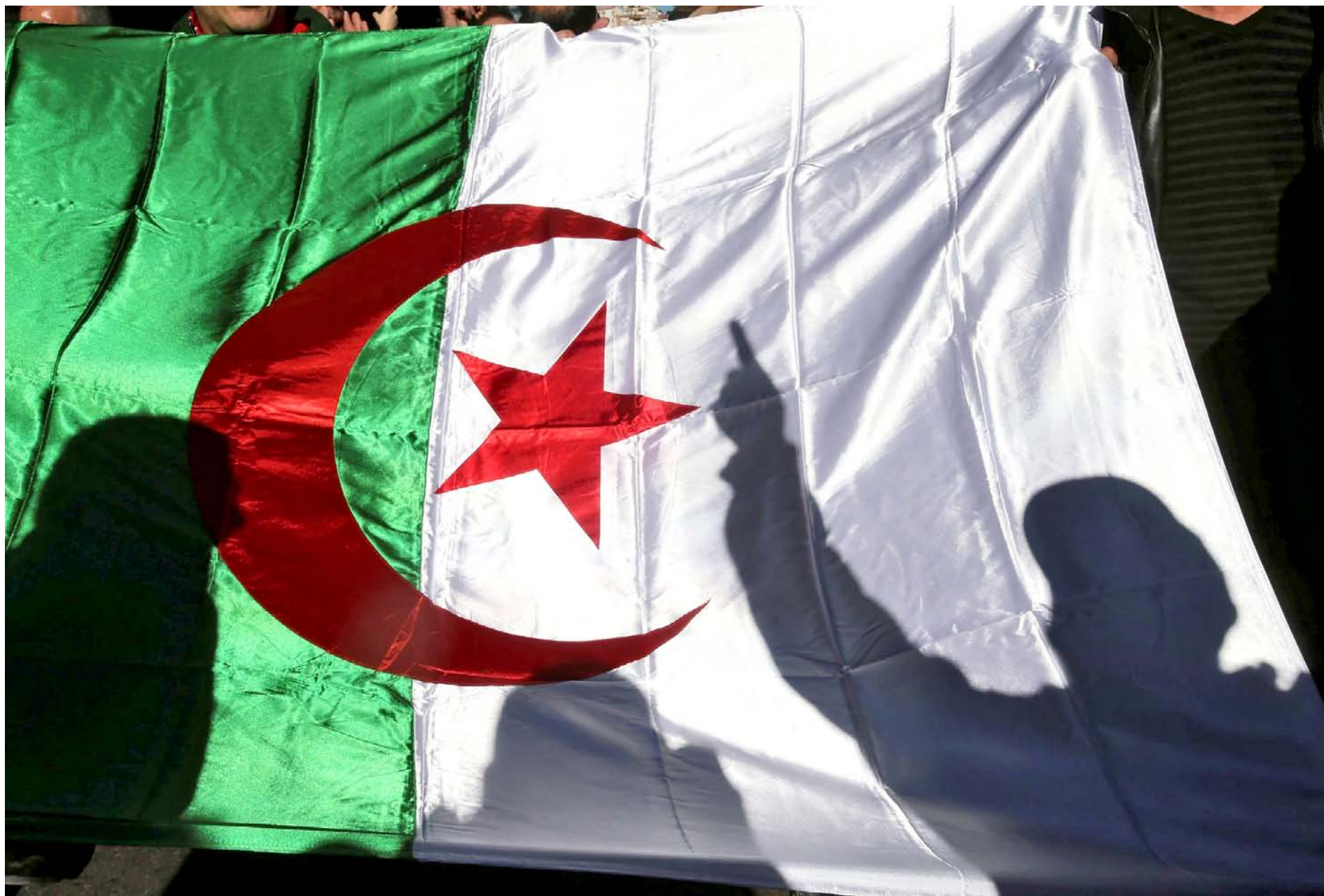
Les éléments de la de la Gendarmerie Nationale (GN) de Ouled Derradj, située à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya de M'Sila, ont saisi durant les dernières 48 heures 61 quintaux et 34 kg de tabac à chiquer contrefait ont annoncé mardi les services du groupement territorial de ce corps constitué. Agissant sur informations faisant état de la présence dans le secteur de compétence d'un atelier de fabrication illicite du tabac à chiquer contrefait, les éléments de la gendarmerie nationale

ont procédé à la perquisition de cet atelier clandestin, a-t-on indiqué de même source.

L'opération a également permis d'arrêter six (6) personnes et la saisie du ruban et des équipements destinés à fabriquer ce produit par contrefaçon avant de l'écouler frauduleusement, au niveau de la wilaya, a-t-on noté.

Les personnes impliquées dans cette affaire seront présentées devant la justice pour « contrefaçon d'un produit et commercialisation illicite de tabac », a-t-on indiqué de même source.

Immersion dans une Algérie fière et solidaire



Par Eric Overvest,
Coordonnateur
résident de l'ONU
en Algérie

Amis lecteurs,
Dans quelques jours, ma mission en qualité de Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie touchera à sa fin. Après cinq années de service, je souhaite partager quelques lignes pour faire le bilan d'un mandat professionnellement fructueux en réalisations et humainement enrichissant.

Représenter l'Organisation des Nations Unies et toutes les valeurs qu'elle véhicule est un honneur et une grande responsabilité. Ma mission en Algérie était principalement dédiée au développement durable, en veillant à ce que l'ONU, à travers ses 15 agences résidentes et non-résidentes, apporte au pays la meilleure expertise technique selon quatre domaines principaux inscrits dans le Cadre de coopération stratégique Algérie-ONU : environnement, développement social, gouvernance et diversification économique. Cet éventail large de coopération, et qui répond aux priorités de développement du pays, était une occasion pour mesurer les avancées enregistrées par le pays sur la trajectoire du développement durable, mais aussi identifier les gaps et les efforts à fournir pour atteindre un développement durable, inclusif et solidaire.

La collaboration avec les différents secteurs m'a permis de connaître la qualité de l'expertise des

professionnels et des cadres algériens et le grand potentiel à partager les bonnes pratiques avec les pays de la région africaine dans le cadre de la Coopération Sud-Sud, pour laquelle l'ONU s'est investie au cours des dernières années. J'ai également découvert un grand engagement et dynamisme de la société civile, particulièrement en temps de crise, qui force le respect et l'admiration. La solidarité des Algériens depuis le début de la crise de la COVID-19 et lors des feux de forêts est une source d'inspiration. L'entraide inconditionnelle est une valeur sûre dans ce pays ou tout le monde est «khawakhawa».

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, l'Algérie charme par la richesse de sa nature. De la côte turquoise embaumée d'absinthe de Tipasa aux paysages lunaires de l'Ahaggar, que des kilomètres de montagnes, de steppes et de vagues de dunes à parcourir. J'ai eu l'occasion de visiter un grand nombre de wilayas, soit pour le travail soit pour le tourisme, mais les cinq années passées ici n'ont pas été suffisantes pour connaître la splendeur et la générosité de la nature et la diversité culturelle du pays. Une générosité qui n'a d'égale que celle des hommes qui peuplent ce pays-continent. Les Algériens de chaque ville, de chaque village, m'ont fait découvrir un peuple sincère, généreux et exceptionnellement respectueux de ces aînés et des personnes âgées. Ma mère, souffrant de handicap, est aujourd'hui nostalgique de son séjour algérois d'avant COVID, de

l'accueil et de l'aide qu'elle avait reçue. L'hospitalité des Algériens est unique car elle est sincère avec un désir profond de faire connaître son pays, son histoire et sa culture. Ou juste son pain (sa qesra). A Kenchela, Annaba, Djinet ou Tlemcen, j'ai senti cette chaleur humaine des habitants, qui adoptent un étranger juste pour le plaisir de partage. Une ouverture d'esprit et une franchise presque naïve qui dissipe toute hésitation d'aller à la rencontre de ce pays. De même pour l'esprit de pardon. Le mot «smehli» utilisé avec sincérité, est reçu par les Algériens, connus pour être impulsifs, avec la même générosité et simplicité humaine «Smeh».

Autre chose qui m'a marqué beaucoup est le caractère social du pays, avec les différentes formes de subventions, de transferts sociaux et d'aide qui ont permis de préserver les catégories les plus vulnérables, notamment en période de crise de la COVID-19. Mais la résilience de ce modèle de protection sociale risque de constituer un défi à l'avenir en raison de sa dépendance des recettes en hydrocarbures.

En dépit de la fierté d'appartenir à ce pays, je ne vous apprend rien de l'attachement à l'emblème national, j'ai souvent été surpris que les Algériens soient très critiques envers leur pays. Il est vrai que le pays n'est pas connu à sa juste valeur dans le monde même s'il recèle tellement de richesses et a un parcours remarquable dans le développement durable. Ayant vécu dans un grand nombre de pays sur diffé-

rents continents, je garde un esprit positif d'un pays peu connu à l'étranger, victime d'un passé cruel, et d'un peuple remarquable et résilient.

Certes, comme tous les pays du monde, l'Algérie a aussi ces défis. J'ai été déconcerté par la passivité quant aux quantités de plastique et de déchets, jusque dans les fonds marins, qui agresse le regard à vous mettre en colère. Les champs et les espaces verts décorés de sacs et bouteilles en plastique ou les avaloirs remplis de déchets méritent des actions d'urgence et notamment des actions de sensibilisation de grande envergure pour préserver la nature et la santé des citoyens. Le stress hydrique, les feux de forêts, qui ont endeuillé cet été des familles et ravagés faune et flore, la désertification, les inondations sont autant de défis qui se posent à l'Algérie.

Face à ces défis et d'autres, la jeunesse algérienne est indéniablement une force majeure pour accélérer le développement du pays, riche en potentiel humain et naturel. Durant les cinq années passées ici, j'ai eu l'occasion d'admirer le grand potentiel de cette jeunesse dynamique et l'espoir qu'elle donne pour le futur du pays. La force de ces jeunes, quand elle est libérée, réside dans leur capacité à développer des projets, des start-ups, à s'organiser et à se mobiliser. Très connectés et curieux, ils s'ouvrent sur le monde sans complexe puisant dans les valeurs, l'histoire et la culture de leur pays. Vecteurs d'espoir, les jeunes algériens

m'ont beaucoup inspiré. J'ai eu le grand plaisir d'animer une série de conférences dans plusieurs Universités algériennes de tous les coins du pays, pour présenter l'Agenda 2030 pour le développement durable, et je me suis retrouvé à débattre des défis de la sécurité internationale, du multilatéralisme et sa place dans le monde d'aujourd'hui, des défis environnementaux et de l'appui des Nations Unies aux pays en développement. Un dialogue riche, ouvert, sincère et sans protocole.

Connaitre l'Algérie, c'est aussi connaître son art, dont la profondeur témoigne d'un passé difficile, mais aussi d'une grande résilience. L'art algérien mérite d'être valorisé et trouvé sa place dans les galeries de renommée internationale car les artistes possèdent une force créative qui inspire. La diversité et richesse culturelle du pays m'a agréablement surpris et me donne l'envie de revenir à ces terres au carrefour historique des civilisations.

La belle aventure humaine et professionnelle a certainement changé mon regard sur un pays souvent méconnu mais qui restera dans mon cœur, et qu'une communication plus soutenue rendrait plus visible au monde entier. Je quitte l'Algérie avec d'excellents souvenirs mais aussi avec beaucoup d'espoir que les aspirations des Algériens se réalisent et que la coopération avec le Système des Nations Unies se développe davantage pour que le pays tire un plus grand profit de son appartenance à l'ONU.

Afghanistan Crainte d'une catastrophe humanitaire

La communauté internationale doit discuter avec les talibans pour éviter une catastrophe humanitaire en Afghanistan, a affirmé lundi le chef de l'ONU, alors qu'un premier vol commercial s'est posé lundi à Kaboul, l'un des premiers signes de normalisation du pays depuis le retour des islamistes au pouvoir.



La situation devient critique pour des millions d'Afghans, déjà affectés par une sécheresse aiguë, les conséquences de la pandémie du Covid-19 et des décennies de guerre.

Selon l'ONU, en l'absence de soutien, la quasi-totalité de la population afghane (97%) risque de basculer sous le seuil de pauvreté l'an prochain, contre 72% aujourd'hui. «Si nous voulons faire progresser les droits de l'Homme pour le peuple afghan, le meilleur moyen est d'aller de l'avant avec l'aide humanitaire, de dialoguer avec les talibans et de tirer avantage de cette

aide humanitaire pour pousser à la mise en oeuvre de ces droits», a déclaré Antonio Guterres.

Il s'exprimait en marge d'une réunion ministérielle à Genève lors de laquelle l'ONU a demandé plus de 600 millions de dollars d'aide pour les organisations humanitaires dans ce pays. Paris a annoncé débloquer 100 millions d'euros dans ce cadre, quand Washington contribuera à hauteur de 64 millions d'euros. L'ONU a indiqué en fin de réunion que les Etats donateurs s'étaient engagés à verser au total 1,2 milliard de dollars d'aide, mais sans préciser combien était destiné spé-

cifiquement à l'appel d'urgence. «Et nous sommes bien sûr très soucieux de faire en sorte que l'aide humanitaire serve de levier pour obtenir un réel engagement des talibans dans tous les autres aspects qui préoccupent la communauté internationale, a poursuivi M. Guterres, citant encore «le terrorisme», «la drogue», ou «la nature du gouvernement». Les talibans ont pris Kaboul mi-août sans combattre, du fait de l'effondrement de l'Etat afghan pourtant soutenu depuis deux décennies par la communauté internationale. Mais depuis leur retour au pouvoir, après un premier règne

de cinq ans (1996-2001) marqué par la terreur et les brutalités, l'Afghanistan est en partie à l'arrêt, notamment en raison de l'interruption des flux financiers avec l'étranger qui perfaisaient une économie sinistrée par 40 ans de guerres.

La communauté internationale doit trouver des mécanismes «afin de s'assurer que nous ne laissons pas l'économie afghane s'effondrer», a appelé M. Guterres, quand nombre de pays refusent de fournir directement de l'aide au nouveau régime pour tenter de le faire plier. L'effondrement du pays aurait «des conséquences dévastatrices» et «pourrait déclencher un exode massif», a-t-il encore averti.

«JOUR D'ESPOIR»

Ces déclarations sont intervenues alors qu'un premier vol commercial de la compagnie pakistanaise PIA a atterri lundi matin à l'aéroport de Kaboul, contrôlé depuis deux semaines par les talibans et remis progressivement en état, avec l'aide du Qatar notamment, après le départ précipité et sous haute tension des forces américaines le 30 août.

La capacité des islamistes à relancer le trafic international à Kaboul sera un test pour leur régime, qui après avoir annoncé son gouvernement, consolide son emprise sur le pays. Les Américains et leurs alliés avaient quitté l'Afghanistan après 20 ans de guerre infructueuse contre les talibans, organisant dans les ultimes semaines un gigantesque pont aérien qui a permis d'évacuer 123.000 personnes. «Désastre cuisant», «trahison», «reddition inconditionnelle» face aux talibans: vivement critiqué par les élus républicains, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a défendu lundi devant le Congrès ce retrait chaotique. «Même les analyses les plus pessimistes n'avaient pas prévu l'effondrement des forces gouverne-

mentales à Kaboul avant le retrait des forces américaines», a dit le chef de la diplomatie américaine. Mais «rien ne montre que rester plus longtemps aurait rendu les forces de sécurité afghanes plus résilientes ou autonomes», a-t-il ajouté.

L'avion pakistanais, qui n'avait transporté que de rares passagers à Kaboul, est reparti vers Islamabad avec près de 70 personnes à son bord, en grande majorité des Afghans. «Je suis évacuée, je vais au Tadjikistan» après Islamabad, a déclaré à l'AFP dans la file d'attente à Kaboul une salariée de la Banque Mondiale.

Elle compte revenir en Afghanistan, mais «une fois que les hommes et les femmes pourront de nouveau travailler et se déplacer librement». Les talibans ont annoncé la semaine dernière leur gouvernement, marqué par la présence de nombreux caciques de leur régime fondamentaliste des années 90. Ils se sont engagés à gouverner de façon moins brutale et rigoriste que lors de leur premier règne entre 1996 et 2001, lorsque les femmes ne pouvaient pas travailler ou étudier.

Mais ils ont également violemment réprimé, puis interdit, des manifestations organisées dans plusieurs grandes villes du pays, auxquelles participaient de nombreuses femmes réclamant notamment de pouvoir continuer à travailler pour nourrir leurs familles. A Genève, la Haute-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU Michelle Bachelet s'est dite «déçue» du manque de diversité du gouvernement des talibans, et s'est inquiétée du traitement des femmes et de la répression de plus en plus violente des voix dissidentes. Le gouvernement intérimaire afghan «n'est certainement pas le gouvernement inclusif» que la communauté internationale et Téhéran attendent, a de son côté critiqué le ministre iranien des Affaires étrangères.

Burkina 480 civils tués dans des attaques entre mai et août

Au moins 480 civils ont été tués dans des attaques terroristes au Burkina Faso entre mai et août, a affirmé lundi le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), une ONG qui pointe des «besoins humanitaires urgents» dans le pays. L'ONG norvégienne s'alarme également dans un communiqué de la recrudescence du nombre de déplacés ces derniers mois, avec plus de 275.000 personnes «contraintes de fuir une nouvelle flambée de violences» depuis avril. Selon le NRC, 55.000 personnes sont en moyenne contraintes de fuir chaque mois leurs foyers depuis avril, près de trois fois plus que les chiffres mensuels moyens entre octobre 2020 et mars 2021.

Au total, ce sont plus de 1,4 million de personnes qui ont été contraintes de quitter leurs localités au Burkina Faso, en raison des attaques. «La lenteur et l'insuffisance de la réponse humanitaire contraignent les populations à choisir entre l'insécurité et la faim», alerte également le NRC dans un communiqué. L'ONG pointe le «choix impossible» de certaines familles: «rester dans une zone assiégée où les pénuries de nourriture sont devenues si critiques qu'il n'y a que des feuilles à manger ou bien marcher pendant plusieurs jours à la recherche de nourriture et risquer de se faire attaquer». «La faim vous fait crier à l'aide mais personne ne vient. Les gens ont l'impression de ne plus faire partie du Bur-

kina Faso. Nous avons le sentiment de ne pas être dignes d'être aidés», témoigne auprès du NRC Bandé, une mère ayant fui Mansila, localité de la région du Sahel (nord) quasi sous blocus des groupes terroristes depuis plusieurs mois.

«Nous demandons au gouvernement de nous laisser intervenir et d'apporter notre soutien. Les organisations de secours ont la capacité d'aider les personnes dans les zones les plus inaccessibles où l'aide est urgente, en complément du travail essentiel des autorités», a plaidé Manenji Mangundu, directeur du NRC au Burkina. Pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est en proie depuis 2015 à des attaques terroristes régulières et meurtrières, en particulier dans les régions du nord et de l'est.

Ces attaques, souvent couplées à des embuscades et attribuées aux groupes armés affiliés au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) et à Al-Qaïda, ont fait plus de 1.500 morts selon les autorités burkinabé qui assurent que plus de 1,3 million de déplacés ont «bénéficié d'une assistance alimentaire de 38.000 tonnes dans toutes les régions du pays». L'attaque la plus meurtrière jamais commise au Burkina Faso depuis 2015 reste celle perpétrée à Solhan, village de la région du Sahel visé dans la nuit du 4 au 5 juin, cette année. Au moins 132 personnes sont mortes, selon le gouvernement.



Quelles actions pour la transition énergétique dans le programme d'action du gouvernement : cinq axes directeurs

Par Abderrahmane Mebtoul*

Cette présente contribution est la synthèse aux conférences que j'ai données sur les nouvelles mutations énergétiques mondiales à l'Ecole Supérieure de Guerre Alger devant les officiers supérieurs à l'invitation du commandement de l'ANP le 19 mars 2019 à Marseille en juin 2019 où j'ai présidé l'importante commission des 5+5+ Allemagne sur la transition énergétique lors de la rencontre sur la société civile de la région méditerranéenne en présence du président français Emmanuel Macron et l'ensemble des ministres des Affaires étrangères dont l'Algérie, les institutions internationales FMI, BM, OCDE et les représentants de l'Union européenne.

1.- LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UN PROBLÈME SOCIÉTAL ET DE SÉCURITÉ MONDIALE

Depuis que le monde est monde, l'énergie autant que l'eau est au cœur de la sécurité des Nations, le monde s'orientant en 2021/2030 inéluctablement vers un nouveau modèle de consommation énergétique fondé sur la transition énergétique dont l'hydrogène comme source d'énergie entre 2030/2040. Les dynamiques économiques modifient les rapports de force à l'échelle mondiale et affectent également les recompositions politiques à l'intérieur des États comme à l'échelle des espaces régionaux. La transition énergétique qui renvoie à d'autres sujets que techniques, posant la problématique sociétale, une question de sécurité mondiale. Car si la majorité des pays avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA (330 millions d'habitants et l'Europe (746 millions habitants), ces deux zones plus de 45% du PIB mondial), sur un total mondial en 2020 de 7,80 milliards d'habitants, il faudrait plusieurs planètes terre. Il ne suffit pas de faire une loi car le déterminant c'est le socle social. Cela pose la problématique d'un nouveau modèle de croissance : tous les secteurs économiques, tous les ménages sont concernés : transport, BTPH, industries, agriculture. Les choix techniques d'aujourd'hui engagent la société sur le long terme.

Dès lors la transition énergétique suppose un consensus social car la question fondamentale est la suivante : cette transition énergétique, combien ça coûte, combien ça rapporte et qui en seront les bénéficiaires La transition énergétique en Algérie est un choix stratégique politique, militaire, et économique pour assurer la sécurité énergétique du pays qui se fera progressivement, car il est incontestable que les gisements fossilifères du pays commencent à se tarir alors que la consommation énergétique nationale est en croissance importante. A travers des subventions généralisées et mal ciblées, l'Algérie est l'un des modèles les plus énérgivores en Afrique et en Méditerranée, avec un taux de croissance qui a atteint ou même dépassé les 14% par an pour l'électricité. Les prévisions de la CREG avaient annoncé des besoins internes entre 42 (minimum) et 55 (maximum) milliards de m3 de gaz naturel, alors que Sonelgaz prévoit, quant à elle, 75 milliards de m3 en 2030. En Algérie, il existe un véritable paradoxe : la consommation résidentielle (riches et pauvres payent le même tarif, idem pour les carburants et l'eau) représente 60% contre 30% en Europe et la consommation du secteur industriel 10% contre 45% en Europe. Il faut relever que la consommation d'énergie est en moyenne: ménages, 44%, transport 33% et Industrie BTP 22%. Se pose cette question centrale, quel sera le prix de cession du gaz de toutes ces unités mises récemment installées notamment engrais phosphate, sidérurgie fortes consommatrices d'énergie ? D'où l'importance pour l'Algérie d'avoir une stratégie collant aux nouvelles réalités énergéti-

Le gouvernement dans son programme d'action consacre un long chapitre à l'Energie qui est au cœur de la sécurité des Nations, car un des défis majeur est de réaliser la transition énergétique, où à l'horizon 2030 la consommation intérieure dépassera les exportations actuelles expliquant que ce dossier est la préoccupation actuelle des autorités du pays, en espérant une unification des actions évitant la dispersion actuelle.



ques mondiales. Car avec les dérivés d'hydrocarbures Sonatrach assure environ 98% des recettes en devises du pays, irriguant toute l'économie nationale : dépense publique qui détermine le taux de croissance, le taux d'emploi, le niveau des réserves de change et l'audience internationale de l'Algérie.

2.-LES CINQ ACTIONS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR L'ALGÉRIE, 2021/2030

Premier axe, ne devant pas être utopique, l'Algérie dépendra encore pour longtemps des hydrocarbures traditionnelles, du fait du retard dans les réformes, et donc continuer à investir dans l'amont supposant pour attirer les investisseurs étrangers, étant dans un système concurrentiel mondial, une révision de la loi des hydrocarbures, inadapté à la conjoncture actuelle, notamment son volet fiscal, pour de nouvelles découvertes. Les différents Conseils des ministres avec des données contradictoires entre 2010/2019 ont évalué le besoin de financement de Sonatrach entre 80 et 60 milliards de dollars entre 2020/2030 pour retrouver son niveau de production de 2007. Sonatrach connaît une décroissance de sa production en volume physique, profitant légèrement de la remontée des cours depuis la fin du premier semestre 2021, espérant avoir une recette d'environ 30 milliards de dollars fin 2021, le chiffre d'affaires auquel il faut retirer les cours pour avoir le profit net. Le cours du pétrole du 11 novembre 2021 est de 72,88 dollars le Brent, 69,69 le Wit pour un cours euro/dollar de 1,18. Quant au gaz naturel qui représente en moyenne 33% des recettes de Sonatrach (70% canalisation fonctionnant en sous capacités, 30% GNL), le cours est de 4,57 dollars le MBTU le 11 septembre 2021, une nette augmentation par rapport à 2019/2020, où le cours fluctuait entre 2,5-3 dollars le MBTU, mais inférieur aux années 2007/2009 où il était entre 10/12 dollars le MBTU, le marché naturel étant l'Europe avec une forte concurrence, ne pouvant pas aller au niveau du marché asiatique où pour la rentabilité le cours devrait dépasser les 10 dollars le MBTU. Mais ne devant pas oublier que les exportations en volume physique sont passées entre 2008/2021 pour le pétrole de plus de 1,2 million barils/j à 950.000 barils/j selon le rapport de l'OPEP

début juillet 2021 et les exportations de gaz la même période de 65 milliards de mètres cubes gazeux à 43 en 2019, à 41 en 2020, espérant 43/44 pour 2021. Pour la rentabilité de des gisements tout dépendra du vecteur prix au niveau international et du coût, pouvant découvrir des milliers de gisements non rentables, le montant des recettes prévues fin 2020 d'environ 30 milliards de dollars, attention à l'euphorie dépendent de facteurs externes et non d'une bonne gestion interne de Sonatrach.

L'Algérie pour avoir une valeur ajoutée importante doit s'orienter vers la transformation de son pétrole et du gaz naturel mais dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, la pétrochimie à l'instar d'autres filières, les circuits de commercialisation étant contrôlés par quelques firmes multinationales, nécessitant d'importants investissements au moment où les réserves de change sont passées de 194 milliards de dollars au 01 janvier 2021, à 48 au 31/12/2020 et 44 entre avril mai 2021 malgré toutes les restrictions à l'importation, paralysant l'appareil productif avec des effets inflationnistes. Concernant les données du 13 septembre 2021, du ministère du Commerce concernant les exportations hors hydrocarbures, les dérivés d'hydrocarbures, les engrais minéraux et chimiques azotés ont représenté pour 886 millions de dollars soit 30,55%. Pour éviter un double emploi, Sonatrach ne doit pas comptabiliser ce montant dans ses exportations. La valeur des exportations de fer et d'acier s'est élevée à 595,78 millions de dollars, soit 20,55% Les produits chimiques inorganiques ont représenté 501,8 millions de dollars, 14,55%. Au total, les produits bruts et semi-finis ont représentées 65% et approchant les 75/80%, si l'on inclut les autres rubriques de semi-produits, le ministère du Commerce ne donnant pas 17,84% concernant les autres produits exportables. Les produits nobles répondant aux normes internationales c'est-à-dire les produits alimentaires à base de sucre pour 288 millions et les articles manufacturés pour 190.81 millions de dollars soit au total 478,8 millions de dollars ont représenté 16,51%. Pour avoir le gain net de l'Algérie, devant dresser la balance devises, il faudrait soustraire les matières premières importées en devises, la différence entre le prix du gaz au niveau international et le prix de cession interne pour ces unités exportatrices, environ 10% du prix international

ainsi que les exonérations fiscales qui constituent un manque à gagner au Trésor. Cependant, la balance commerciale, la référence par rapport à 2020 n'est pas significative du fait de l'épidémie du coronavirus qui a plombé toute l'économie mondiale dont l'Algérie.

Le deuxième axe, c'est l'amélioration de l'efficacité énergétique par une nouvelle politique des prix (prix de cession du gaz sur le marché intérieur (environ un dixième du prix) occasionnant un gaspillage des ressources qui sont gelées transitoirement pour des raisons sociales, dossier que j'ai dirigé avec le bureau d'études américain Ernest Young et avec les cadres du ministère de l'Energie et de Sonatrach que j'ai présenté personnellement à la commission économique de l'APN en 2008, renvoyant à une nouvelle politique des prix (prix de cession du gaz sur le marché intérieur environ un dixième du prix international occasionnant un gaspillage des ressources qui sont gelées transitoirement pour des raisons sociales). C'est la plus grande réserve pour l'Algérie, ce qui implique une révision des politiques de l'habitat, du transport et une sensibilisation de la population. L'on doit durant une période transitoire ne pas pénaliser les couches les plus défavorisées. A cet effet, une réflexion doit être engagée pour la création d'une chambre nationale de compensation, que toute subvention devra avoir l'aval du Parlement pour plus de transparence et tenant compte du revenu par couches sociales, impliquant une nouvelle politique salariale.

Le troisième axe, développer les énergies renouvelables combinant le thermique et le photovoltaïque avec pour objectif d'ici 2030, produire 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables où selon des études de l'Université des Sciences et Technologies d'Alger (USTHB), le potentiel photovoltaïque de l'Algérie est estimé à près de 2,6 millions de térawattheures (TW/h) par an, soit 107 fois la consommation mondiale d'électricité et en énergie éolienne, l'Algérie bénéficie aussi d'un potentiel énergétique important, estimé à près de 12 000 térawatts/heure (TWh) par an.

Suite en page 8

* Expert international – professeur des universités - directeur d'Études Ministère Énergie/Sonatrach 1974/1979-1990/1995-2000/2008-2013/2015

PME : l'introduction en Bourse, rôle du commissaire aux comptes

Par Bachagha Saheb*

1. LA PRÉPARATION DE L'INTRODUCTION EN BOURSE

En amont du projet, l'entreprise doit définir les modalités de mise en œuvre et son auditeur est parfaitement placé pour l'alerter sur les écueils à éviter. Ce dernier doit être intégré le plus tôt possible au processus de réflexion pour assurer la réussite de ce projet.

- Quel marché choisir ? Le marché sera déterminé en fonction des besoins et de la taille de l'entreprise. Il existe en Algérie quatre types de marchés gérés par la Bourse d'Alger : le marché des titres de capital, le marché des titres de créances, le marché bloc OAT et le marché PME. L'entreprise doit à la fois considérer l'importance des fonds qu'elle souhaite lever, le pourcentage du capital qu'elle souhaite céder et le niveau de transparence qu'elle souhaite accorder aux investisseurs. Le commissaire aux comptes alertera alors la société sur l'obligation d'appliquer le référentiel IFRS en cas de choix d'introduction sur un marché réglementé. La transition IFRS est un aspect qui ne doit pas être négligé, compte tenu des impacts sur les principaux agrégats financiers (Ebitida, capitaux propres, endettement, etc.) et la volumétrie des informations financières à produire.

- DISPOSE-T-ON DES RESSOURCES ET COMPÉTENCES À MOBILISER ?

L'importance de l'effort de préparation d'un dossier d'introduction en Bourse, tant pour la direction de l'entreprise que pour la direction financière, ne doit pas être sous-estimée. En effet, ce projet, ex-

Un projet d'introduction en Bourse ne peut pas s'improviser. Or, le dirigeant et le directeur financier d'une PME sont souvent insuffisamment informés des différentes options qui s'offrent à eux, des implications de leurs décisions et de la masse d'informations à produire. Dans ce contexte, le commissaire aux comptes, au-delà de sa mission de certification, est en mesure d'accompagner la société sur ce type de projet, fondateur pour l'entreprise. Il doit en être un acteur-clé pour contribuer à sa réussite.

trêmement consommateur de temps et d'énergie, s'ajoute à la gestion quotidienne de l'entreprise. Son commissaire aux comptes disposant d'une bonne connaissance de l'entreprise et de son activité est à même d'avertir la direction sur sa capacité à mener à bien l'opération avec ses propres ressources. En effet, outre le recours obligatoire, pendant 05 ans, à un conseiller accompagnateur dénommé «promoteur en Bourse», les PME disposent rarement de l'ensemble des compétences requises en interne et d'une disponibilité illimitée de ses équipes; elles devraient savoir s'entourer de conseils rompus à l'environnement, cotés et être à même de garder le leadership sur la gestion du projet.

L'INSTRUCTION DU DOSSIER D'INTRODUCTION EN BOURSE

Le projet d'introduction suppose l'établissement par l'entreprise d'un prospectus qui est constitué d'un document de base représentant les informations financières et les caractéristiques de l'entreprise et d'une note d'opération décrivant l'offre. Ce prospectus, élaboré par l'entreprise et sur lequel le commissaire aux comptes réalise des diligences, sera visé par la commission de contrôle.

La qualité de ce document, fondamentale pour l'attractivité de la société auprès des futurs investisseurs, implique un travail conséquent d'analyse, de traitement et de validation. Le commissaire aux comptes devra être fortement impliqué dans ce processus pour anticiper les difficultés généralement rencontrées (qualité des données, existence d'informations pro forma, etc.) et pour alerter la direction financière de la société. Il devra également être présent pour confirmer les traitements comptables envisagés et leur exhaustivité ainsi que les options comptables retenues.

Avant d'accorder son visa. La commission de contrôle de la Bourse (COSOB) aura questionné l'entreprise sur l'information financière communiquée. Une fois encore, le commissaire aux comptes aura un rôle important pour assister l'entreprise dans ses réponses et dans ses relations avec cette autorité.

LES PME ALGÉRIENNES TOUJOURS RÉTICENTES POUR SE JOINDRE À LA BOURSE D'ALGER

Malgré les efforts faits par le gouvernement algérien en créant en 2012 un marché et un compartiment dédié exclusivement aux PME avec moins de contraintes d'admission, et plus d'assouplissements et d'avantages considérables, celles-

ci demeurent toujours réticentes pour s'allier à la Bourse d'Alger. Il y a plusieurs raisons :

La plupart des PME algériennes sont des sociétés familiales qui restent dans leur majorité très réticentes à l'obligation de fournir des informations au public. Pis encore, elles considèrent qu'ouvrir leur capital à des investisseurs étrangers est une ingérence dans leurs affaires. Les chefs d'entreprises devront donc être sensibilisés pour renoncer à quelques habitudes et accepter d'assurer la responsabilité de cette tâche. Livrer des informations financières ne signifie pas révéler des secrets stratégiques : la notion de secret des affaires doit être ramenée à sa juste proportion. La COSOB est très ouverte à ce genre de considérations et fait toujours droit aux remarques fondées qui seraient présentées par les sociétés. En cas d'ambiguïté sur cette question, la meilleure solution consiste certainement à consulter la commission et lui présenter un argumentaire exposant le préjudice de la société et le niveau de risque qui pourrait en résulter pour les investisseurs. Il n'est exigé de personne de livrer des renseignements pouvant être utilisés au profit de la concurrence ou nuire sans juste motif. Ainsi, ce nouveau marché créé pour les PME leur offre un environnement propice pour leur épanouissement. Il ne s'agit pas d'ouvrir leur capital

à la cote officielle, mais au capital investissement : c'est une activité financière consistant pour un investisseur à entrer au capital des PME qui ont besoin de capitaux propres. Ainsi donc, le capital investissement concerne l'investissement dans les sociétés non cotées en Bourse (d'où son nom de capital non coté ou de «private equity» en anglais en opposition au terme public). En français, cela correspond aux notions de capital fermé en opposition au capital ouvert. Les entrepreneurs porteurs de projets ambitieux pour leurs technologies trouvent dans ce mode de financement une solution unique pour leurs PME. D'abord, les moyens disponibles peuvent être importants mais surtout les «capitaux investisseurs» apportent leurs expériences et leurs contacts pour partager les décisions stratégiques et opérationnelles.

Nous lançons un appel à toutes les chambres de commerce et d'industrie à l'échelle nationale pour provoquer des journées d'études au profit des PME à l'effet de les sensibiliser à rompre avec les anciennes habitudes : elles ne doivent plus restées cloîtrées dans un environnement familial restreint avec des affaires simples : achats et ventes en l'état et des sources de financements limitées, pour s'inscrire désormais, «situation économique du pays exige», dans une démarche d'innovation, de développement, de création de valeur ajoutée et d'emplois. Et nous sommes persuadés que tous les moyens (matériels ou humains) existent pour réussir ce grand chantier. Il suffit de prendre de l'initiative, de la bonne volonté et surtout avoir un grand sens du patriotisme.

* Expert-comptable et commissaire aux comptes
Membre de l'Académie des sciences et techniques financières et comptables - Paris

Quelles actions pour la transition énergétique dans le programme d'action du gouvernement : cinq axes directeurs

Suite de la page 7

Cette même étude estime qu'avec un taux moyen de consommation de 260 m3 /MWh, le potentiel algérien en énergies renouvelables serait équivalent à une réserve annuelle renouvelable de gaz naturel de l'ordre de 700 000 milliards de m3. Avec plus de 3 000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, ou presque. Le soleil tout seul ne suffit pas. Il faut la technologie et les équipements pour transformer ce don du ciel en énergie électrique.

Le retard dans l'exploitation de l'énergie solaire est indéniable. Adopté par plusieurs Conseils des ministres entre 2007/2020 le programme national des énergies renouvelables est toujours en léthargie et comme pour le financement de l'amont des hydrocarbures, plusieurs Conseils des ministres 2007/2020, ayant donné un besoin de financement 2020/2030 dépassant les 60 milliards de dollars. Ces différents conseils avaient prévu une introduction progressive des sources alternatives, notamment le solaire avec ses deux branches (thermique et photovoltaïque), dans la production d'électricité sur les 20 prochaines années. Dans cette perspective, la production d'électricité à partir des différentes sources d'énergies renouvelables dont l'Algérie compte développer serait de 22.000 mégawatts à l'horizon 2030, soit 40% de la production globale d'électricité. Sur les 22.000 MW program-

més pour les deux prochaines décennies, l'Algérie ambitionne d'exporter 10.000 MW, alors que les 12.000 MW restants seraient destinés pour couvrir la demande nationale. Une fois réalisé, ce programme devait permettre d'économiser près de 600 milliards de mètres cubes de gaz sur une période de 25 années. Outre une nouvelle politique des prix, Sonatrach ne pouvant assurer à elle seule cet important investissement, il y a lieu de mettre en place une industrie nationale dans le cadre d'un partenariat public-privé national/international, supposant d'importantes compétences. Celle-ci doit comprendre tous les éléments de la chaîne de valeur renouvelable, dont l'ingénierie, l'équipement et la construction afin d'accroître le rythme de mise en œuvre, des études sur la connexion de ces sites aux réseaux électriques.

Le quatrième axe, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire à des fins pacifiques en 2025 pour faire face à une demande d'électricité galopante, où selon un rapport en date du 19 mai 2013 du ministère de l'Energie et des Mines, l'Institut de génie nucléaire devant former les ingénieurs et les techniciens en partenariat, qui seront chargés de faire fonctionner cette centrale. Les réserves prouvées de l'Algérie en uranium avoisinent les 29 000 tonnes, de quoi faire fonctionner deux centrales nucléaires d'une capacité de 1000 mégawatts chacune pour une durée de 60 ans, selon les données du ministère de l'Energie. La res-

source humaine étant la clef à l'instar de la production de toutes les formes d'énergie et afin d'éviter cet exode de cerveaux massifs que connaît l'Algérie.

Le cinquième axe, est l'option du pétrole/gaz de schiste horizon 2025 (3^{ème} réservoir mondial selon des études internationales) introduite dans la nouvelle loi des hydrocarbures, dossier que j'ai l'honneur de diriger pour le compte du gouvernement et remis en janvier 2015. En Algérie, devant éviter des positions tranchées pour ou contre, l'adhésion des populations locales par un dialogue productif est nécessaire car on ne saurait minimiser les risques de pollution des nappes phréatiques au sud du pays. L'Algérie étant un pays semi-aride, le problème de l'eau étant un enjeu stratégique au niveau méditerranéen et africain, doit être opéré un arbitrage pour la consommation d'eau douce des populations et celle utilisée pour cette production. Selon l'étude réalisée sous ma direction, les nouvelles techniques peu consommatrices d'eau et évitant l'injection de produits chimiques dans les puits devraient être mises horizon 2025 car actuellement avec la fracturation hydraulique classique il faudrait environ un milliard de mètres cubes gazeux environ 1 million de mètres cubes d'eau douce, devant tenir compte de la durée courte vie des puits (cinq ans maximum) et devant perforer des centaines pour avoir un milliard de mètres cubes gazeux.

En conclusion, il s'agit de dépasser l'entro-

pie actuelle afin d'asseoir une économie diversifiée s'adaptant aux nouvelles mutations mondiales, où nous devrions assister à une recomposition du pouvoir économique mondial horizon 2030 avec la dominance de la transition numérique qui modifiera la gestion des institutions et nos comportements, et la transition énergétique dont la lutte contre le réchauffement climatique, pour atténuer la désertification, les flux migratoires et résoudre le problème de l'eau enjeu du XXI^{ème} siècle. L'Algérie a besoin d'une nouvelle stratégie, loin des slogans creux populistes, s'adaptant au nouveau monde, de rétablir la confiance entre l'Etat et le citoyen, pour sécuriser son avenir, de s'éloigner des aléas de la mentalité rentière, de réhabiliter le travail et l'intelligence, de rassembler tous ses enfants et toutes les forces politiques, économiques et sociales, évitant la division sur des sujets secondaires passant par la refondation de l'Etat et la moralisation de la société algérienne. L'Algérie qui traverse une phase cruciale de son histoire a besoin qu'un regard critique et juste soit posé sur sa situation sur ce qui a déjà été accompli et sur ce qu'il s'agit d'accomplir encore au profit exclusif d'une patrie qui a besoin de se retrouver et de réunir tous ses enfants autour d'une même ambition et d'une même espérance : un développement harmonieux conciliant l'efficacité économique, une profonde justice sociale condition de la sécurité nationale.

Abderrahmane Mebtoul

Algérie : «Faites-moi de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances»

Par A. Boumezrag

«La finance est une arme. La politique, c'est de savoir quand il faut tirer»

Francis Ford Coppola

Ce sont les pétrodollars qui dirigent le pays et lui donnent sa substance et sa stabilité. Les gouvernants arabes ne sont là que comme garniture pour rendre le «gâteau» appétissant. A la faveur d'une embellie financière inattendue, le président de la République déchu avait fait le pari de relancer la croissance économique du pays par la dépense publique sans analyse préalable et sans vision stratégique, sachant qu'en cas d'échec, c'est le peuple algérien qui en assumera la responsabilité avec pertes et fracas.

Ce pari s'est traduit dans les faits par l'injection de mille milliards de dollars cash soit plus de deux cent mille milliards de dinars algériens, l'équivalent de la construction de l'économie européenne après la Seconde Guerre mondiale. Avec le plan de relance décidé par le gouvernement, le pays connaît son printemps des grands travaux. Il vit au rythme des vastes chantiers routiers, autoroutiers, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, immobiliers et hydrauliques. C'est l'essor du BTPH. L'abeille vient d'entrer dans le masque du BTPH. La recherche effrénée du gain facile a pris le dessus sur les exigences professionnelles dans un domaine aussi délicat que le secteur du BTPH.

La quantité a été privilégiée à la qualité, le lancement précipité des travaux à la maturité suffisante des projets, l'appel à l'extérieur sur la mobilisation interne, la fourniture importée sur la fourniture des produits locaux. La couverture des déficits programmés par la fréquence des avenants au contrat principal. L'activité du BTPH a été dopée par l'augmentation des dépenses d'équipements de l'Etat, sans contrôle ni a priori ni a posteriori. Ces programmes constituent des plans de charge supplémentaires sans commune mesure avec leurs moyens matériels, organisationnels et humains. Evidemment quand la demande publique est supérieure à l'offre locale, les prix augmentent artificiellement faisant bénéficier aux entreprises privées ou publiques une rente de situation masquant les défaillances et les perversions de gestion.

C'est la manne pétrolière et gazière qui a permis le paiement «cash» des grands travaux routiers, autoroutiers, ferroviaires, hydrauliques, habitat, etc.. Bousculant l'orthodoxie budgétaire admise (amortissement sur une trentaine d'années des infrastructures de base et leur financement par des emprunts à long terme dont les coûts et les délais sont contrôlés par les organismes bailleurs de fonds et non par les gouvernements bénéficiaires de ces fonds), livrés en fin de parcours avec des coûts, des délais, et une qualité en deçà des normes communément admises avec un impact sur la société et sur l'économie insignifiant pour ne pas dire nul (faible croissance économique, taux élevé de chômage, inflation galopante, hausse vertigineuse des importations, dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur et la liste est longue...) Cette intégration à l'économie mondiale sans analyse préala-

ble et sans stratégie réfléchie a poussé l'ensemble de l'économie nationale à l'importation et l'agriculture en particulier à être incapable de reproduire la force de travail de l'homme en Algérie. C'est ainsi que l'Algérie s'est installée, depuis de longues années, dans une position inconfortable d'un pays déficitaire et gros importateur, pas nécessairement bon importateur, de produits alimentaires dont l'éventail est très large et concerne pratiquement un nombre important de produits: sucre, lait, légumes secs et notamment les céréales, produits stratégiques entrant dans la consommation courante et quotidienne de la quasi-totalité de la population quel que soit le modèle alimentaire considéré (urbain ou rural).

Cette dépendance alimentaire dont les trois chocs pétroliers de 1972, 1979 et 2010 ont grandement relevé le niveau et l'importance s'est aggravée avec l'effondrement du prix du baril de pétrole et du dollar en 1986 et en 2013 d'où le recours de nouveau soit à l'endettement soit à la planche à billets.. Le décalage de plus en plus important entre le niveau de production agricole qui stagne, pour ne pas dire qui régresse et un niveau de consommation qui croît à une allure exceptionnelle (taux démographique élevé, urbanisation sauvage accélérée, salarisation importante, hausse de revenu monétaire moyen etc..) ; pose des problèmes de plus en plus épineux. Au cours des cinq dernières décennies, la population a connu des mutations puissantes qui ont fait basculer le pays à une majorité urbaine, de plus en plus jeune et de plus en plus improductive, pour ne pas dire parasitaire sources de toutes les dérives et de tous les dangers.

L'approvisionnement des villes et

des campagnes est devenu problématique pour le gouvernement algérien. En effet, si les populations ne sont pas nourries, des émeutes éclatent et les risques d'être renversés augmentent. A cela s'ajoute le problème de disposer en permanence du cash dans les caisses de l'Etat pour maintenir en place la bureaucratie civile et militaire et procurer, au passage, quelque produit de luxe aux élites qui constituent la base politique. L'adoption en totalité ou en partie du modèle occidental de consommation encouragée par les organisations internationales sous la pression des sociétés multinationales agro-alimentaire notamment, s'est traduite par un effondrement spectaculaire de l'agriculture d'autosuffisance, en tant que base de subsistance des couches les plus pauvres de la population. En effet, les entrepreneurs occidentaux de l'agro-alimentaire n'ont pas pour objectifs de procurer des emplois, ni de satisfaire les besoins de la société considérée, dans son ensemble, mais de faire des profits. Leur problème en vérité sous des couverts «humanitaires» est de savoir si un système entièrement fondé sur les profits sera en mesure de procurer un minimum d'alimentation aux populations locales du moins pour prévenir tout bouleversement violent susceptible de mettre en péril les intérêts des firmes occidentales. Il ne faut pas oublier non plus que d'un point de vue capitaliste, les êtres humains se divisent en deux groupes: ceux qui peuvent payer et ceux qui ne le peuvent pas. Les Occidentaux appellent les premiers les consommateurs. Les dirigeants algériens préconisent et appliquent l'ouverture et l'intégration de l'Algérie, fût-elle en position dominée à l'économie mondiale. Cette confiance aveugle sans planification

stratégique dans les forces du marché non seulement national mais surtout international dont on attend naïvement l'impulsion qui permette la croissance interne. L'objectif est de vendre le maximum d'hydrocarbures pour faire face au financement des importations et des services indispensables à la pérennité du système actuel. Il s'agit d'un schéma de croissance fondé sur les seules exportations des hydrocarbures. Les traits dominants de ce type de stratégie sont la référence à la demande mondiale plutôt qu'aux besoins internes pour choisir ce que l'on va produire et donc aussi la référence aux critères de compétitivité internationale pour pouvoir répondre à cette demande. Si elle n'est pas rentable sur le marché international, une production doit être abandonnée quelle que soit son utilité interne.

La contrepartie de cette orientation vers l'exportation, c'est l'accès à la devise étrangère, le dollar pour les uns et l'euro pour les autres et donc leur dépendance à leur égard. Une remarque au passage, c'est que pour ce projet de société, on ne prend pas la peine ni de consulter les plus démunis ni de les faire participer. Peut-être pour ne pas courir le risque que ces démunis exigent une transformation fondamentale des échelles de valeurs donc de revenus et de la répartition du pouvoir. Toujours est-il que cette approche se fonde sur l'idée de conflit et non d'harmonie. Les élites au pouvoir n'abandonneront pas leurs privilèges sans se défendre et empêcheront, en même temps, tout processus de transfert substantiel des hauts revenus vers les bas revenus. Par conséquent, il n'est certainement pas légitime d'invoquer ou de prétendre aux normes universelles de rationalité et

d'organisation pour justifier ou pérenniser des intérêts et des privilèges. On a trop tendance à raisonner comme si les politiques de développement conçues et mises en œuvre par les élites au pouvoir profitaient toujours à l'ensemble de la population. C'est une erreur monumentale. Les pays développés soutiennent la production, les pays rentiers soutiennent les importations, c'est-à-dire financent la dépendance du pays aux variations des prix vers la hausse sur les marchés internationaux rendant vulnérables leurs populations.

L'Algérie est le seul pays au monde à négliger ses paysans, ses artisans, ses travailleurs qualifiés, ses fonctionnaires honnêtes, ses penseurs libres, ses créateurs alors qu'aujourd'hui en Europe, aux Etats-Unis, le revenu des paysans est protégé et subventionné et la terre prend de la valeur. La revalorisation de la terre serait un moyen de redonner à l'Algérien le goût du travail et non l'envie de fuir le pays ou de mettre sa vie en péril dans des embarcations de fortune. En prenant les problèmes à leur niveau le plus élémentaire, il s'agit pour commencer de parvenir à nourrir correctement une population croissante qui sur le plan agricole ne parvient pas à satisfaire ses besoins alimentaires, d'assurer un niveau de santé minimal, en-deça duquel tout espoir d'atteindre une productivité suffisante est vain, de fournir une éducation élémentaire, technique et professionnelle à une jeunesse, de plus en plus nombreuse et de plus en plus désemparée.

Moralité : «Avant de construire une mosquée, il faut calculer la dépense» nous dit un proverbe arabe.

(*) Le titre est une citation de Louis Baron (1830)



TÉBESSA

Un mort par le monoxyde de carbone

Ali Chabana

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile à Té-
bessa sont intervenus, dans

la nuit de lundi à mardi, et
ce, pour évacuer à la morgue
de l'hôpital 'Alia Salah', le
corps d'un homme âgé de 44
ans retrouvé mort dans son
domicile, sis à la cité 'Fatma

Zohra'. Selon le communi-
qué de la cellule de presse de
la DPC, la mort est due à l'in-
halation du monoxyde de
carbone émanant d'un
chauffe-eau, a-t-on indiqué.

Les agents d'hygiène de l'APC de Bir El Ater en grève

Les travailleurs du Servi-
ce d'hygiène de la com-
mune de Bir El Ater ont
poursuivi leur arrêt de tra-
vail entamé depuis quel-
ques jours déjà. En reven-
diquant la régularisation de
leur situation socioprofes-
sionnelle. L'un d'eux a résu-
mé les raisons de la grève,
dans le retard de versement
des salaires et allocations fa-

miliales, leur droit à la pri-
me du Covid-19, le manque
des tenues de travail, l'aug-
mentation du nombre de
travailleurs en charge de
l'hygiène, afin de couvrir
l'ensemble des quartiers de
la ville. Selon une source de
l'APC, les revendications
des protestataires sont en
cours de règlement, appe-
lant tout de même les gré-

vistes à reprendre le travail.
Conséquence de la grève,
les rues et places publiques
de Bir El Ater croulent sous
des tonnes d'ordures ména-
gères et autres, les camions
de ramassage ne font plus
leurs tournées quotidiennes,
d'autant que leur nombre
insuffisant, 35 camions, n'ar-
rive plus à couvrir les 38
quartiers de la cité. A. C.

EL HADJAR

Des aménagements salutaires

A.Ouélaa

«Il n'est jamais trop tard
pour bien faire» dit-on.
C'est le cas de le dire pour
l'espace commerçant de la
ville d'El Hadjar où se con-
centre la vente en détail
des pièces pour tous types
de véhicules, vers lequel
converge des clients de
nombreuses wilayas de l'est
du pays. Parmi les points
noirs de cet espace, c'était
la difficulté pour le station-
nement, des accès peu pra-
ticables, avec nids de pou-

le, crevasses et le long con-
tournement à partir de la
RN 16, avant le pont men-
nant vers Sidi Amar et l'Uni-
versité 'Badji Mokhtar' pour
accéder à ces multiples ma-
gasins en pièces détachées.
Désormais, ces commer-
çants, les clients comme les
riverains peuvent pousser
un 'ouf' de soulagement
avec le récent aménage-
ment réalisé.

Ce dernier, salutaire, à bien
des égards, outre la réalisa-
tion de trottoirs, a vu le bi-
tumage des différents accès

et l'ouverture d'une route
qui donne directement sur
la RN 16 qui connaît un tra-
fic routier dense des wilayas
d'El Tarf, Souk Ahras, Té-
bessa et Guelma. Cet accès,
constitue une véritable
bouffée d'oxygène pour les
clients et les automobilistes
qui n'auront pas à effectuer
de longs détours, en leur
permettant d'accéder rapi-
dement vers ces commerces
d'un côté et désengorger un
tant soit peu, le centre-ville
d'El Hadjar, où d'habitude
la circulation est difficile.

GUELMA

Barrage Bouhamdane: diminution de plus de 56 millions de m³ d'eau



Le stock en eau au barra-
ge Bouhamdane, à
Hammam Debagh dans la
wilaya de Guelma a connu un
recul «remarquable» atteignant,
actuellement, 56.189.000
m³, des quantités «suffisan-
tes» pour garantir l'alimenta-
tion en eau potable pour la
population de la wilaya du-
rant les prochains mois, a
appris lundi l'APS, du direc-
teur du barrage. Les quanti-
tés d'eau disponibles dans
cette importante infrastruc-
ture hydrique de la wilaya, jus-
qu'au 9 septembre 2021, re-
présentent un taux de rem-
plissage estimé à 30,76%
(près de 31%), a déclaré M.
Mohamed Douakha, préci-
sant que le niveau des eaux

dans ce barrage durant la
même période de l'année
précédente était de l'ordre
de 87.000.716 m³ représen-
tant un taux de remplissage
atteignant 47%. Le recul du
niveau du stock en eau dans
ce barrage d'une capacité de
stockage globale de 183 mil-
lions m³ s'explique par les
conditions climatiques qui
ont marqué l'année en cours
caractérisée par un retard
dans les précipitations des
pluies, a fait savoir le même
responsable qui a tenu à ras-
surer que les quantités d'eau
disponibles, actuellement,
sont «suffisantes et permet-
tent de répondre aux besoins
de la wilaya en matière d'eau
potable et d'irrigation agrico-

le durant la période restan-
te». L'alimentation des habi-
tants des 6 communes par ce
barrage se poursuivra en
quantités suffisantes et avec
la même cadence, a-t-il dit,
ajoutant qu'il s'agit des com-
munes de Guelma, Ben Dje-
rah, Hammam Debagh,
Houari Boumediene, Medjaz
Ammar et Roknia.

Le niveau de remplissage
de ce barrage sera revu à la
hausse l'automne et l'hiver
«prochains», a considéré la
même source, rappelant
que le taux de remplissage
de ce barrage durant
l'hiver dernier (2020-2021)
avait avoisiné les 51%, soit
des quantités d'environ 93
millions de m³ d'eau.

SOUK-AHRAS

Plus de 4.800 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Pas moins de 4.899
foyers ont été raccordés
au réseau de gaz naturel,
depuis début 2021, a indi-
qué lundi Oualid Gherboudj,
directeur de la Société de
distribution d'électricité et
du gaz (Concession de dis-
tribution Souk-Ahras). Les
opérations de raccorde-
ment ont nécessité un inves-
tissement de 502 millions
de DA mobilisés dans le
cadre du Fonds de solidari-
té des collectivités locales et
les programmes sectoriels, a
déclaré M. Gherboudj à
l'APS, faisant état égale-
ment de la mise en place
d'un réseau de distribution
de 270 km. Les opérations
de raccordement ont ciblé
les mechtas Ouled Ali,
Lemssène, Ras El Oued,
Chaâbat Nouawel, Lèm-
chariâ, Bit El Mal et Ze-
mour, dans la commune
d'Oued Idris, El Kadrane et
El Mabaoudja, à Bir Bou-
houche, Siwiniya, Gharbi
Laâyoune et Chargui
Laâyoune (Safel El Wida-

ne), Djebra, Ouled Ali Me-
ziane et Coudiet Bebouche,
dans la commune d'Oum
Laâdaïm, en plus de plu-
sieurs autres mechtas dans
la commune frontalière
d'Aïn Zana, à l'instar des
mechtas Setah et Remila,
dans la commune Lahda-
da. La même société a éga-
lement procédé au raccor-
dement aux réseaux du
gaz naturel et d'électricité
de plusieurs logements ré-
cemment distribués, à l'ins-
tar de 1.200 logements lo-
cation-vente, 1.328 loge-
ments publics locatifs (LPL)
au plan d'occupation du sol
POS n 10, 500 LPL à
Sedrata et 790 logements à
caractère social à Medaou-
rouche, en plus de plusieurs
autres lotissements dans les
communes Oum Laâdaïm,
Ouled Idris, Lahnacha et
Tawra. Parallèlement, des
campagnes de sensibilisa-
tion sur l'utilisation de ces
énergies ont été organisées
au profit des bénéficiaires,
a-t-on fait savoir.

Les efforts sont en cours,
actuellement, pour raccor-
der 3.000 foyers au réseau
du gaz naturel d'ici à fin
décembre 2021, a indiqué
Oualid Gherboudj. Neuf
transformateurs électriques
ont été récemment mis en
service pour éviter les cou-
pures de courant électrique,
a ajouté le directeur de la
SDE. Il s'agit, a-t-il ajouté,
d'un transformateur terres-
tre d'une capacité de 250
kva à l'agglomération Aïn
Senour (El Machrouha), et
8 autres transformateurs aé-
riens d'une capacité de 160
kva chacun au profit des
localités El Kadrane (Mdaou-
rouche), mechta Aïn El
Bayad (Sedrata), Ras El
Garmat (Safel El Ouidane),
Aïn Zitouna (Sidi Fradj) et
au centre de la commune
Ouled Moumène ou enco-
re au profit de Khengat Eta-
jine (Lakhdara) etmMechta
Lemdour à Sidi Fradj, ainsi
qu'au chef-lieu de wilaya
pour un budget de plus de
45 millions de DA.

SÉTIF

L'Université 1, première à l'échelle nationale, selon le «Times Higher Education»



L'Université «Ferhat Ab-
bès» (Sétif 1) a été clas-
sée première à l'échelle na-
tionale par le 'Times Higher
Education' (THE), une pu-
blication britannique spécia-
lisée dans le classement des
universités mondiales, dans
son édition rendue publique
septembre courant, a-t-on
appris, lundi, de cette uni-
versité. L'Université Sétif 1 a
préservé son classement en
tête de liste à l'échelle na-
tionale pour la troisième fois
consécutive, selon un com-
miqué émanant de la cel-
lule de communication de
cet établissement d'ensei-
gnement supérieur. Selon la
même source, l'Université
'Ferhat Abbès' a été classée
dans «la catégorie 501-600»,
et les résultats de l'année
2021 publiés dans cette édi-
tion, ont donné lieu au clas-
sement de 15 universités na-

tionales et plus de 1.600
universités à l'échelle mon-
diale. Le classement de ces
universités a été établi selon
13 critères de sélection pa-
mi lesquels l'excellence aca-
démique, la recherche et
les témoignages (preuves
et indices sur l'originalité
des informations dans les
recherches et les thèses
scientifiques), précise-t-on
de même source.

Ce classement honorable
de l'université de Setif 1
vient conforter sa place à
l'échelle mondiale (132^{ème})
suivant le classement dans la
catégorie «jeunes universi-
tés» (moins de 50 ans), ren-
du public en juin 2021 par
le 'Times Higher Education'
(THE), selon la même sour-
ce. En plus de l'aspect aca-
démique reflétant la perfor-
mance dans la formation et
la recherche scientifique,

l'Université Ferhat Abbès
oeuvre à s'ouvrir sur l'en-
vironnement économique et
contribuer au progrès tech-
nologique et au développe-
ment durable, selon la
même source.

Créé en 2010, 'Times Hi-
gher Education' (THE) est
un établissement britannique
dont le siège se trouve
à Londres. Il publie annuel-
lement des rapports sur le
classement des meilleures
universités mondiales selon
des critères académiques
comme la recherche scienti-
fique et la qualité de l'ensei-
gnement et les relations avec
l'environnement économi-
que et social entre autres, a
déclaré à l'APS, le vice-recteur
de l'Université Sétif 1 chargé de
la recherche scientifique Moha-
med Hamidouche.

Le 'Times Higher Education'
possède une section spécialisée
dans la présentation des infor-
mations et des probléma-
tiques liées à l'enseignement
supérieur à l'échelle mon-
diale, a-t-il ajouté.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

08 safar 1443				
El Fedjr 04h50	Dohr 12h29	Assar 16h02	Maghreb 18h46	Icha 20h04



BOUIRA

Le cadavre d'un homme retrouvé dans une citerne

Farid Haddouche

Le corps d'un homme a été retrouvé avant-hier dans la soirée vers les coups de 20h, à proximité de la station thermale de Hammam Ksenna, dans la commune d'El Hachimia, qui se situe à une vingtaine de kilomètres au sud du chef-lieu de

wilaya. Les éléments de la protection civile sont intervenus pour évacuer la dépouille mortelle à la morgue du centre hospitalier de la daïra d'Aïn Bessem. Le lieutenant Youcef Abdet, chargé de la communication à la direction de la protection civile, a affirmé que le corps a été retrouvé à l'intérieur d'un fût recouvert de pierres ro-

cailleuses. Les services de sécurité se sont déplacés sur le lieu du drame et ont ouvert une enquête, qui déterminera si c'est un acte criminel ou un accident étrange qui est à l'origine de la mort de la victime. Pour l'instant, l'identification de la victime est en cours car elle reste inconnue, nous a-t-on précisé.

MÉDÉA

Près de 1,5 million de manuels scolaires distribués



Près d'un million et demi de manuels scolaires ont été distribués aux différents établissements scolaires de la wilaya de Médéa et aux librairies conventionnées, dans le but de garantir l'accessibilité de l'ensemble des élèves scolarisés à cet outil pédagogique, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur local du centre de distribution et de documentation pédagogique. L'opération de distribution de manuels scolaires, couvrant les trois cycles d'enseignement, entamée, début septembre courant, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2021/2022, a permis de livrer, à ce jour, pas moins de 1 485 502 manuels scolaires, soit les deux-tiers des stocks

de livres qui étaient disponibles au niveau du centre de distribution et de documentation pédagogique, a indiqué à l'APS, le responsable de cette structure, Youcef Rahmani Tayeb. Quelque 922 structures éducatives, parmi lesquelles 708 écoles primaires et 152 établissements d'enseignement moyen, ont reçu leur quota respectif de livres scolaires, en prévision de la rentrée de septembre courant, a souligné ce responsable, ajoutant que des librairies conventionnées ont été associées, cette année, dans l'opération de vente de manuels scolaires.

Douze librairies situées au niveau des chef-lieu des communes de Tablat, Berrouaghia, Beni-Slimane,

Médéa, Ksar-el-Boukhari, Ain-Boucif, Ouamri, Ouzera et Chellalet-el-Adhaoura ont été retenues pour cette opération, destinée à renforcer le réseau de distribution du centre, a fait savoir Youcef Rahmani, précisant que les manuels scolaires sont cédés au même prix que ceux appliqués au sein des établissements scolaires. Afin d'élargir son champ de couverture, le centre de distribution et de documentation pédagogique a procédé à l'ouverture de quatre points de vente à Médéa, Ksar-el-Boukhari et Ain-Boucif ou parents et élèves peuvent acquérir directement des manuels scolaires, avant la rentrée des classes, a-t-il encore noté.

BLIDA

Elections locales : retrait de 90 formulaires de candidatures

Près de 90 formulaires de demandes de candidatures aux élections locales du 27 novembre prochain, ont été retirés à ce jour à Blida, a-t-on appris lundi, de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Selon le coordinateur de cette instance, Douadi Medjrab, la délégation locale de l'ANIE a réceptionné, à ce jour, 86 demandes de formulaires de candidature de la part de partis politiques et de listes indépendantes pour les prochaines élections locales, au titre de cette opération qui

se poursuivra jusqu'au 7 octobre prochain.

Il a fait part du retrait de 18 formulaires de candidatures pour l'élection des membres des Assemblées populaires de wilaya (APW), dont 14 par des partis politiques et quatre par des listes indépendantes.

Relevant l'intérêt des candidats indépendants pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC), la délégation de l'ANIE à Blida a signalé le retrait, à ce jour, de 68 formulaires de candidature, dont 53 de la part de listes

indépendantes et quatre seulement de la part de partis politiques. Le même responsable a signalé, qu'au titre des préparatifs de ce scrutin, la délégation locale de l'ANIE, a organisé des visites de terrain pour s'enquérir de la disponibilité du matériel électoral (urnes, iso-loirs), à travers les 25 communes de la wilaya, avant d'entamer la préparation des salles qui abriteront les meetings des candidats, en perspective de la campagne électorale prévue en novembre prochain, a fait savoir M. Douadi.

TIZI-OUZOU

Théâtre : un atelier de formation de confection de masques pour enfants

Un atelier de formation itinérant de confection de masques de théâtre, est lancé lundi à Tizi-Ouzou, par le théâtre régional Kateb Yacine, au profit des enfants de la wilaya, a annoncé, la direction de cet établissement culturel.

Cet atelier itinérant placé sous le slogan «amusons nous avant la rentrée» va sillonner, entre le 13 et le 20 du mois courant, une vingtaine de localités de la wilaya et notamment celles ravagées par les incendies du mois d'août dernier, se-

lon le programme diffusé par le théâtre Kateb Yacine. L'initiative «se veut un outil pédagogique et éducatif qui contribue au développement mental de l'enfant et il est aussi un moyen d'expression et de découverte de soi à travers le travail manuel, des couleurs et des formes, qui permettra à l'enfant de développer son imagination» a-t-on précisé de même source.

Cet atelier représente, en outre, un outil d'aide psychologique aux enfants

issues des zones sinistrées par les derniers incendies et qui ont subi un traumatisme suite à ce drame, a-t-on souligné.

Pour cette première journée de lundi, les formateurs se sont déplacés dans les villages d'Agouni Oufourou (commune de Ouacif) et Ath Larbaa (Ath Yenni) pour apprendre aux chérubins à créer des masques. Des activités de détente sont aussi prévues en marge de cet atelier. Il s'agit de spectacles de clowns et de magie, a-t-on signalé.

LAGHOUAT

Marché de gros des fruits et légumes : des carrés attribués aux agriculteurs



Des carrés ont été attribués aux agriculteurs au marché de gros des fruits et légumes de Laghouat pour la vente directe au consommateur de leurs produits, sans passer par des mandataires, a-t-on appris lundi des responsables de cet espace commercial. En application de l'instruction du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, portant autorisation aux agriculteurs de commercialiser leurs produits directement au consommateur, à travers les marchés de gros et de détails des fruits et légumes, des carrés ont été attribués, sur simple présentation de la carte professionnelle, aux agriculteurs pour l'exposition-vente de leurs produits au niveau de cet espace commercial, en plus de la grande place au centre du marché, a indiqué à l'APS le chargé de la gestion du marché, Abdel-

madjid Bentouati. Le marché des fruits et légumes a enregistré l'afflux de nombreux agriculteurs désireux d'exploiter cet espace commercial pour l'exposition-vente de leurs récoltes, sans devoir passer par des mandataires, a souligné M. Bentouati en signalant que des actions sont menées pour organiser le marché de façon à accueillir le plus grand nombre d'agriculteurs de la région. Tahar Kasmi, fellah de son état, a affirmé que «les agriculteurs sont étonnés des prix élevés des fruits et légumes au niveau des commerces de détail, comparativement à ceux auxquels ils cèdent eux leurs récoltes aux mandataires et aux commerçants de gros», ajoutant que «les écarts font grimper le prix final à des seuils que le consommateur ne peut supporter». Dès lors, la mesure introduite par le ministère de tutelle est de

nature à réguler les prix des fruits et légumes, de sorte à contribuer à la préservation du pouvoir d'achat du consommateur, a-t-il estimé. Selon le directeur du Commerce de la wilaya de Laghouat, Guermane Mouledaya, l'application de cette instruction ministérielle a entraîné «une baisse remarquable» des prix des produits de consommation. Les services du secteur s'emploient aussi à l'organisation quotidienne de sorties sur le terrain des brigades mixtes (commerce, agriculteur, services sécuritaires) pour le contrôle du marché et la lutte contre le monopole et la spéculation, a-t-il dit. La nouvelle mesure introduite par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations est de nature à «contribuer concrètement à la stabilisation des prix des fruits et légumes, et, ainsi, à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen», a-t-il souligné.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

08 safar 1443

El Fedjr
05h03Dohr
12h43Assar
16h15Maghreb
18h59Icha
20h18

Affichage des listes de près de 5.320 bénéficiaires de la formule à points Le palais des expositions pris d'assaut pour le dépôt des recours



J. Boukraa

Comme annoncé il y a quelques jours, la daïra d'Oran a procédé, très tôt dans la matinée d'hier, à la publication de la liste des bénéficiaires de logements de la formule dite à points. Une liste de quelque 5.320 bénéficiaires publiés sur près de 700 pages avec noms prénoms et la photo.

En parallèle, des bureaux ont été ouverts au niveau du palais des expositions de M'dina J'dida pour le dépôt des recours. Depuis les premières heures de la matinée, le palais des expositions a été pris d'assaut par des centaines d'exclus de l'opération pour déposer leurs recours. Un dispositif sécuritaire impressionnant a été mis en place pour éviter tout débordement.

Jeudi dernier, en marge de sa visite d'inspection des différents chantiers de la wilaya, le wali d'Oran M. Saïd Sayoud a indiqué que l'affichage des listes des bénéficiaires de logements de la formule dite à points est programmée pour ce mardi (NDLR : hier). Il s'agit d'une première liste de plus de 5.000 bénéficiaires qui seront relogés au niveau de trois sites d'habitat à savoir le site de Cheklaoua et ceux de Aïn El Beïda et Oued Tlélât. Le chef de l'exécutif a appelé tous les exclus de l'opération et disposant de documents prou-

vant leur droit à un logement de se rapprocher des bureaux qui seront ouverts spécialement pour le dépôt des recours. Le wali a annoncé que listes seront affichées sur la page Facebook de la daïra et au niveau des secteurs urbains concernés.

Les opérations de relogement des habitants du vieux bâti, lancée il y a une dizaine de jours à partir du secteur urbain El Badr, se poursuivront au niveau des autres délégations communales pour toucher l'ensemble des immeubles classés rouge, indiquent les services de la daïra d'Oran. Concernant les demandeurs de logements de la formule dite à points, les mêmes services indiquent que quelque 24.000 dossiers ont été rejetés par la commission de daïra pour diverses raisons. Il y a quelques jours, la daïra d'Oran avait publié sur son site la liste des dossiers de demandeurs de logements de la formule 'à points' qui ont été rejetés par la commission de daïra.

Il s'agit, selon les services de la daïra, de dossiers étudiés après avoir été actualisés. Outre la liste nominative, la daïra a publié les motifs de cette décision.

Outre les personnes ayant déjà bénéficié d'un logement dans une autre wilaya ou d'une aide de l'Etat, la daïra d'Oran signale que les personnes résidant dans les bidonvilles ne sont pas concernées par ce program-

me «à points», puisqu'un programme de logements leur est consacré par la wilaya et sont de ce fait exclus. L'autre motif à l'origine de l'exclusion d'une grande partie des dossiers concerne les demandeurs dont le salaire dépasse les 24.000 DA.

Sur ce point précis, quelque 500 demandeurs exclus des listes à points à cause de ce critère ont déposé un recours auprès de la commission de daïra d'Oran chargée des relogements, a-t-on appris auprès des représentants des familles. Ces familles ont appelé les responsables concernés à revoir les critères relatifs à l'octroi des logements notamment celui relatif aux salaires.

Selon nos interlocuteurs, les recours sont en cours d'étude. Toutefois, indique notre source, la distribution des logements n'aura lieu qu'après l'étude de tous les recours. Selon des exclus, leurs demandes ont été déposées il y a plusieurs années, avant la révision des salaires opérée par les pouvoirs publics. «C'est un critère dépassé par le temps puisque la majeure partie des Algériens perçoivent aujourd'hui un salaire supérieure à 24.000 DA.

Une grande partie des demandeurs de logements avaient déposé leurs dossiers il y a plus de 20 ans alors qu'ils ne percevaient à l'époque que 9.000 ou 10.000 DA », assure notre interlocuteur.

Nouveaux pôles urbains de Misserghine et Oued Tlélât 42 projets d'équipements publics prévus

Pas moins de 42 projets de réalisation d'équipements publics ont été enregistrés aux nouveaux pôles urbains de Misserghine et Oued Tlélât (Oran), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des équipements publics.

Parallèlement aux opérations de distribution de logements des différentes formules aux pôles en question, prises en charge par l'Agence nationale de l'amélioration et du dé-

veloppement du logement (AADL) et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), 42 projets de réalisation d'équipements publics ont été enregistrés dans le cadre de l'aménagement des nouveaux groupements d'habitations, afin d'améliorer le cadre de vie des habitants. Dans ce contexte, 31 projets ont été inscrits pour la réalisation d'équipements publics au nouveau pôle urbain «Chahid Ahmed Zabana» dans

la commune de Misserghine. Les travaux de sept groupes scolaires ont été achevés, tandis que d'autres opérations de réalisation de deux lycées, de deux CEM, d'une polyclinique et du siège d'une sûreté urbaine ont été lancées, a-t-on fait savoir. La même direction a accéléré, dernièrement, la préparation des études concernant le reste des opérations enregistrées dans le cadre du programme 2021, a indiqué la même source, ajoutant que les entreprises chargées de la réalisation des projets seront désignées en octobre prochain, au plus tard, pour entamer les travaux.

Au nouveau pôle urbain d'Oued Tlélât, douze projets ont été enregistrés et concernent la réalisation d'équipements publics, dont 11 ont été achevés. Il s'agit de cinq groupes scolaires, de cinq CEM et d'un siège de la brigade d'intervention de la gendarmerie nationale, a-t-on conclu.

Des modifications et des extensions illicites dans les cités

32 mises en demeure à des contrevenants

D. B.

En dépit de toutes les lois l'interdisant, l'urbanisation illicite se poursuit dans la wilaya d'Oran. Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de dépassement dans ce domaine, 32 locataires ayant entrepris des extensions au niveau des parties extérieures ont été mis en demeure par les services concernés et à leur tête les services communaux. Les locataires avaient effectué des modifications ou des aménagements sans autorisation. Un délai a été accordé à ces derniers pour la remise en l'état initial de l'espace squatté illicitement. Une fois le délai accordé à ces contrevenants expiré, les dossiers devraient être transférés à la justice. A ce titre, il faut signaler que beaucoup de caves d'immeubles, notamment dans les cités construites durant les années 80 à ce jour, sont occupées illicitement par des familles qui y habitent ou par des particuliers qui y ont établi des commerces, voire des ateliers, souvent clandestinement. En effet, l'urbanisation illicite se poursuit dans la wilaya d'Oran. Cette dernière a pris des formes phénoménales ces dernières années. Ainsi dernièrement, plusieurs extensions illicites ont vu le jour dans la commune d'Aïn El Turck, Haï Essabah, Yaghmoracen... Le but de ces modifications est évidemment de réaliser une terrasse, un garage ou carrément pour avoir un accès individuel. Du coup, certains résidents soucieux nous ont contactés pour faire la lumière sur ces agissements qui ne font que

dégrader l'aspect environnemental de la cité. Les responsables locaux doivent agir en amont afin d'éviter que le phénomène ne prenne des proportions incontrôlables. «Les autorités locales doivent reprendre les choses en main au plus vite, en commençant par obliger ces inconscients à détruire ce qu'ils ont illégalement construit, du moins ce qui est extérieur », dira un habitant. Ces modifications qui sont illégales se font sans la moindre intervention des services concernés. Des habitants ont squatté carrément l'espace public, une situation qui peut se généraliser à d'autres logements sans l'intervention de l'APC. Chacun tente de s'approprier une parcelle assuré que son voisin, qui l'a déjà fait il y a quelques années, n'a jamais été inquiété ! Et c'est la course des propriétaires des rez-de-chaussée pour confisquer les terrains alentour ou les concavités des immeubles pour y construire garages ou cours.

Cette situation ne fait que s'aggraver malgré les mesures prises par les autorités publiques et en particulier la loi 08/15 relative à la mise en conformité des constructions. L'ultimatum adressé par le ministère de l'Habitat pour la régularisation des constructions inachevées dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de cette loi a expiré. L'objectif de cette loi étant de mettre un terme à l'anarchie régnant dans le domaine, sur les plans urbanistique, juridique et autres, et donner aussi une meilleure image des villes et des campagnes, qui ne cesse de se dégrader au fil des jours, des mois et des années.

La CNAS lance une campagne d'information sur l'annulation des pénalités 13.200 employeurs débiteurs recensés par la caisse

K. Assia

Conformément aux nouvelles mesures prises par le Conseil des ministres portant sur l'annulation des majorations et des pénalités résultant du retard dans le versement des cotisations, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés de la wilaya d'Oran lance depuis le 12 septembre au 31 janvier 2022 une vaste campagne de sensibilisation sur ces mesures exceptionnelles initiées au profit des entreprises en retard dans le versement de leurs cotisations, selon un communiqué de presse parvenu à notre rédaction. Cette campagne placée sous le slogan «la sécurité sociale est un acteur clé de la contribution à la relance économique» cible toutes les communes, les localités et les zones d'ombre de quoi réconforter de nombreux opérateurs économiques et entreprises qui sont confrontés à des difficultés de trésorerie en raison de la crise sanitaire. Au niveau de la wilaya d'Oran, la caisse a recensé quelque 13.200 usagers ayant des pénalités de retard dans le versement de ces cotisations, indique-t-on, de sorte que toutes les dispositions ont été prises pour mettre en place ces mesures exceptionnelles au profit des usagers et des facilités accordées par l'Etat et ce afin de renforcer l'économie nationale. Ces dispositions viennent en application de l'arrêt présidentiel n012/21 du 25 août 2021 et la caisse a mobilisé son guichet de proximité mobile pour sillonner les localités

éloignées et l'ensemble des daïras et communes réparties à travers la wilaya. Des dépliants et des affiches seront placardés dans les grands espaces publics avec pour objectif renseigner les citoyens sur les avantages de la caisse, les prestations à distance et autres actions de facilitation prises en faveur des usagers. Il est à noter que ces mesures approuvées par l'Etat sont venues en vue de réoctroyer les privilèges établis dans le cadre des mesures incitatives de promotion et de soutien à l'emploi et liés à la réduction des taux de cotisations sociales et de leur permettre de bénéficier des mêmes mesures d'exemption d'amendes et d'augmentation des retards. Ainsi que d'exempter les contribuables dans le domaine de la sécurité sociale des augmentations et des amendes pour retard résultant du non-paiement des cotisations de base dans les délais prévus par la loi. Les opérateurs économiques concernés par ces procédures peuvent également bénéficier d'une programmation du paiement de leurs principales contributions en exonération totale des majorations et amendes de retard lors du paiement de la dernière échéance due. La Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés, agence d'Oran, compte près de 13.200 employeurs débiteurs de la caisse, et le nombre d'employeurs débiteurs au niveau national est estimé à 153.458. Le guichet mobile de proximité a effectué 30 sorties depuis le début de l'année dans les communes et zones d'ombre.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Mouafak Messaouda, 66 ans, Oran
Medaghri Med, 83 ans, Canastel
Achaachi Mustapha Kamel Eddine, 52 ans, Oran
Zarah Med, 94 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs 08 safar 1443

El Fedjr 05h20	Dohr 12h58	Assar 16h31	Maghreb 19h15	Icha 20h33
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Un avis d'adjudication pour sa concession Réouverture prochaine du marché communal de voitures

Dans l'objectif de rentabiliser au maximum le nouveau marché communal de voitures, l'APC d'Oran est en train de préparer la mise en concession de cet espace après la phase d'autogestion par le biais de la DAE.

H. S.

En cours de traitement au niveau de la commission des marchés, le dossier de la mise en adjudication de ce marché est toutefois assujéti à la décision de déconfinement total, sans laquelle la gestion-exploitation directe par les services communaux selon un régime d'ouverture très restrictif sera maintenue, précise-t-on de même source.

Toutefois, un cahier de charges a été déjà élaboré en vue de l'adjudication de ce site ainsi qu'un arrêté portant ouverture de ce marché 7 jours sur 7 signé par le président de l'APC qui en a bien entendu sursis la mise en application à l'après-déconfinement, et ce dans un double objectif de rentabiliser au mieux cet espace commercial et d'éradiquer les points de vente informels, au premier rang desquels figurent les sites de l'Hippodrome et Castors, dont les comités de quartiers respectifs ont été d'ailleurs inclus à juste titre par le maire dans cette démarche citoyenne.

Il a été convenu dès le départ que la finalité du projet sur le plan gestion est d'aller vers la concession de cet espace par voie d'adjudication, au plus offrant s'entend.

Une procédure qui est en cours de préparation au niveau de la commission des marchés, avec entre autres actes à accomplir, l'élaboration d'un cahier de charges et la fixation d'une mise à prix par le biais des services des Domaines. Evidemment, comme il faut bien s'y attendre, ça ne devra pas se bous-

culer pas au portillon, les premiers vendredis d'ouverture, anticipent nos sources. C'est la même situation à l'échelle nationale: les marchés de voitures d'occasion qui autrefois regorgeaient de monde dès l'aube à chacune de leurs ouvertures une fois par semaine sont peu fréquentés à l'heure actuelle. La rareté de l'offre en raison du gel de l'importation et l'arrêt de l'activité du montage local y sont pour beaucoup. Le coronavirus, lui, a bouclé la boucle.

L'annonce par le gouvernement d'un prochain retour à l'importation des véhicules neufs, avec à la clé une libération du créneau, dans le but de répondre aux besoins du marché national, en octroyant les premières autorisations prochainement aux concessionnaires retenus, n'a eu pour l'heure aucun effet sur le marché de vente de voitures d'occasion.

On a toujours au menu une hausse fulgurante des prix et une pénurie persistante du produit.

Ce ne sont pas seulement les surfaces de vente automobile à l'air libre qui sont quasiment désertées, mais aussi les plateformes électroniques et les réseaux sociaux qui affichent une régression significative dans ce registre. Mis en place dans l'espoir de renflouer les caisses dans un contexte financier délicat, le marché communal de véhicules est bien loin du compte. Non qu'il soit un projet mal pensé, au contraire, mais c'est la conjoncture du Covid-19 qui en est la cause.

S'ouvrant et se refermant au gré des décisions de déconfinement-

confinement, ce site dédié à la vente des voitures d'occasion est loin d'être une plaque tournante incontournable sur la place d'Oran. Pourtant, les rares jours où il a pu être mis en service, il aura fait bonne recette. Malgré un taux de remplissage de 20 à 30%, conséquence d'une très courte durée d'activité et de restrictions très pénalisantes, cet espace commercial municipal a fait un bon chiffre d'affaires, selon le responsable de la Division des affaires économiques (DAE). Début avril dernier, par exemple, suite à l'annonce de la réouverture des marchés automobiles entre autres mesures d'allègement du confinement sanitaire, le marché de voitures de « Saint Hubert » a fait une remarquable relance qui s'améliorait d'une semaine à l'autre en termes de taux de perception à l'entrée. Avant que ne survienne quelques jours plus tard, malheureusement, un énième rebond épidémique qui l'a à nouveau stoppé dans son élan. Un coup dur pour l'APC, qui voyait alors en cet article précis du chapitre des recettes propres une bouffée d'oxygène pour le BS à venir. Cependant, après une absence de près de quatre mois, subséquente à la troisième vague de l'épidémie, l'annonce par le Premier ministre de la réouverture des marchés automobiles, dans le cadre d'un ajustement des mesures de prévention du Covid, acte la réouverture des carrefours des véhicules de seconde main, au grand soulagement de tous ceux désireux de s'acquiescer un véhicule à moindre coût ou d'en vendre.

Hôpital d'En-Nedjma Des instructions pour achever les travaux

Le wali d'Oran, Saïd Saayoud, a donné lundi des instructions pour accélérer l'évacuation de l'hôpital d'En-Nedjma réservé aux malades de la Covid-19, afin d'en terminer les travaux et procéder à sa réception officielle.

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran

avait ouvert en urgence l'hôpital d'En-Nedjma, d'une capacité de 240 lits, pour accueillir les malades atteints de Covid-19, depuis plus d'une année, bien qu'une partie des travaux n'ait été pas encore achevée. En marge de la session ordinaire de l'APW, le wali d'Oran a insisté sur l'achèvement des tra-

vau de l'hôpital, dans les plus brefs délais. De son côté, le DSP, Abdennacer Boudaâ, a indiqué que plus de 100 malades du Covid-19 sont hospitalisés au niveau de cet établissement sanitaire. L'entrepreneur chargé du projet devra reprendre les travaux, juste après son évacuation, indique-t-on.

La SEOR appelée à appliquer un nouveau programme de distribution

Un déficit en eau potable de 250.000 m³ par jour

Le wali d'Oran, Saïd Saayoud, a fait part, lundi, d'un déficit dans l'alimentation en eau potable atteignant 250.000 m³ par jour, sachant que les besoins de la population de la wilaya sont estimés entre 500.000 et 600.000 m³ quotidiennement.

Le déficit a atteint 50% ou davantage, sachant que les eaux des barrages alimentant la wilaya d'Oran (Chellif et Gargar) ont atteint des taux faibles, ces dernières semaines, contraignant ainsi la Société de l'eau et de l'assainissement

d'Oran (SEOR) à appliquer un nouveau programme de distribution d'un jour sur deux et d'un jour sur trois. En marge de la première session ordinaire de l'APW, le wali d'Oran a souligné que l'approvisionnement en eau fait partie des grandes priorités, notamment à l'approche des Jeux méditerranéens 2022, ajoutant qu'une série de solutions sera étudiée pour réduire le déficit.

M. Saayoud a fait part de la possibilité de réaliser une petite station de dessalement des eaux de mer

dont la production ne dépassant pas les 50.000 m³, sachant que le projet de réalisation d'une nouvelle station de dessalement à Cap Blanc, d'une capacité de 300.000 m³/jour, nécessitera pas moins de deux années. Le wali d'Oran a indiqué que le coût d'une petite station n'est pas très important et le montant nécessaire pourra être alloué par le ministère de tutelle, voire du budget de la wilaya, au vu de l'urgence du problème et l'approche du rendez-vous des Jeux méditerranéens.

A quelques jours de la rentrée Peu d'engouement pour l'achat des fournitures scolaires



J. Boukraa

Près de 400.000 élèves reprendront le chemin de l'école la semaine prochaine à Oran. La rentrée des classes c'est aussi l'achat des fournitures scolaires. Les étales de fourniture scolaire on déjà fait leur apparition. Au marché des Aurès (ex-La Bastille), Medina Djedida et même chez les magasins de quartiers, tous les produits nécessaires sont disponibles. Un grand choix est offert au client. La marchandise varie entre les produits nationaux et ceux provenant de l'importation. Mais à moins d'une semaine de la rentrée, la vente des articles scolaires demeure très timide. La reprise de l'école mardi prochain n'a pas suscité un engouement particulier chez les acheteurs. La vente des fournitures scolaires sur les marchés reste timide, affirme un propriétaire d'une librairie, papeterie au quartier Maraval. « Certains parents se contentent d'acheter deux ou trois cahiers ». A Medina Djedida, on note toutefois une nette amélioration de la vente comparative au début du mois.

De leur côté, les parents faiblement surpris de constater encore une fois que les prix ont augmenté comparativement à l'année dernière affirment qu'à l'exception des stylos, crayons et autres, ils préféreraient patienter et attendre les recommandations des enseignants. En effet, la rentrée scolaire de cette année s'annonce particulièrement tendue, en raison de la flambée des prix des articles scolaires notamment qui ont augmenté de 15 voire 20%.

Prévue pour le 21 septembre, la rentrée sera une autre occasion de « saigner » encore les maigres bourses des familles soucieuses de garantir pour leurs enfants une éducation de qualité et des conditions d'études optimales.

Le cauchemar des parents est de trouver le bon article au meilleur prix. Comptabiliser le

coût d'une rentrée scolaire est la principale préoccupation. A titre d'exemple, des taille-crayons avec des figurines de dessin animé comme « hello-kitty » qui coûtaient l'année passée 80 dinars, sont cédés cette année à 100 dinars. Des trousse aussi avec des illustrations de dessin animé sont cédées à 600 dinars contre 500 dinars l'année passée. Les trousse simples sont proposées à 350 dinars, contre 250 dinars l'année passée. Les crayons de couleur ont connu une hausse de 10 à 50 dinars selon la marque, la qualité et la taille. Dans le volet papeterie, les prix des cahiers (de production nationale) varient de 20 DA (32 pages) à 200 DA (384 pages), les cahiers à spirale coûtent plus cher. Pour les cahiers importés, il faut envisager 50% de plus cher.

D'autre part, les vendeurs affirment que c'est pire pour la vente des tabliers et des sacs à dos. Il n'y a pas de vente. Pour cette année, la majorité des parents préfèrent garder les tabliers et les cartables de l'année passée. « Les gens ne font que demander le prix pour ne pas acheter », dira un autre vendeur ambulancier. Pour ce qui est des prix, les parents affirment que cette année une importante hausse a été enregistrée notamment dans les prix des cartables et des tabliers.

Les commerçants affirment que la hausse des prix est due à la baisse de l'importation. Pour les sacs à dos, les prix varient entre 800 et 10.000 dinars l'unité. Pour ce qui est des tabliers, le prix varie entre 550 et 2.500 DA, selon les modèles, les tailles et la qualité. Au niveau des grandes surfaces et des magasins spécialisés dans la vente d'articles scolaires, le prix du cartable atteint facilement les 24.000 dinars, les trousse entre 150 et 1.200 DA, l'ardoise entre 200 et 1.000 dinars. Même si ce n'est pas encore le rush, la foule sera au rendez-vous dès le premier jour de la rentrée scolaire.

MOSTAGANEM

Un escroc arrêté et 1,3 million de dinars récupérés

La brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de wilaya de Mostaganem a réussi à récupérer une somme de 1,3 million DA faisant l'objet d'une escroquerie et ont arrêté le mis en cause, a-t-on appris, mardi, de ce corps de sécurité.

La même source précise que l'opération est intervenue suite à une plainte déposée par la victime, selon laquelle elle a fait l'objet d'une escroquerie par l'un de ses

proches, lui subtilisant une somme de 1,3 million DA. Le mis en cause a fait croire à la victime qu'il allait l'aider à acquérir une voiture neuve. Pour cela, il l'a accompagné à la wilaya d'Oran, avant de profiter du moment où la victime est entrée dans une agence de vente pour prendre la fuite avec l'argent.

Les recherches enclenchées par les éléments de la brigade ont permis l'arrestation du mis en cause (30 ans), qui a prétendu avoir été

victime d'une agression par des inconnus à l'aide d'armes blanches qui lui ont volé la somme en question, indique la même source. Le mis en cause a fini par reconnaître les faits et qu'il avait élaboré un plan pour dérober la somme.

Accusé d'escroquerie, une procédure judiciaire a été lancée contre le suspect qui a été présenté devant le parquet du tribunal de Mostaganem, avant d'être placé sous contrôle judiciaire, a-t-on indiqué.

CHLEF

De nouvelles infrastructures scolaires pour la rentrée



Abbad Miloud

Le secteur de l'éducation nationale a été renforcé cette année par 11 établissements scolaires (7 écoles primaires, 3 cem et 1 lycée) qui seront opérationnels pour la prochaine rentrée scolaire prévue le 21 du mois courant.

Les écoles primaires sont situées au niveau de quatre communes (3

à Chlef, 1 à Abou-El-Hassan, 2 à Oued Sly et 1 à Chettia).

Les 3 CEM sont implantés dans les communes de Chlef, Oued Sly et Sendjas. Le lycée a été réalisé dans la commune de Oued Sly. Ces réalisations, jugées appréciables et qui connaîtront des améliorations au fil des années, visent à assurer une scolarisation totale des enfants en âge de l'être, de permettre une

baisse sensible et progressive de sureffectif dans les classes constaté dans le cycle moyen et par conséquent une amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé. D'autres réalisations en matière de sport et de cantines scolaires, internats, laboratoires scientifiques et informatiques, bibliothèques, logements de fonction sont à signaler.

MASCARA

Une fillette tuée dans un accident de la route

Mohamed Belkecir

L'autoroute Est Ouest dans sa partie passant par la wilaya de Mascara a été le théâtre dans la journée de lundi d'un accident de la circulation mortel. En effet, en provenance d'Oran un véhicule

utilitaire se dirigeant vers Alger et arrivé sur le tronçon d'El Ghomri, दौर de Mohammadia, a eu un de ses pneus éclaté ce qui a fait perdre la contrôle de la voiture au conducteur qui est allé percuter de plein fouet le mur de séparation de la chaussée.

Ce violent choc a fait éjecter de la voiture une fillette de 11 ans qui a été tuée sur le coup. Les éléments de protection civile se sont rendus sur les lieux et le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital. Une enquête est ouverte.

BECHAR

Le président de la cour et le procureur général installés

Le président et le procureur général près la Cour de justice de Bechar, respectivement MM. Kada Dahou et Latrech Tarik, ont été installés mardi dans leurs nouvelles fonctions, dans le cadre du mouvement partiel opéré par le Président de la République M. Abdelmajid Tebboune dans le corps de la magistrature.

Président la cérémonie d'installation, en présence notamment des autorités civiles et militaires des wi-

layas de Bechar et Béni-Abbès, M. Mohamed Mouzar, représentant du ministre de la Justice, Garde des sceaux, a rappelé les objectifs et les principes adoptés pour consacrer l'édification d'un Etat de droit, en vue de préserver la sécurité du citoyen et du pays.

Le représentant du ministre de la Justice a insisté, en outre, sur l'importance d'être à la hauteur de ces objectifs à travers l'optimisation du rendement du système juridique

pour garantir le renforcement de la confiance entre le citoyen et le système judiciaire, ainsi que la consolidation de l'Etat de droit.

Il a mis en exergue aussi les efforts déployés par l'Etat pour la modernisation du système judiciaire national, avant de saluer les efforts consentis par les magistrats et autres auxiliaires de justices "qui veillent à l'application de la loi afin de protéger les intérêts du pays".

RELIZANE

Un réseau de falsification de billets de banque démantelé

La brigade mobile de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Relizane a démantelé un réseau criminel de trois personnes spécialisés dans la falsification de billets de banque, a-t-on appris, mardi, de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

La même source a précisé à l'APS que cette opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations faisant état d'une personne sur le point d'écouler au niveau de la ville de Relizane une somme d'argent en fausse monnaie nationale.

Après la surveillance du suspect, ce dernier a été arrêté et a fait l'objet d'une fouille corporelle, indique la même source. Les policiers ont trouvé en sa possession une somme de 38.000 dinars en faux billets de 2.000 dinars, prête à l'échange. L'enquête avec la personne arrêtée a abouti à l'arrestation de deux autres complices impliqués dans cette affaire.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les personnes arrêtées, qui seront présentées devant la justice, indique la même source.

TISSEMSILT

Un incendie ravage 3,5 hectares d'arbres forestiers

Un incendie s'est déclenché, lundi soir, au niveau de la forêt de «Belzaouche», dans la commune de Sidi Antri (wilaya de Tissemsilt), ravageant 3,5 ha d'arbres forestiers, ont indiqué, mardi, les services de la protection civile.

Le sinistre a détruit des pins d'Alep et des chênes verts, précise la même source, ajoutant que les éléments de la protection civile sont parvenus à maîtriser l'incendie, jusqu'à une heure avancée, permettant de sauver de grandes superficies de cette forêt, qui se caractérise par sa couverture végétale dense.

L'intervention des agents de la protection civile a également permis de sauver plusieurs habitations rurales voisines, selon la même source, ajoutant que plus de 40 agents de la

protection civile et de la circonscription des forêts, ainsi que 8 camions d'extinction de différentes tailles ainsi que la colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts de la protection civile ont été mobilisés pour venir à bout de cet incendie, dont les causes de son déclenchement sont encore inconnues.

La direction de wilaya de la protection civile a mobilisé, dans le cadre du plan d'intervention et de lutte contre les incendies de forêts et les récoltes agricoles, lors de la saison estivale actuelle (du 1er juin au 31 octobre) 770 agents d'intervention et 92 camions et engins, en plus de l'installation d'une colonne mobile au niveau de la commune de Sidi Slimane, rappelle-t-on.

TINDOUF

La mosquée-pôle «Youcef Ben Tachfine», un centre de rayonnement religieux et culturel

La nouvelle mosquée-pôle «Youcef Ben Tachfine» de Tindouf constitue indéniablement un centre de rayonnement religieux et culturel pour toute la région sud-ouest du pays et qui ne manquera pas de devenir la principale attraction des fidèles et une destination de choix pour les apprenants et les savants.

Ouvert au début de ce mois de septembre 2021, ce lieu de culte, véritable phare culturel dans le Sud-ouest du pays, constituera, outre sa vocation d'enseignement coranique, un institut de formation et de diffusion des préceptes de l'Islam pour l'ensemble des populations de l'Afrique de l'Ouest, notamment avec l'ouverture du poste frontalier terrestre algéro-mauritanien "Chahid Mustapha Benboulaïd".

Conçu dans un style architectural arabo-andalou, cet édifice religieux dispose d'une salle de prière d'une capacité de

4.200 fidèles et des structures d'accompagnement, dont un salon d'honneur, une salle de conférences, une salle d'enseignement, une bibliothèque, un espace de lecture, en sus d'un bloc administratif et d'un foyer.

Cette structure culturelle, dont les travaux de réalisation ont été lancés en 2004 pour plus de 410 millions DA, renferme également un internat, un réfectoire et quatre logements de fonction.

La mosquée-pôle, plus haute construction dans la ville de Tindouf, s'élève à plus de 37 m d'altitude, surplombée d'une estrade d'observation du croissant lunaire.

Approchés par l'APS, de nombreux citoyens de Tindouf ont exprimé leur «joie» de voir cet acquis religieux ouvrir ses portes pour servir de centre de rayonnement culturel et religieux aussi bien pour la région que pour les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Football professionnel Installation de la commission mixte MJS-FAF

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Abderrazak Sebgag a procédé lundi à l'installation de la commission mixte Ministère - Fédération algérienne de football (FAF) chargée de l'évaluation et de la réforme du football professionnel dans sa nouvelle configuration, indique un communiqué du MJS.

La cérémonie d'installation, organisée au siège du Département ministériel, s'est déroulée en présence du président de la FAF, Charaf-Edine Amara. A cette occasion, le ministre a «présenté ses remerciements aux anciens membres de la commission pour les efforts consentis et le travail de base effectué dont le diagnostic de l'ensemble des défaillances et dysfonctionnements d'ordre structurel, organisationnel et

sportif enregistrés durant les dix années ayant suivi l'adoption du professionnalisme». «Le bilan et les dispositions formulées constitueront une base de travail qui permettra à la Commission de procéder à une réforme approfondie du football professionnel dans ses différents aspects juridique, financier et organisationnel», précise la même source. Le premier responsable du secteur a donné des orientations pour établir «une feuille de route efficace et efficiente, tout en accordant un intérêt particulier aux priorités définies afin de parvenir, dans les meilleurs délais, à un nouveau modèle économique du système du professionnalisme, en adéquation avec les nouvelles instructions de la Confédération africaine de football (CAF) et la Fédéra-

tion internationale de football (FIFA). Présidée par Ameur Manssoul, en remplacement de Mohamed Mecherara, la commission mixte MJS-FAF, «se réunit, quand c'est nécessaire, sur demande de son président, et dont les conclusions de chaque réunion seront consignées dans un procès-verbal et un registre numéroté, mais non exécutoires qu'après accord du ministre», avait indiqué auparavant l'instance fédérale sur son site officiel. La commission mixte est composée de six membres : trois représentants du MJS (Mohamed Nadir Belayat, membre, Sid Ahmed Amrouni, membre, et Adel Lechat, rapporteur) et trois représentants de la FAF (Mohamed Mecherara, membre, Yacine Benhamza, membre, et Réda Abdouche, membre).

JS Kabylie

Mellal fait de la résistance

Le président du Conseil d'administration (CA) de la JS Kabylie, Cherif Mellal a assuré à Tizi-Ouzou, qu'il ne compte pas quitter son poste et encore moins rendre la direction du club à ses adversaires. «J'y suis, j'y reste» a-t-il affirmé, lors d'un point de presse organisé en fin de journée au siège du club de ligue 1. S'exprimant après le départ des membres d'un nouveau CA du club désigné lors d'une assemblée générale en mars dernier, qui se sont déplacés lundi au siège du club pour exiger son départ et la restitution du siège, Mellal a déclaré être «toujours président du Conseil d'administration (CA) de la JSK».

Il affirme «n'avoir reçu notification officielle d'aucun document ni déci-

sion émanant de la justice m'obligeant à céder la direction du club ou son siège», indiquant que ses adversaires n'ont présentés qu'«un registre de commerce d'une société domiciliée à une autre adresse que celle du siège social du club».

Un document obtenu «de manière douteuse» dira-t-il et qui fait objet d'une déclaration d'opposition déposée en date du 7 septembre en cours, rappelant au passage, que «plusieurs plaintes sont en cours devant la justice pour des faits similaires». Une autre plainte sera, par ailleurs, déposée demain mardi contre les personnes étrangères qui ont envahis les bureaux du club en compagnie de certains actionnaires et empêché le bon fonctionnement. «

Nous avons des vidéos qui montrent que ces personnes sont étrangères à la JSK et sont venues au siège dans un but d'intimidation et de provocation «a-t-il indiqué. Yazid Yari-chène, désigné président d'un CA du club lors d'une assemblée générale en mars dernier et Djaffar Ait Mouloud, président du club sportif amateur (CSA), accompagnés de plusieurs partisans se sont présentés au siège du club pour en prendre possession et exiger le départ de la direction de Cherif Mellal qui leur a exigé «une décision de justice». Après plusieurs heures à l'intérieur du siège, ils ont quitté les lieux en fin de journée pour «ramener les documents demandés» ont-ils affirmé.

MC Oran

Le pari risqué de Tayeb Mahiaoui



Quelques 17 joueurs de l'effectif du MC Oran de la saison précédente 2020-2021 ne figurent plus dans la liste de cette équipe en prévision de la saison à venir, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football. Sept joueurs s'étaient empressés, dès la fin du championnat précédent, pour saisir la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour n'avoir pas obtenu leurs salaires pendant plusieurs mois. Ils ont eu gain de cause, en s'adjugeant leurs libérations automatiques, ajoute-t-on. Disposant de leurs fameux sésames, certains d'entre eux sont déjà allés monnayer leurs talents ailleurs, à l'image de Mesmoudi (ES Sahel-Tunisie), Belkaroui, Boutiche et Motrani (ES Sétif), Hamidi et Iz-

mani (MC Alger) et Litim (Al Aïn-Arabie saoudite). Une dizaine d'autres joueurs viennent se joindre à cette liste après la décision du président du club, Tayeb Mahiaoui, de se passer de leurs services en début de cette semaine, précise-t-on.

Mais cette action risque de causer des ennuis à la direction oranaise, vu que les éléments concernés sont toujours liés au club et tout refus de leur part de résilier à l'amiable leurs contrats mettrait la direction oranaise dans l'embarras.

Par ailleurs, le nouvel entraîneur des «Hamraoua», Azeddine Ait Djoudi, a programmé pour cette fin de semaine le lancement des préparatifs de la prochaine édition du championnat, dont le coup d'envoi est

prévu pour le 23 octobre, indique-t-on de même source. Il devrait même animer une conférence de presse jeudi pour évoquer plusieurs points importants, dont la reprise, le recrutement et les objectifs assignés. En attendant, le président Mahiaoui, poursuit son opération de recrutement qu'il entoure de la discrétion totale. Il a néanmoins fait savoir auparavant avoir changé de stratégie dans ce registre en ciblant des joueurs «avides de s'illustrer et moins coûteux». La direction oranaise est toutefois dans l'obligation de s'acquiescer d'anciennes dettes auprès de la CNRL pour parvenir à qualifier ses nouvelles recrues. Les dettes en question sont estimées à 10 millions de dinars, selon la même source.

RC Relizane

Le flou persiste !

M. Zeggai

Rien ne se profile à l'horizon pour le Rapid de Relizane en prévision de la nouvelle saison. La gestion approximative et le bricolage continuent au sein d'un club prétendu professionnel. Aucune action officielle en prévision du démarrage du nouvel exercice n'a été entreprise. Pour la barre technique, c'est le flou le plus total, la situation de l'entraîneur Lyamine Bougherara n'étant pas claire. Les supporters se demandent si le coach en question poursuivra sa mission ou non. D'autre part, la question de la liste des joueurs libérés n'a pas été encore réglée. Selon notre source, aucune réunion officielle du conseil d'administration n'a eu lieu ne serait-ce que pour tracer la fameuse feuille de route. D'abord, il faut se demander si la SSPA/RCR n'existe que sur le papier. Mais ceci ne semble pas ébranler les proches du président Mohamed Hamri à entamer les démarches dans le secret le plus total pour un éventuel renfort de l'équipe.

Est-il concevable que ces mêmes personnes, qui ont nui à l'image du Rapid, procèdent au recrutement sans l'aval de l'entraîneur ? Il est clair que dans ce genre de situation, le responsable technique est le seul habilité à déterminer le profil et les critères des recrues en fonction du projet de jeu qu'il veut initier et adapter à son équipe. Au lieu de trouver les mécanismes nécessaires et les solutions pour régler les dettes et lever l'interdiction de recrutement infligée par la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), certains décideurs ne sont là, commissions obligent, que pour s'occuper du recrutement. A cet effet, les dettes du RCR envers l'instance en question sont estimées à un peu plus de 12 milliards de centimes. Des dettes qui concernent uniquement les plaintes déjà traitées par l'instance juridictionnelle relevant de la FAF, en attendant qu'elle tranche aus-

si sur les plaintes déposées récemment par plusieurs autres joueurs de l'exercice écoulé, qui devraient d'ailleurs avoir gain de cause, vu qu'ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois, précise-t-on. Un vrai casse-tête pour le Rapid dont l'avenir est compromis avec une ambiguïté totale avec ces nombreuses fausses démissions du président du club, Mohamed Hamri, qui annonce à chaque fois son départ, avant de revenir à de meilleurs sentiments. A combien de reprises depuis son installation à la tête du club, il y a cinq ans, a-t-il annoncé sa démission ? ȳȳ»Tout reste possible concernant mon avenir à la présidence du RCR. Je prendrai une décision une fois le championnat terminé», a-t-il déclaré bien avant la fin de saison. C'est une stratégie pour éviter les joueurs qui revendiquent à chaque fois leurs salaires impayés avec la complicité de ceux qui se sont accaparés du pouvoir pour ne se consacrer qu'au volet du recrutement et de ses bienfaits, notamment ceux qui ont été à l'origine du départ de Cherif El-Ouazzani qui a saisi la CNRL pour réclamer ses arriérés de salaires, au même titre que ses deux autres ex-assistants, Sebbah Benyagoub et l'entraîneur des gardiens de but, Abdeslam Benabdellah. Le Rapid de Relizane, qui a traversé de nombreuses zones de turbulences au cours de cet exercice, grèves à répétition de joueurs, crise financière et autres dépassements dans la gestion, est revenu de très loin depuis l'arrivée de l'entraîneur Lyamine Bougherara qui a réussi à assurer en extremis le maintien parmi l'élite. Au moment où la majorité des équipes de la Ligue 1 ont déjà entamé la préparation, le RCR, lui, n'a pas encore résolu le problème de staff technique. Mais il est dit que tant que certaines personnes, toujours les mêmes, rôdent autour de l'équipe, le Rapid ne retrouvera jamais sa vitesse de croisière.

MCB Oued Sly

Abderrahmane Osmane nouvel entraîneur

Abderrahmane Osmane est devenu l'entraîneur du MCB Oued Sly, pensionnaire de la Ligue deux algérienne de football (Gr.Centre-Ouest), a-t-on appris, lundi, de la direction de ce dernier. Il s'agit du deuxième passage de ce technicien, qui a dirigé la saison passée la JSM Tiaret (Ligue 2), au sein de cette formation relevant de la wilaya de Chlef, après l'avoir mené vers l'accession au deuxième étage pour la première fois de son histoire lors de l'avant-précédent exercice. L'ex-nouveau coach du MCBO a dirigé, dimanche soir, la première séance de l'équipe dans le cadre de ses préparatifs d'intersaison.

Dans son discours devant ses protégés, il a fait savoir qu'il tablait sur la formation d'un groupe compétitif, ajoute-t-on de même source. Il s'est, en outre, réjoui du fait que le MCBO ait réussi à se faire un nom au cours des deux derniers exercices au

point où il a raté de peu l'accession parmi l'élite, l'été passé. Abderrahmane Osmane, qui sera assisté par Abdelhak Belaid, en tant qu'entraîneur adjoint et Rachid Bendaoud, comme entraîneur des gardiens de but, a exhorté au passage ses protégés à donner le meilleur d'eux-mêmes, tout en s'engageant à restaurer une «concurrence loyale». La première séance d'entraînement a connu l'absence de certains joueurs de l'effectif de l'exercice précédent qui n'ont pas encore trouvé un terrain d'entente avec la direction du club pour prolonger leurs contrats, affirme-t-on encore. Pour rappel, le MCBO, sous la houlette de l'entraîneur Saïd Hamouche, a été sacré champion du groupe Ouest lors de la saison passée, avant d'échouer dans les Play-off face au RC Arbaâ et le HB Chelghoum Laïd, qui ont décroché les deux billets donnant accès en Ligue 1.

Eliminatoires Mondial-2022 Le match Niger-Algérie se jouera à Niamey

M. Zeggai

Du nouveau concernant la domiciliation du match Niger-Algérie, prévu le 10 octobre prochain pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires du Mondial-2022 au Qatar. En effet, plusieurs médias ont annoncé hier un retournement de situation à propos de cette rencontre, qui était prévue initialement au Maroc. On vient d'apprendre à ce propos que la commission d'inspection de la CAF s'est dite favorable à l'homologation du stade Seyni Kountché de Niamey pour accueillir les prochains matches du Niger à domicile. Pour ne pas être prise au dépourvu, la Fédération algérienne de football compte envoyer très prochainement une délégation à Niamey pour préparer tous les aspects administratifs et le séjour des Verts au Niger. Il faut dire que cette décision de la CAF commence à donner des appréhensions au public algérien, surtout avec cette belle série d'invincibilité des camarades de Mahrez qui dérange plus d'un en Afrique. On se demande d'ailleurs pourquoi le Niger a décidé de recevoir les Verts à Niamey, ou à défaut au stade de Cotonou, et non pas au Maroc où il a accueilli le Burkina Faso ? Pourquoi la commission d'homologation de la CAF a pris ce genre de décision à moins d'un mois du match ? Qui est derrière ces attaques psychologiques à répétition sur la sélection et Djamel Belmadi ? Certaines sources sont allées plus loin en avançant que c'est le sélectionneur du Niger, Jean-Michel Cavalli, ex-coach de l'équipe nationale, de l'USMA et du MCO, qui serait derrière



cette idée. C'est certain que le choix des Nigériens n'est pas fortuit dans la mesure où ils ont même annoncé que le match débutera entre 14h00 et 16h00 dans une chaleur caniculaire et une température assez élevée sans parler du taux d'humidité.

Les intentions des Nigériens sont claires et cela pourrait nous inciter à se demander si le jeu de couloirs n'a pas commencé avec ce revirement inexplicable de la commission d'homologation des stades. Les responsables du football algérien sont tenus

de réagir pour éviter d'hypothéquer les chances de l'EN à la qualification au Mondial et entraver le travail de Belmadi. Les responsables de la FAF sont également tenus de protéger l'EN de l'arbitrage, car en Afrique, «l'arbitrage maison» est un fait réel. Ajoutez à cela la qualité des pelouses, qui handicapent les équipes aux jeux technique et collectif. C'est le moment propice pour les responsables de la FAF de taper du poing sur la table et réagir pour défendre les intérêts de l'EN.

IRB Maghnia

Laâredj Boushaba à la barre technique

Chergui Abdelghani

La direction du club de l'IRB Maghnia a officiellement engagé l'ex-défenseur axial du WA Tlemcen, Laâredj Boushaba, ancien coach aussi de l'ICS Tlemcen.

Boushaba a pris ses fonctions à la tête du club phare de la ville frontalière en début de semaine. Le nou-

veau coach de la formation maghnaouie hérite d'une équipe en proie à de nombreux problèmes, entre autres, le problème financier.

Le compte bancaire du club est toujours bloqué par des créanciers qui attendent d'être régularisés. En somme, un immense chantier attend l'entraîneur Boushaba ainsi que l'équipe dirigeante.

GC Mascara

Moulay Haddou nouvel entraîneur

Le GC Mascara, nouveau promu en Ligue 2 de football, a désigné l'ancien international, Moulay Haddou, comme nouvel entraîneur de l'équipe, a-t-on appris, mardi, de la direction de cette dernière. Il s'agit d'une première expérience de l'ancien latéral gauche des Verts en qualité d'entraîneur en chef, après avoir déjà travaillé comme coach assistant du technicien tunisien Mouaz Bouakkaz à l'US Biskra et l'USM Bel-Abbès. Le natif d'Oran succède à Amine Besseghir qui a mené le «Ghali» à la montée au deuxième palier à l'issue de l'exercice passé qu'il a ter-

miné leader de son groupe Ouest A, avant de prendre le dessus sur le WA Mostaganem, premier du groupe Ouest B, en match barrage, rappelle-t-on. Le GCM, retrouve l'antichambre de l'élite deux années après l'avoir quitté.

Cette formation, qui compte dans son palmarès un titre de champion d'Algérie décroché en 1984, ne cesse de boire de son pain noir depuis plus de deux décennies, regrette-t-on dans son entourage. Par ailleurs, les protégés de Haddou, qui ont démarré lundi leurs préparatifs d'intersaison, devraient accueillir leurs ad-

versaires au stade communal Meflah-Aoued pour la deuxième saison de suite au lieu du stade de l'Unité africaine, indique-t-on de même source. Le premier stade cité a fait l'objet récemment d'une visite de la part de la commission d'homologation des stades auprès de la Ligue nationale amateur de football.

Les gars de la cité de l'Emir Abdelkader évolueront, lors du prochain championnat, qui débute le 8 octobre, dans le groupe Centre-Ouest composé de 16 clubs. Le leader de ce groupe accèdera parmi l'élite à l'issue de la compétition.

USM Alger

Zemmamouche rempile pour deux ans

Le gardien et capitaine de l'USM Alger Mohamed Lamine Zemmamouche a prolongé son contrat de deux ans soit jusqu'en 2023, a indiqué le club algérois de Ligue 1 sur sa page officielle Facebook. Agé de 36 ans, Zemmamouche a fait l'essentiel de sa carrière à l'USM Alger entrecoupée d'un passage au MC Alger (2009-2011). Pour rappel, l'USM Alger avait recruté cet été le

gardien de la JS Kabylie Oussama Benbott, l'une des révélations de la saison dernière. D'autre part, les Rouge et Noir ont entamé dimanche la préparation en prévision de la saison prochaine qui devrait débuter le 23 octobre en effectuant leur première séance d'entraînement lundi au stade Omar Hamadi (Bologhine) sous la conduite du nouvel entraîneur Denis Lavagne qui a succé-

dé à Mounir Zeghdoud, en présence de quatre nouvelles recrues: Oussama Benbot, Brahim Bekakchi, Messalah Merbah et Abderrahmane Meziane. D'autre part, la cinquième recrue le milieu de terrain Brahim Benzaza (ASO Chlef) qui s'est engagé pour deux ans a été présenté mardi. L'USM Alger avait terminé la saison la saison 2020-2021 à la 4e place de Ligue 1.

Fédération internationale de boules L'Algérien Kafi candidat au bureau exécutif

L'Algérien Mohamed Yacine Kafi, président de l'Union africaine de sports boules (UASB), s'est porté candidat au bureau exécutif de la Fédération internationale de Boules (FIB), dont les élections sont prévues jeudi à Martignes en France, en marge du Mondial Jeunes (U18 et U23 et Seniors) programmé du 14 au 18 septembre, a-t-on appris, mardi auprès de l'intéressé. Kafi Yacine sera en concurrence avec le Tunisien Kamel Hamdi et le Marocain Mohammed Soussi, pour une place à l'exécutif de l'instance internationale, lors du Congrès qui élira aussi un président et les douze autres membres, pour le prochain mandat olympique (2021-2024).

L'Algérien était vice-président de l'instance lors du dernier mandat et compte poursuivre sa mission à la FIB pour relever d'autres défis qui s'affichent à l'horizon. «Ma candidature intervient après mûre réflexion et s'inscrit dans la continuation de ma mission au sein de cette structure mondiale. Si je suis élu, j'œuvrerai avec la nouvelle équipe dirigeante à promouvoir davantage ce sport et surtout travailler pour mettre en avant la vision de la FIB à intégrer le sport boules aux prochains Jeux olympiques en 2024 à Paris», a indiqué Mohamed Yacine Kafi, ajoutant que ce sport se renforce de

l'image qui complète ses valeurs universalité, popularité, transmission et les réponses aux critères d'éligibilité aux Jeux olympiques. Les élections de la FIB seront ouvertes aux chefs des délégations qui sont présents à Martignes et aussi aux représentants des pays qui n'ont pu faire le déplacement pour plusieurs raisons. Le congrès se tiendra en mode présentiel pour les absents. «On a mis en place une plate-forme qui permettra aux nations affiliées et en règle avec la Fédération internationale de boules (FIB) et qui n'ont pas pu venir. Le nombre de participation est estimé à une quarantaine de pays sur les 60 que compte le Congrès», a expliqué le technicien algérien. Il est à signaler que le président sortant de la FIB, le Français Ruis Frédéric est seul candidat à sa propre réélection, alors que les autres places au bureau exécutif de l'instance seront très disputées, avec la présence de plusieurs postulants.

Le bureau exécutif de la Fédération internationale de boules (FIB) devra être composé de 14 membres, répartis comme suit: Un (1) président, quatre (4) vice-présidents (un par continent), quatre (4) du collège des Conseillers continentaux (Un par continent), trois (3) du collège des candidats libres et deux (2) du collège des féminines.

Tennis - Classement mondial Raducanu directement à la 25e place



La jeune Britannique Emma Raducanu a intégré le top 100 du classement mondial de la WTA, y entrant même directement à la 25e place, après sa très belle victoire à l'US Open. Agée de 18 ans, Raducanu a en effet réalisé l'exploit inédit de remporter un Majeur, alors qu'elle était issue des qualifications, ce qui lui a valu cette fulgurante ascension.

En finale, la jeune britannique avait dominé la Canadienne Leylah Fernandez (19 ans), qui réalise elle aussi un bond spectaculaire de 45 places au classement général, passant ainsi au

28e rang mondial. Le haut du classement, lui, est toujours dominé par l'Australienne Ashleigh Barty, alors que la Japonaise Naomi Osaka, éliminée au 3e tour à New York par Fernandez, poursuit sa dégringolade et perd deux places, pour atterrir au 5e rang.

De son côté, l'Américaine Cori Gauff a fait sa première entrée dans le top 20, à la 19e place, alors que trois autres des 20 meilleures joueuses atteignent le meilleur classement de leur carrière : Barbora Krejickova (N.7, +2), Maria Sakkari (N.13, +5) et Ons Jabeur (N.18, +4).

Volleyball - CAN 2021

La Tunisie et le Cameroun aujourd'hui en finale

Les sélections nationales de Tunisie et du Cameroun disputeront ce mercredi à Kigali (Rwanda) la finale du championnat d'Afrique des nations de volleyball (Seniors Messieurs), après leurs victoires en demi-finales respectivement face à l'Egypte et au Maroc. Le six tu-

nisien s'est qualifié pour la finale en éliminant son homologue d'Egypte en trois sets à un (25-19, 16-25, 25-14 et 25-21), alors que le Cameroun s'est défait du Maroc au tie-break 3-2 (15-25, 25-22, 21-25, 25-17 et 15-13). L'équipe de Tunisie est double tenante du titre (2017-2019).

Ligue des champions d'Europe

Chocs Inter-Real et Liverpool-Milan

Les débuts espérés du trio Neymar-Mbappé-Messi au PSG, le choc de haut vol entre le Real Madrid et l'Inter Milan, ainsi qu'un alléchant Liverpool-AC Milan, sont au programme des matches de la première journée de la Ligue des champions disputés ce soir. Après avoir réalisé un mercato stratosphérique cet été avec notamment l'arrivée de Lionel Messi, Achraf Hakimi et Gianluigi Donnarumma, le PSG est désigné à tort ou à raison comme le principal favori de la compétition. L'équipe, entraînée par Mauricio Pochettino, débute sa campagne continentale avec un déplacement en Belgique chez le Club Bruges, où il devrait enfin aligner son redoutable trio d'attaque Neymar-Mbappé-Messi. Le PSG version qatari est toujours parvenu à sortir des poules de la Ligue des champions, soit depuis l'édition 2012-2013. Dans ce groupe A, il rencontrera Manchester City qui l'avait éliminé en demi-finales début mai (2-1, 2-0). Finalistes malheureux fin mai face à Chelsea (1-0), les joueurs de Pep Guardiola seront eux méfiants lors de la réception du RB Leipzig. Le club allemand, fondé en 2009, n'a découvert l'Europe qu'en 2017 mais il a déjà atteint le dernier carré de la C1 en 2020, battu par le PSG, avant d'être sorti dès les huitièmes en mars dernier par Liverpool. Il est toutefois à la peine en Bundesliga avec trois défaites en quatre matches et doit encore digérer le départ de son ancien entraîneur Julian Nagelsmann, désormais au Bayern Munich. Un duel de légendes, c'est ce que promet la rencontre entre Liverpool et Milan à Anfield. Ces clubs prestigieux - treize C1 à eux deux - se sont notamment affrontés en finale de Ligue des champions en 2005 et 2007, avec un succès chacun. Les Reds ont décroché leur sixième couronne européenne en 2019, avant de mettre fin à l'année suivante à une disette en championnat remontant à 1990. L'AC Milan tente pour sa part de revenir au premier plan après une décennie de déclin. Dans ce groupe B très relevé, l'Atlético Madrid accueille par ailleurs le FC Porto, sacré en 1987 et 2004, et quart-de-finaliste en 2021. Les supporters des «Colchoneros» ont assisté en toute fin de mercato au retour au bercail de leur ancienne vedette Antoine Griezmann, après deux saisons compliquées au FC Barcelone. L'international français espère reprendre le fil de sa carrière en club



sous les ordres de Diego Simeone et rêve sans doute d'offrir à l'Atlético un premier sacre en C1 après trois finales perdues (1974, 2014 et 2016). Le Borussia Dortmund s'attend à une chaude réception lors de son déplacement en Turquie, chez le Besiktas Istanbul, même si le Vodafone Park devrait être seulement rempli à moitié avec 20.000 supporters. Les Allemands compteront une nouvelle fois sur leur star norvégienne Erling Haaland, meilleur buteur de l'édition précédente avec dix réalisations. Le joueur de 21 ans a déjà marqué cinq fois et adressé trois passes décisives en quatre journées de championnat cette saison. Dans l'autre match de ce groupe C plutôt ouvert, l'Ajax Amsterdam rend visite au Sporting Portugal. Les Néerlandais avaient échoué aux portes de la finale en 2019 mais ont ensuite été éliminés dès la phase de groupe des deux éditions suivantes. Le champion d'Italie contre le vice-champion d'Espagne.

La rencontre entre l'Inter Milan et le Real Madrid oppose deux équipes qui ont changé leur entraîneur à l'intersaison. Au Real, Carlo Ancelotti a succédé à Zinedine Zidane, et à l'In-

ter, c'est Simone Inzaghi qui a remplacé Antonio Conte. En difficulté financière, les Interistes ont perdu cet été plusieurs éléments majeurs dont l'attaquant belge Romelu Lukaku, transféré à Chelsea. L'autre match du groupe D voit s'affronter le Sheriff Tiraspol au Shakhtar Donetsk, deux équipes symboles des tensions en Europe de l'est depuis la chute du Mur. Il s'agit de la première participation en C1 pour le Sheriff, issu d'une enclave séparatiste pro-russe mais qui participe au championnat moldave, dont il a remporté 19 des 21 dernières éditions. De son côté, le Shakhtar a évolué successivement à Lviv, Kharkov et Kiev depuis 2014, en raison du conflit dans l'est de l'Ukraine avec d'autres séparatistes pro-russes.

Aujourd'hui

(17h45) Besiktas - Dortmund
FC Sheriff - Shakhtar Donetsk
(20h00) Club Bruges - Paris SG
Manchester City - RB Leipzig
Atlético Madrid - FC Porto
Liverpool - AC Milan
Sporting Portugal - Ajax Amsterdam
Inter Milan - Real Madrid

AC Milan

Ibrahimovic forfait pour Liverpool

L'attaquant vedette de l'AC Milan Zlatan Ibrahimovic, touché à un tendon d'Achille, ne sera pas convoqué pour le match de Ligue des champions à Liverpool mercredi, a annoncé mardi l'entraîneur rossonero Stefano Pioli. «Il est sorti du match de dimanche (contre la Lazio, 2-0) avec une inflammation au tendon. On espérait qu'il pourrait récupérer mais ce n'est pas le cas», a expliqué Pioli au micro de Sky Sport. «Aujourd'hui, il a fait un essai avec l'équipe mais on a décidé de ne pas prendre de risques», a-t-il ajouté. Le géant suédois, qui célébrera ses 40 ans dans quelques semaines, a fait son retour sur les terrains contre la Lazio, quatre mois après une blessure au genou gauche qui a nécessité une opération en juin et lui a fait manquer l'Euro avec sa sélection. Entré à l'heure de jeu, il a joué toute la dernière demi-heure, inscrivant même le second but milanais. En l'absence d'Ibra, l'entraîneur titularisera en pointe le Croate



Ante Rebic ou le Français Olivier Giroud, qui vient de reprendre l'entraînement après quasiment deux semaines d'interruption en raison du Covid-19. «Deux jours d'entraînement ne sont pas suffisants pour

avoir 90 minutes, mais il (Giroud, ndlr) peut faire un bout de match. Ibra devait démarrer comme titulaire, maintenant la question est de savoir qui va jouer entre Rebic et Giroud», a indiqué Pioli.

Mondial des clubs 2021

L'Afrique du Sud veut suppléer le Japon

L'Afrique du Sud serait prête à organiser la Coupe du monde des clubs 2021 de football et remplacer le Japon qui s'est désisté au début du mois de septembre en raison de contraintes liées à la crise sanitaire, a révélé lundi le président de la

Fédération sud-africaine de football, Danny Jordaan. Le dirigeant sud-africain a expliqué à l'agence Associated Press qu'il rencontrera au cours de cette semaine la secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samoura, à Lagos, au Nigeria pour essayer d'obtenir plus de détails sur le type de dossier de candidature que l'Afrique du Sud doit présenter pour espérer récupérer le tournoi prévu en fin d'année. La Coupe du monde des clubs doit réunir le champion d'Europe, Chelsea, et les cinq autres vainqueurs de compétitions continentales de clubs, plus le club champion national du pays hôte. Selon Danny Jordaan, la Fédération sud-africaine de football

qui doit encore obtenir le feu vert du gouvernement pour aller plus loin dans son projet, compte tenir une réunion avec le ministre des Sports dans les jours à venir pour faire avancer le dossier. «Nous connaissons notre position d'ici la fin de la semaine», a-t-il assuré. Tous les événements sportifs organisés en Afrique du Sud depuis le début de la pandémie se sont déroulés à huis clos, le pays ayant enregistré plus de 2,8 millions de cas de COVID-19 et 84 000 décès. Mais le chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa, a annoncé dimanche dernier un assouplissement des restrictions dans tout le pays.

Le gouvernement prépare un plan devant permettre aux spectateurs de rentrer dans les stades, sans doute en présentant un passeport vaccinal. En plus de l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite aurait également le projet de déposer une candidature à l'accueil de la Coupe du Monde des clubs 2021.

JM Oran-2022

La visite du Comité de coordination annulée

La visite à Oran du Comité de Coordination de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM Oran-2022), prévue pour la mi-octobre prochain, a été annulée, a-t-on appris mardi du comité d'organisation local de cet événement sportif (COJM). Cette décision a été prise dernièrement par le comité international des JM (CIJM) au cours d'une réunion extraordinaire, a précisé cette source, ajoutant qu'elle est motivée par «les conditions sanitaires actuelles en Algérie, ainsi que dans le monde entier, créées par la pandémie de la Covid-19». De ce fait, «toutes les réunions prévues à Oran dans le cadre des préparatifs des JM ont été annulées», indique-t-on de même source. Par ailleurs, l'Assemblée Générale du Comité International des Jeux méditerranéens fixée au 14 octobre à Oran, se tiendra finalement en ligne, a-t-on encore informé. Il s'agira de la dernière réunion que présidera l'Algérien Amar Addadi, le président du CIJM, vu que son mandat prendra fin à l'issue de ce rendez-vous.

D'autre part, le séminaire ayant trait à l'organisation par Oran des JM programmé par le CIJM, se tiendra en présentiel à une date à désigner, «si la situation sanitaire en Algérie le permet, sinon il se fera en ligne», souligne-t-on, poursuivant que la décision finale va être prise par le CIJM à la suite d'une concertation avec le COJM dans les prochains jours. Pour rappel, le comité de coordination des JM, présidé par le Français Bernard Amslam, a effectué plusieurs visites à Oran pour suivre de près les préparatifs de la ville pour le rendez-vous sportif régional avant la propagation du Coronavirus en début de l'année 2020. Depuis, des réunions périodiques se tiennent en ligne entre sa commission et le COJM. Les JM, que l'Algérie va abriter pour la deuxième fois de son histoire après avoir accueilli l'édition de 1975 à Alger, étaient prévues initialement pour l'été 2021 avant qu'ils ne soient décalés d'une année à cause de la crise sanitaire mondiale. Ils auront lieu du 25 juin au 5 juillet 2022.

Boxe

Joshua a «besoin» de combattre Fury

Anthony Joshua a affirmé lundi qu'il devait absolument combattre Tyson Fury avant la fin de sa carrière car la boxe dans son ensemble avait besoin d'au moins un combat entre les deux poids lourds britanniques.

«Ai-je besoin de Tyson Fury à mon palmarès? J'en ai besoin», a déclaré Joshua au cours d'un podcast de la BBC. «On en a besoin pour la boxe. C'est ce qu'il nous faut. C'est ce qu'il me faut. Allez, voyons à quel point je suis bon», a-t-il ajouté. A eux deux, Joshua et Fury détiennent actuellement tous les titres mondiaux majeurs de leur catégorie.

Les négociations pour un «super-combat» d'unification semblaient sur le point d'aboutir en début d'année jusqu'à ce qu'un arbitrage aux Etats-Unis oblige Fury à

affronter Deontay Wilder une troisième fois. Il devra donc combattre contre Wilder pour défendre son titre WBC à Las Vegas le mois prochain. Avant cela, Joshua mettra en jeu ses ceintures mondiales WBA, IBF et WBO contre l'Ukrainien Oleksandr Usyk le 25 septembre à Londres. Mais les fans de boxe attendent un combat contre le «Gypsy King», assure Joshua. «Combattre de bons boxeurs fait ressortir le meilleur de soi. L'entraînement, c'est dur. S'améliorer en boxe est très difficile. Combattre Tyson Fury est un énorme défi», a-t-il déclaré. «Quand je me lève tôt le matin et que je suis fatigué, que mon corps est meurtri, je sors et je fais quand même ce que j'ai à faire. C'est gratifiant et seul quelqu'un comme Fury peut me donner ça», a-t-il ajouté.

Irak Les religieux hazaras afghans ont la «peur» au ventre



Is portent le turban blanc des «cheikhs» chiites et parsèment leur discours de références religieuses: en apparence, rien ne trouble la quiétude des Hazaras afghans venus étudier à Najaf, en Irak, mais la prise du pouvoir par les talibans à Kaboul les terrifie.

Sur les étagères du cheikh Ali Bassir, on trouve des exemplaires du Coran. Au plafond, un ventilateur brasse l'air brûlant de la fin d'été de Najaf, ville sainte où des millions de musulmans chiites se pressent chaque année pour pleurer Ali, l'imam dont le mausolée se trouve dans la Vieille ville.

Quand le cheikh Bassir se lance sur l'Afghanistan, son pays que les talibans ont repris à la mi-août, son sourire bienveillant se fige.

«Je voudrais tant servir les peuples d'Afghanistan, je veux retourner en Afghanistan, mais la situation n'est pas normale», euphémise le cheikh Ali Bassir, 51 ans, dont 17 passées à Najaf à étudier à la prestigieuse «hawza», séminaire religieux qui forme le clergé chiite.

Car les Hazaras, une minorité qui représenterait entre 10 et 20% des près de 40 millions d'Afghans, sont pour le moins échaudés. Méprisés par les islamistes sunnites parce que chiites, ils auraient été tués par milliers lorsque les talibans régnaient par la terreur sur l'Afghanistan, entre 1996 et 2001.

En mars 2001, c'est aussi sur leur terre natale de la communauté hazara, dans la province afghane de Bamiyan, que les islamistes avaient dynamité les deux Bouddhas géants sculptés dans une falaise.

- PERSÉCUTIONS -

Une brutalité qu'une partie des Afghans et la communauté internationale gardent en mémoire et qui inquiète le cheikh Bassir.

«Mon frère et ma soeur sont en Afghanistan. Grâce à Dieu, ils sont loin de la capitale», explique-t-il, tout en disant sa «peur de la manière dont les talibans vont se mettre à contrôler les chiites».

Sur son portable, le cheikh montre une vidéo où des talibans répriment violemment une manifestation. «Ce sont des Hazaras qui manifestent», assure-t-il.

Historiquement, les Hazaras, dont les traits asiatiques marqués les rendent aisément repérables, ont souvent été marginalisés, voire persé-

cutés. Selon certaines estimations, la moitié d'entre eux a été exterminée à la fin du XIXe siècle, lorsque leurs territoires ont été conquis par les Pachounes sunnites.

Les persécutions ne se sont pas arrêtées avec le départ des talibans en 2001. Ces vingt dernières années, les Hazaras ont été la cible de nombreuses attaques perpétrées par des extrémistes sunnites. En mai, des attentats ont fait 50 morts près d'une école dans un quartier de Kaboul majoritairement habité par des Hazaras.

- «IRAKIEN DE COEUR» -

Du coin de la salle d'étude du cheikh Bassir, son fils Moustafa, 21 ans, écoute avec attention. Même s'il n'a que la nationalité afghane, né en Irak il se sent «irakien de cœur». «Moi, je préfère rester à Najaf, c'est plus sûr», affirme le jeune homme dans un arabe poli à l'accent local. Cruel renversement de l'histoire, l'Irak, ravagé ces 40 dernières années par les guerres, apparaît aux yeux de certains comme un havre de paix. Le cheikh hazara Mohammed Taqi voudrait, lui, que sa famille s'installe en Irak. Originnaire d'Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan, il étudie depuis six ans à Najaf comme plusieurs centaines d'autres Hazaras. Il s'est marié l'an dernier en Afghanistan. «Ma mère, ma soeur et ma femme sont encore là-bas», s'inquiète ce vingtenaire. «J'ai très peur pour elles (...). Les femmes ne peuvent plus sortir de chez elles qu'accompagnées de leur mari», dit-il. Alors que sous le règne précédent des talibans, les femmes n'étaient pas autorisées à quitter la maison sans chaperon, cela ne semble pas être le cas sous leur nouveau régime. Mais comment faire venir sa famille à Najaf?, s'interroge Mohammed Taqi. «On ne sait pas comment obtenir de visa ou même un passeport. Il n'y a plus d'Etat» afghan.

Retourner en Afghanistan, le cheikh Qorban Ali de Mazar-i-Sharif, la grande ville du nord afghan, en rêve. Mais «la situation fait que les étudiants ne peuvent pas aller diffuser leur message», dit le jeune homme de 26 ans qui a déjà tout le sérieux et la solennité de ses aînés.

Mais, nuance-t-il, si la «marja'iya», les plus hautes autorités chiites de Najaf, le lui demandait, il retournerait en Afghanistan. «Si c'est possible, il faut y aller», ajoute-t-il.

Transférer les animaux d'Afrique en France Un canular pour réduire l'impact de projets pétroliers

Déménager l'éléphant d'Afrique en Savoie et les oiseaux en Camargue: le projet pétrolier de TotalEnergies en Ouganda a eu droit lundi à un happening d'activistes américains, qui sous la forme d'une conférence canular dans un grand hôtel parisien ont annoncé leur proposition de transfert animalier, «neutre en carbone». Le groupe français a indiqué sur Twitter n'avoir «aucun lien avec cette annonce, qui présente tous les signes d'une campagne de désinformation en se faisant passer pour notre compagnie». A l'origine du canular, le groupe des «Fixers», qui se revendique de la lignée Yes Men, et explique agir au nom du «bien commun».

«L'oléoduc traverse des écosystèmes vitaux (...) Je suis donc très fier de présenter Rehabitat, le tout premier projet de migration assistée à équivalence d'habitat», avait expliqué devant un mélange de vrais et de faux journalistes une incarnation d'un responsable de TotalEnergies, groupe qui porte

un projet pétrolier en Ouganda incluant un vaste pipeline courant jusqu'en Tanzanie.

Les animateurs de la fausse «conférence de presse» ont projeté un petit film fait d'images de nature florissante, avec voix off enveloppante: «L'énergie c'est la vie. Chez TE, notre passion est de découvrir l'énergie inexploitée dans notre monde. C'est pourquoi nous sommes fiers de contribuer au transport de pétrole brut d'Afrique de l'Est, de transformer une terre incroyable riche en vie prête pour le progrès».

Avec force graphiques, les organisateurs du canular ont comparé les écosystèmes de France et de Tanzanie, pour aboutir au projet suivant: déplacer l'outarde de Denham des Murchison Falls jusqu'en Camargue, l'éléphant du parc de Biharamulo jusqu'au lac du Bourget, et le chimpanzé de la forêt de Bugoma jusqu'au lac de Sainte-Croix, le tout via un navire de marchandises mû par le vent et l'énergie solaire.

TotalEnergies, le vrai groupe, a

signé en avril avec l'Ouganda, la Tanzanie et la compagnie chinoise CNOOC des accords ouvrant la voie à la construction de cet oléoduc. L'East African Crude Oil Pipe Line (EACOP) convoiera le produit des gisements découverts en 2006 en Ouganda, sur 1.443 km jusque vers un port tanzanien de l'océan Indien.

Le projet fait l'objet de vives critiques d'ONG qui s'inquiètent des conséquences pour l'environnement et les populations locales. Lundi la courte conférence-canular des Fixers, assistés de quelques partenaires français, s'est poursuivie par les «remerciements» d'un pseudo-représentant africain: «Nos animaux sont sacrés», s'est félicité celui-ci.

Et «on n'aura plus à choisir entre prospérité et survie», a-t-il ajouté, avant qu'une rencontre organisée entre le coq (mécanique) François et l'oiseau africain Reza ne tourne au pseudo-affrontement sanglant, obligeant les organisateurs à simuler une évacuation de la salle en catastrophe.

Le cigarettier britannique BAT soupçonné de «paiements douteux» en Afrique



Le cigarettier britannique British American Tobacco (BAT) est soupçonné d'avoir réalisé des centaines de «paiements douteux» dans dix pays africains durant cinq ans afin d'influencer les politiques de santé et de nuire à ses concurrents, dans plusieurs rapports publiés mardi. Dans deux rapports, l'ONG anti-tabac STOP accuse ce géant mondial du tabac d'avoir distribué plus de 600.000 dollars (environ 508.000 euros, ndlr) sous forme d'argent, de voitures ou encore de dons de campagne à des dizaines de responsables politiques, législateurs, fonctionnaires, journalistes et employés d'entreprises concurrentes entre 2008 et 2013. L'ONG STOP, lancée en 2018 par le milliardaire et ancien maire de New York Michael Bloomberg, entend dénoncer «les stratégies trompeuses de l'industrie du tabac» et proposer des «moyens» de lutter contre son influence.

Cette organisation est dirigée collectivement par l'Université de Bath (Royaume-Uni), le Centre mondial pour la bonne gouver-

nance dans la lutte anti-tabac (Thaïlande) et l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (Paris).

Selon l'ONG, le groupe BAT s'est comporté «comme s'il était au dessus de la loi», appuyant notamment ses dires sur des témoignages de lanceurs d'alertes, des fuites de documents et des dossiers de justices analysés par le groupe de recherche TCRG (Tobacco Control Research Group) de l'Université de Bath.

«Les pratiques potentielles de corruption du groupe BAT en Afrique n'ont pas été uniquement l'oeuvre de quelques brebis galeuses», a déclaré dans un communiqué Andrew Rowell, du groupe TCRG. «La dispersion géographique de cette activité, les infrastructures utilisées et le nombre de collaborateurs seniors impliqués suggèrent que les paiements réalisés par BAT étaient routiniers», ajoute M. Rowell.

Les membres du groupe de recherche ont ainsi identifié 236 «paiements douteux» réalisés au Burundi, aux Comores, en Répu-

blique démocratique du Congo, au Kenya, au Malawi, au Rwanda, au Soudan, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie pour un total de 601.502 dollars.

Dans une enquête séparée publiée lundi, menée par la BBC et un consortium de journalistes, Bureau of Investigative Journalism, le groupe est également accusé d'avoir négocié le versement de jusqu'à 500.000 dollars en pots-de-vin au parti au pouvoir au Zimbabwe sous la présidence de l'ancien président Robert Mugabe en 2013.

Dans un communiqué, le cigarettier, qui opère dans plus de 170 pays, a rejeté «catégoriquement» ce qu'il a qualifié d'une «description erronée» de ses activités. «Les accusations de cette nature ne sont pas nouvelles et ont été largement couvertes par divers médias d'information depuis plusieurs années», a-t-il déclaré, ajoutant qu'une enquête menée en janvier 2021 par les autorités britanniques anti-fraude de l'avait innocenté de tout acte répréhensible.

Venezuela

La coiffure afro s'affirme contre le racisme

Tresse après tresse, Victoria, 28 ans, se libère de «l'esclavage» des cheveux lisses pour embrasser une coupe afro, souvent décriée et critiquée au Venezuela où le métissage de la population n'empêche pas le racisme de prospérer.



«J'en avais assez des coiffeurs, de ne pas pouvoir me mouiller les cheveux. Je le ressentais comme un esclavage», explique Victoria, alors que le styliste arrange ses cheveux dans un salon du centre de Caracas. Aujourd'hui, elle se sent «divine» alors qu'il y a quelques années elle avait encore honte de sa chevelure.

Car les cheveux naturels ou crépus ont longtemps eu mauvaise réputation au Venezuela, régulièrement qualifiés de «mauvais cheveux» par une partie de la société.

«Ma mère a commencé à me lisser les cheveux quand j'avais 12 ans. Je me sentais obligée de me montrer comme ça. Les cheveux lisses te donnent un statut», explique Victoria. La population vénézuélienne est pourtant diverse, résultat de mélanges entre les populations indigènes, les conquistadores espagnols, les esclaves africains victimes de la traite, et enfin l'arrivée massive d'immigrants européens au XXe siècle.

Malgré cette riche diversité, «tout ce qui vient de la +négritude+ est considéré comme mauvais ou exotique... cela ne rentre pas dans la norme», explique la sociologue Zulima Paredes, qui a écrit sur l'esthétique des cheveux afros. Elle assure que la «discrimination raciale» persiste au Venezuela et affirme que les cheveux lisses font partie d'une «assimilation culturelle».

- «STÉRÉOTYPE» -

«Il y a des personnes qui se défrisent les cheveux depuis qu'elles ont 5 ou 6 ans», souligne la patronne du salon de coiffure, Ludizay Gardona. Des clientes ont confessé qu'à force d'utiliser des produits chimiques pour défriser leurs cheveux elles avaient «oublié comment ils étaient» naturels.

Il y a deux ans Victoria s'est rebellée contre cette assimilation, abandonnant les coiffures lisses pour des cheveux crépus qui atteignent ses épaules. «Habitez-vous! Ce sont mes cheveux et c'est comme ça que vous me verrez», a-t-

elle lancé à ses proches, raconte-t-elle. «Il y a un stéréotype de ce que doit être la Vénézuélienne de la beauté vénézuélienne», souligne la sociologue. Selon elle, ce stéréotype est conforté par les concours de beauté et notamment celui de Miss Venezuela.

En 2018, la victoire d'Isabella Rodríguez avait déclenché une tempête sur les réseaux sociaux. La jeune femme, originaire de Petaré, un des grands quartiers défavorisés de Caracas, avait été l'objet de railleries, de commentaires racistes et xénophobes, moquant ses traits et notamment ses cheveux lisses pour le concours. Pays réputé pour la beauté de ses femmes, le Venezuela a remporté sept fois le titre de Miss Univers, mais à chaque fois ce sont des femmes au teint clair et aux cheveux lisses qui représentaient le pays.

Cette discrimination s'étend à tous les domaines, de l'école au monde du travail. La sociologue Zulima Paredes se souvient qu'elle n'a pas obtenu un travail en raison de sa coupe afro: «j'avais envoyé un CV mais ils m'ont dit +en fait, non... avec cette coupe, ici, ça ne va pas marcher+». «Quand tu vas à l'école, si tu as les cheveux afros, tu ne peux pas entrer. Il a faut que tu aies les cheveux attachés ou lisses», rappelle Gabriela Delgado, qui s'est rasée les cheveux il y a 4 ans pour les laisser pousser naturellement.

En 2013, le film vénézuélien «Cheveux rebelles» (le titre original est +Pelo Malo+, soit +mauvais cheveux+, ndlr), qui a remporté la Coquille d'or au festival de Saint-Sébastien (Espagne), évoquait déjà le sujet. Ce long-métrage qui raconte l'histoire d'un jeune garçon voulant absolument se lisser les cheveux, touchait du doigt les stéréotypes au Venezuela qui a promulgué une loi contre la discrimination raciale en 2011.

«Pour la société, ça paraît totalement normal de dire que ces cheveux sont mauvais», regrette Gabriela Delgado. «Mais ces cheveux n'ont fait de mal à personne. Ils ne peuvent être mauvais.»

Facebook exempte certaines personnalités de ses règles sur la modération des contenus



Un programme de Facebook permet à certaines célébrités, responsables politiques et internautes en vue de ne pas avoir à obéir aux mêmes règles sur la modération des contenus que le reste des utilisateurs, affirme lundi le Wall Street Journal.

Baptisé «Crosscheck» ou «XCheck», ce programme n'applique pas les mêmes contrôles aux messages postés sur les comptes Facebook et Instagram de ces «VIP» que sur les comptes lambda, assure le quotidien économique en citant des documents internes à l'entreprise.

Il a inclus jusqu'à 5,8 millions d'abonnés en 2020. Certains sont exemptés des règles tandis que d'autres peuvent poster des mes-

sages enfreignant théoriquement les instructions en attendant qu'un employé de Facebook les examine. Cela ne signifie pas qu'il y a «deux systèmes de justice» au sein du groupe, a rétorqué Andy Stone, un porte-parole de Facebook, dans une série de tweets.

Si certaines pages ou comptes reçoivent une deuxième couche de vérification, c'est pour s'assurer que les règles sont mises en oeuvre de façon appropriée et «éviter des erreurs», a-t-il affirmé.

«Nous savons que l'application de nos règles n'est pas parfaite et qu'il y a des compromis faits entre vitesse et précision», a-t-il reconnu. Selon l'article du Wall Street Journal, Facebook a par exemple permis en 2019 à la star

du football Neymar de montrer à ses millions d'abonnés des photos, nues, d'une femme qui l'accusait de viol, avant de les supprimer. Le groupe aurait par ailleurs laissé certains comptes partager des affirmations jugées fausses par les factcheckers de Facebook, y compris que les vaccins tuent, qu'Hillary Clinton a couvert de soi-disant réseaux pédophiles ou que l'ex-président Donald Trump a qualifié d'«animaux» tous les demandeurs d'asile.

Pour le conseil de surveillance de l'entreprise, la mise en place de mesures spéciales sur la modération des contenus est gênante. Cet organisme «a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude quant au manque de transparence dans les processus de modération de contenus de Facebook, en particulier en ce qui concerne la gestion incohérente par l'entreprise des comptes les plus en vue», a déclaré le porte-parole de cette instance, censée être indépendante mais financée par le groupe. Dans un message datant d'il y a trois ans, l'entreprise assurait que le fait de vérifier certains contenus une deuxième fois n'empêchait pas le compte, la page ou le message d'être retiré mais permettait de s'assurer que toute décision faite en ce sens était «prise correctement».

La Corée du Sud inflige une amende de près de 180 millions de dollars à Google



L'autorité en charge de la concurrence en Corée du Sud a condamné mardi Google à une amende de près de 180 millions de dollars pour abus de position dominante sur le marché des applications mobiles et des systèmes d'exploitation.

Cette décision «portera atteinte aux avantages dont bénéficient les consommateurs», a estimé Google qui prévoit de faire appel, selon l'agence de presse Yonhap. Cette décision intervient deux semaines après l'adoption par Séoul d'une loi interdisant à Apple et Google de forcer les développeurs d'applications à utiliser leurs systèmes de paiement, déclarant ainsi illégaux leurs lucratifs monopoles sur l'App Store et le Play Store.

Les deux géants américains sont sous le feu des critiques notamment pour avoir prélevé jusqu'à 30% de commission sur les ventes d'applications.

La semaine dernière, une juge

américaine a ordonné au fabricant de l'iPhone de ne peut plus imposer aux éditeurs d'utiliser son système de paiement pour leurs applications dans le cadre d'un contentieux l'opposant au développeur américain de jeux vidéo Epic Games. Google et Apple dominent le marché des applications en ligne en Corée du Sud, douzième puissance économique mondiale et leader dans le secteur des nouvelles technologies.

La commission coréenne en charge de la concurrence (KFTC) enquête depuis 2016 sur Google, accusé d'avoir empêché les fabricants locaux de smartphones, notamment Samsung, de développer le système d'exploitation (OS) Android.

Elle a jugé que Google a entravé la concurrence sur le marché en vertu d'un accord empêchant les fabricants de smartphones d'installer des versions modifiées d'Android sur leurs appareils.

«A cause de cela, les fabricants

de smartphones n'ont pas pu lancer de produits innovants avec de nouveaux services», a estimé la KFTC dans un communiqué. «En conséquence, Google a pu renforcer sa position dominante sur le marché des systèmes d'exploitation mobiles.»

Elle a donc condamné le géant américain à une amende de 176,8 millions de dollars (149 millions d'euros) et lui a ordonné de prendre des mesures rectificatives. De son côté, Google a soutenu que les commissions facturées par le Play Store étaient la norme dans ce secteur, alléguant qu'elles permettent de compenser le coût lié à la création de plateformes sûres pour que les éditeurs aient accès à des utilisateurs dans le monde entier. Le Play Store a enregistré des revenus de près de 6.000 milliards de won (4,3 milliards d'euros) en 2019, soit 63% du marché sud-coréen, selon les données du ministère des Sciences de Séoul.

Chine

Des propriétaires floués demandent des comptes

«Ils me doivent plus de 10 millions!»: Mme Xia comme des dizaines de propriétaires spoliés manifestent devant le siège du géant chinois de l'immobilier Evergrande, qui a admis mardi ne pas pouvoir faire face à ses obligations.



Evergrande, écrasé par un passif de près de 260 milliards d'euros, est le plus gros promoteur immobilier de Chine.

Son éventuelle liquidation aurait des conséquences considérables, non seulement sur l'économie chinoise mais aussi sur la «stabilité sociale» chère aux dirigeants chinois.

Evergrande indique employer 200.000 personnes et générer indirectement 3,8 millions d'emplois dans le pays.

Mardi, une grosse soixantaine de personnes inquiètes manifestaient devant le siège du groupe à Shenzhen (sud). Des policiers équipés de boucliers transparents en bloquaient l'accès et empêchaient les journalistes de filmer.

«On a géré des projets pour eux mais on n'a toujours pas été payés. Ils ne nous ont donné aucune explication», peste l'un des manifestants rencontrés par l'AFP et qui n'a pas souhaité donner son nom par peur de représailles.

En Chine, les manifestations sont de facto illégales. Récemment, plusieurs sous-traitants et fournisseurs s'étaient plaints de ne pas être payés. Et des chantiers ont été mis à l'arrêt.

- «ATTEINTE À NOS DROITS» -

Evergrande «doit plus de 20 millions de yuans à notre patron et encore plus à beaucoup de gens ici», affirme M. Cheng, un ouvrier d'une entreprise de construction. Cette somme représente plus de 2,5 millions d'euros. «On est très inquiets...û mais on ne peut rien faire», affirme-t-il, résigné. Parmi les manifestants figurent des propriétaires qui ont payé en avance la construction de leur logement mais risquent de ne jamais pouvoir en bénéficier.

«Ils me doivent plus de 10 millions de yuans!», s'empare une femme du nom de Xia. «Evergrande est un grand groupe. On s'attendait à ce qu'il rembourse mais ce n'est pas le cas en fin de compte. C'est une atteinte à nos droits de citoyens», estime-t-elle.

- «IMPACT CONSIDÉRABLE» -

L'immobilier tient une place considérable dans l'économie représentant plus

du quart des investissements dans le pays.

Alors que des dizaines de millions de ménages ont investi dans la pierre, les conséquences macroéconomiques pourraient être graves si la valeur des biens tombait sous le montant des emprunts à rembourser. Evergrande a succombé aux nouvelles règles imposées par Pékin pour enrayer la spéculation immobilière après des décennies d'argent facile, lorsque les promoteurs multipliaient les incitations pour convaincre les propriétaires de s'installer dans du neuf. Evergrande ne peut désormais plus vendre de biens avant d'en avoir formellement fini la construction. Un modèle dont le groupe a largement usé dans le passé pour se financer et maintenir à flot ses activités. Selon des experts, le groupe doit notamment encore achever 1,4 million de logements pour une valeur totale de 170 milliards d'euros.

Dans une déclaration mardi à la Bourse de Hong Kong, où le groupe est coté depuis 2009, Evergrande a admis faire face à une «pression énorme» et indiqué explorer «toutes les solutions possibles» pour son problème de liquidités.

Toutefois, «il n'y a aucune garantie que le groupe soit en mesure d'honorer ses obligations financières», a averti le mastodonte de l'immobilier.

La dégringolade du groupe s'est accélérée la semaine dernière avec l'abaissement de sa note par des agences de notation financière, tandis que l'action tombait plus bas que lors de son introduction à Hong Kong il y a 12 ans. L'action a encore perdu près de 12% mardi sur la place hongkongaise.

Malgré la pression, Pékin «ne laissera pas Evergrande faire faillite», estiment les analystes du cabinet SinolInsider, basé aux États-Unis. «Cela aurait un impact considérable sur le régime» et sa stabilité, font-ils remarquer.

«L'issue la plus probable est une restructuration avec d'autres promoteurs immobiliers qui reprendraient les projets inachevés», pronostique M. Williams.

Poly Property, filiale d'un groupe militaire chinois et basé à Hong Kong, pourrait faire partie des entreprises appelées à la rescousse d'Evergrande, selon les analystes de Saxo banque.

Nigeria: arrestation de 108 détenus après une évasion de masse d'une prison



Au moins 108 des 240 détenus qui se sont évadés dimanche d'une prison du centre du Nigeria ont été recapturés par les forces de sécurité, a indiqué mardi un responsable des services pénitentiaires nigériens.

«Nous avons un total de 108 prisonniers recapturés», a affirmé Francis Enobore, porte-parole de l'administration pénitentiaire, après l'évasion de la prison de Kabba, dans l'Etat de Kogi.

«Ce chiffre va augmenter au fil des heures», a-t-il assuré en affirmant que «diverses mesures» avaient été prises - sans préciser lesquelles - «pour que tous les évadés soient rattrapés». Le porte-parole avait annoncé dimanche soir l'attaque par des hommes armés non-identifiés de la prison de Kabba et l'évasion de 240 prisonniers.

Un soldat et un gardien avaient été tués durant l'assaut, avait-il indiqué en précisant que la prison accueillait alors 294 prisonniers, dont

224 prévenus en attente de jugement. Les vasions de masse de prisonniers ne sont pas rares au Nigeria. Le 5 avril, des hommes armés avaient pris le QG de la police d'Owerri (sud-est) et libéré plus de 1.800 prisonniers.

Depuis plusieurs années, les forces de sécurité nigériennes sont débordées par les opérations de gangs armés dans le centre et le nord-ouest, une insurrection terroriste dans le nord-est et des troubles séparatiste dans le sud-est.

Nouveau parquet européen : 300 enquêtes sur des fraudes de 4,5 mds d'euros



Le parquet européen, nouvelle instance de lutte contre la fraude affectant le budget de l'UE, a annoncé mardi avoir ouvert depuis son lancement le 1er juin quelque 300 enquêtes portant sur un préjudice total évalué à 4,5 milliards d'euros.

Ce parquet, dont le bureau central est basé à Luxembourg et qui dispose de procureurs délégués dans une vingtaine de pays de l'UE, est chargé de mener des enquêtes mais aussi de traduire les auteurs d'infractions devant les tribunaux des Etats participants. L'«Eppo», son acronyme en anglais, a enregistré plus de 1.700 signalements d'infractions transmis par les autorités des Etats participants, mais aussi par des particuliers, indique cette instance dans un communiqué, à l'occasion de ses 100 jours d'activité. Au total, 22 pays (sur les 27 de l'UE) participent au parquet européen. Parmi ces Etats, seule la Slovaquie n'a toujours pas proposé de pro-

cureurs délégués, une situation dénoncée à plusieurs reprises par la cheffe de cette instance, la Roumaine Laura Kövesi. En France, quatre procureurs délégués ont été nommés sur les cinq qui doivent en fine être en place.

Une enquête du parquet européen sur une fraude à la TVA transfrontalière, estimée à plus de 14 millions d'euros, a par exemple donné lieu début août à des perquisitions en Allemagne, Pays-Bas, Slovaquie, Bulgarie et Hongrie.

Plus récemment, la police italienne a procédé, à la demande de cette instance, à une saisie de 200.000 euros auprès d'une entreprise d'importation d'électrodes en tungstène, accusée de s'être soustraite au paiement de droits de douane en maquillant l'origine des produits.

Une enquête a aussi été ouverte en juillet contre quatre ressortissants croates, dont le maire de la ville de Nova Gradiska, pour corruption

active et passive, et abus de pouvoir. Le dossier, qui se base sur un rapport de la police chargée de la lutte anticorruption et du crime organisé en Croatie, représente une atteinte au fonds de cohésion européen d'environ 57.000 euros.

Au total, les saisies réalisées dans le cadre des 300 enquêtes dépassent les 10 millions d'euros, a précisé à l'AFP une porte-parole du parquet européen, confirmant des informations du Financial Times.

Les procureurs européens comptent procéder à de premières inculpations avant la fin de l'année, qui pourraient déboucher sur des procès devant les juridictions nationales dès l'année prochaine.

Le parquet européen est chargé de veiller à la bonne utilisation du plan de relance massif de l'UE, d'un montant de 800 milliards d'euros. Aucune des enquêtes n'est encore liée à ces fonds, qui ont tout juste commencé à être versés.

Covid-19: au moins 4.636.530 morts dans le monde



Le Covid-19 a fait au moins 4.636.530 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Plus de 225.185.240 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi

non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 7.341 nouveaux décès et 586.560 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.554 nouveaux morts, la Russie (781) et la Malaisie (413). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 662.131 décès pour 41.221.315 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 587.066 morts et 21.006.424 cas, l'Inde avec 443.213 morts (33.289.579 cas), le Mexique avec 267.969 morts (3.516.043 cas), et le

Pérou avec 198.799 morts (2.161.358 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 603 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (312), la Bosnie (307), la Macédoine du Nord (301), le Monténégro (288) et la République tchèque (284). L'Amérique latine et les Caraïbes totalisent 1.462.777 décès pour 43.990.846 cas, l'Europe 1.275.994 décès (65.177.116 cas), l'Asie 811.814 décès (52.151.744 cas), les Etats-Unis et le Canada 689.338 décès (42.764.993 cas), l'Afrique 203.365 décès (8.069.401 cas), le Moyen-Orient 191.383 décès (12.884.665 cas), et l'Océanie 1.859 décès (146.477 cas).

Crise sanitaire: un tiers des enfants en surpoids en Amérique latine

Un tiers des enfants et adolescents souffrent de surpoids en Amérique latine et dans les Caraïbes, où la pandémie de coronavirus exacerbe les difficultés d'accès à une alimentation de qualité pour les mineurs, averti lundi l'Unicef.

«Ces dernières années, toujours plus d'enfants et d'adolescents sont en surpoids en Amérique latine et dans les Caraïbes», rappelle l'Unicef dans un communiqué. «Actuellement, on estime qu'au moins trois enfants sur 10, âgés de 5 à 19 ans, «sont en surpoids dans la région», a détaillé l'Unicef, dont le siège pour cette zone géographique est au Panama.

Pour l'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef), l'obésité infantile

est causée par le manque d'activité physique, ainsi que par la consommation d'aliments ultratransformés et de boissons sucrées, faciles d'accès, bon marché et qui font l'objet d'intenses campagnes publicitaires.

Des facteurs que la crise sanitaire liée au coronavirus a aggravés : «Pendant ces 18 mois de pandémie, il a été beaucoup plus difficile pour les familles de manger sainement», a relevé Jean Gough, directrice de l'Unicef pour l'Amérique latine et les Caraïbes. «Des mères et des pères ont perdu leurs revenus et les prix des aliments ont augmenté».

«Par ailleurs, avec la fermeture des écoles, beaucoup d'enfants ont cessé de recevoir une alimentation dans le ca-

dre scolaire et les possibilités d'activités physiques, comme les lieux pour la pratique, ont été restreints», explique-t-elle. «Avant le Covid-19, la prévention de l'obésité était indispensable, et aujourd'hui elle est plus urgente que jamais».

L'Unicef a exhorté les pays de la région à renforcer et mettre en oeuvre des cadres législatifs garantissant la qualité de l'alimentation dans les foyers et les écoles; à encourager la reprise des programmes d'alimentation scolaires, l'accès des familles à de la nourriture saine et à promouvoir l'activité physique.

«Le contexte du Covid-19 représente une fenêtre d'opportunité pour prévenir le surpoids dès la petite enfance et pour toute la vie», souligne Jean Gough.

Les envois de fonds vers l'Afrique devraient baisser en 2021 en raison de l'épidémie de COVID-19

Les envois de fonds vers les pays africains devraient diminuer de 5,4% cette année, passant de 44 milliards de dollars en 2020 à un total prévu de 41 milliards de dollars cette année en raison des effets de la pandémie de COVID-19, selon le Rapport sur les migrations continentales 2021 récemment publié.

Le rapport, intitulé «Examen régional africain de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières», a été produit par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine.

Le document indique toutefois que les envois de fonds ont fait preuve d'une plus grande résilience et d'une plus grande fiabilité en tant que

source de capitaux en Afrique que les flux d'investissements étrangers directs, d'après le résumé du rapport partagé lundi par la CEA.

Le rapport est basé sur quatre rapports sous-régionaux compilés par l'Union africaine et un résumé des consultations des parties prenantes lors de la récente réunion d'examen régional africain de 2021 sur le Pacte mondial pour les migrations, qui s'est tenue du 26 août au 1er septembre au Maroc.

Par ailleurs, précise le rapport, les coûts associés à l'envoi de fonds vers l'Afrique sont parmi les plus élevés au monde. Le rapport souligne qu'un certain nombre de pays africains ont pris des mesures pour réduire les coûts des transferts de fonds et que certains autres assouplissent les

contrôles des changes pour permettre les transferts d'argent électroniques et mobiles à des coûts réduits.

«Il convient de noter, à cet égard, que l'utilisation de plate-formes de transfert d'argent numérique réduit les frais de transfert en Afrique de 7 % en moyenne», indique le rapport, appelant les gouvernements du monde entier à prendre des mesures efficaces pour faciliter et augmenter les envois de fonds en vue de soutenir la lutte contre la COVID-19 et, à terme, de construire un monde post-pandémie plus durable. Il est estimé que les envois de fonds constituent environ 65 % des revenus de certains pays recevant des envois de fonds et que les expéditeurs consacrent environ 15 % de leurs revenus aux envois de fonds.

ANNONCES CLASSÉES

APARTEMENTS

■Loue F3 yasmine, 11° (2U), F3 Ca-vagnac, 3° (3U) – F3 meublé, centre-ville, 5° (6U) – F1 St-Pierre, RDC (1.5 U) – AG Abdallah 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■A louer appart F2, 2 pces, cuis, garage, 1 seule voiture + gde cour, au 3° étage, pour couple avec 1 ou 2 enfants max – tél : 0771.22.74.75

■A vendre F3, 2° étage à Senia centre, acté + livret foncier P.D : 800 – Tél : 0663.94.95.85

■Location F2 100 m² + terrasse au 4° étage + F6 300 m² au 3° étage à Fernandville, Oran – H 2000 : 0558.14.44.78

VILLAS

■Vds villa 500 m² + piscine et 1.100 m² à Trouville + 700 m² El Karma, avec local 400 m² + 1.000 m² st-Hubert + 470 m² Pt du Jour + 485 m² Les Palmiers + 350 m² Les Castors + 600 m² - AG 04 rue Med Khemisti Oran- Contacter 041.36.16.43/041.36.16.42

■Vends villa R+1, 250 m², Rdc sal, cuis, garage, hamam, SDB, WC, 1° 4 pces, WC, SDB, terrasse accessible, situés Coop Djebbari Haï Felauouen (Barki) Oran – 0795.63.34.70

■Sidi Bel-Abbès, vends villa, t.b située, à côté consulat, sup 320 m², R+1, gd salon + 6 p + gd hall de 50 m² + hammam + 2 cours + puits + ch. Central + climatisation, avec L. Foncier - Tél : 0770.45.80.11

■A vendre villa, 300 m², 150 m² bâtis, 150 m² jardin Coopérative Mahfida, Bir el Djir, Belgaid, Oran, contact - 0793.47.16.603

EMPLOIS

■Société de promotion immobilière, sise à Oran cherche des entreprises de plomberie professionnelle - 791.94.18.81

■Pizzeria à Oran cherche plaquiste professionnel, pizzaiolo, serveurs et femme de ménage – tél : 0550.93.51.49

■Entreprise importante recrute : comptable, commerciale, chauffeur. Diplômée, longue expérience exigée – Envoyez votre CV par email : kadriconstruction@yahoo.fr

■Clinique à Oran cherche pour emploi à temps plein informaticien, un délégué médical. Cdiag123@gmail.com

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60- 0771.39.49.82

LOCAUX

■Vends locaux usage industriel, dépôt, chambre froide ou autres activités. Sup 1.836 m² dont 900 m² couverts, HEG EL AMRIA, A. Té-mouchent, accès autoroute, acté + livret foncier Tél : 0772.60.35.30/ 0655.19.23.47

CONDOLEANCES

Le Docteur
DALI YUCEF Tewfik,
médecin généraliste
à Ouled Mimoun (Tlemcen)
profondément affligé
par le décès de son ami
le Docteur
BEKHTI Abdelhalim,
présente ses condoléances
très attristées à la famille
endeuillée.

PENSÉE

BOUGUELTA Melouka
épouse AIAD
Douloureuse et triste la journée du 15.09.2019 quand tu nous a quittés pour un monde meilleur. Tu es toujours présente dans nos cœurs ; nous demandons à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

Ton mari, tes enfants et petits-enfants sans oublier notre cher Mohammed Amine «Inna Lillah Wa inna llayhi Rajioune».



PENSÉE

BOUBEKEUR Mohamed
15.09.2020 / 15.09.2021
Papa, il y a un an déjà depuis que tu es parti silencieusement. Ton départ a laissé une partie profonde, une présence qui demeure irremplaçable ; le temps pourra s'enfuir mais n'effacera jamais de nos cœurs ce que tu as été pour nous. Repose en paix papa Moh Ta femme, ta fille et tes petits-enfants



PENSÉE

Cela fait 16 ans (15/09/2005) depuis que tu es parti pour un monde meilleur, mais tu resteras toujours vivant dans nos cœurs. Allah Yarhamak ya très cher père
Ton fils Ali BELLAL
إنا لله وإنا إليه راجعون



مجمع دراسات و إنجازات الري
GRUPE ETUDES & REALISATIONS HYDRAULIQUES - GERHYD - SPA -
EPE HYDRO CANAL / SPA
S.P.A au Capital Social de 2.000.000.000 DA

وهران في 2021/09/12

تعزية

بقلوب مؤمنة بقضاء الله وقدره، و مليئة بالحزن والأسى
تلقينا نبأ وفاة المغفور له بإذن الله
السيد عبودة نور الدين مدير جهوي شرق،
و على إثر هذه الفاجعة الأليمة يتقدم السيد الرئيس المدير العام و مجلس إدارة
مؤسسة هيدرو كنال و كافة عمالها و إداراتها بأحر التعازي و المواساة إلى
عائلة الفقيد راجين من الله أن يسكنه فسيح جناته
و أن يلهم ذويهم جميل الصبر و السلوان.
إنا لله و إنا إليه راجعون

Cherche jardinier qualifié pour entretien et gardiennage dans une propriété privée

Qualités: Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant: **041.38.62.84**

Entreprise familiale recrute :
Un Chauffeur

Conditions exigées :
Expérience de plus de 10 ans dans le domaine, présentable, sens de responsabilité, possède permis de conduire ancien, sérieux, polyvalent, flexible, libre de suite, apte aux déplacements et discipline.
Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :
NORC.ACTIV25@gmail.com
Ou appeler le numéro suivant : **041-38-62-84**

2

10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.50 Météo 2
19.00 Journal 20h00
19.39 Météo 2

20.05 Les invisibles



Série policière - France - 2021
Saison 1 - Episode 3/6 - Pachelbel
Avec Nathalie Cerda, Deborah Krey, Quentin Faure, Cécile Rebboah
Deux pieds amputés sont découverts à 8 kilomètres de distance. Après une analyse médicale, ces deux membres appartiennent au même homme blanc, dans la cinquantaine. Mais comment retrouver l'identité d'un être humain à partir de deux pieds ?

3

09.55 Outremer.le mag
10.25 Outremer.l'info
11.25 12/13 : Journal national
13.05 Un cas pour deux
15.10 Des chiffres et des lettres
16.00 Slam
16.45 Questions pour un champion
17.25 Ensemble pour l'autonomie
18.30 19/20 : Journal national
19.20 Plus belle la vie
19.50 Tout le sport
20.00 Météo

20.05 Le monument préféré des Français



Présenté par Stéphane Bern
Cette année, les Français pouvaient voter parmi une sélection de 42 lieux du patrimoine culturel, historique et architectural français. Depuis l'Hôtel de la Marine, à Paris, l'animateur dévoile ce soir le classement des 14 premiers. Chacun représente une des treize régions métropolitaines, et le quatorzième porte les couleurs de l'Outre-mer. Parmi les monuments en lice : la rotonde ferroviaire de Chambéry, l'Hôtel-Dieu de Beaune, la place Stanislas de Nancy, le Jardin de Balata à Fort-de-France en Martinique et le Pont-Canal de Briare, en Centre-Val de Loire.

4

10.35 Ninjago
11.40 Teen Titans Go!
12.30 C'est toujours pas sorcier
13.55 Angelo la débrouille
15.25 Ninjago
16.10 Angelo la débrouille
16.55 Oscar & Malika toujours en retard
17.55 Il était une fois... la vie
18.25 Une saison au zoo
19.00 The Artist : les masterclass
19.30 Culturebox l'émission

20.10 Basique, le concert



A l'occasion de la sortie de son 9ème album, Haute Fidélité, Raphaël interprète en live des titres inédits et ses plus célèbres chansons comme Caravane, Ne partons pas fâchés et L'année la plus chaude de tous les temps. Arthur Teboul, le chanteur de Feu! Chatterton, le rejoint sur scène pour interpréter en duo le récent titre "Personne n'a rien vu".

5

10.45 La quotidienne
12.05 Le grand survol de la planète
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Vues d'en haut
14.05 Greta Thunberg, un avenir pour la planète
15.00 Le retour de l'Europe sauvage
15.55 C Jamy
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.55 La grande librairie
21.35 C ce soir
22.40 La p'tite librairie
22.45 C dans l'air

arte

10.55 Istanbul tremble : La prévention du risque sismique
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 Chère Martha
14.35 Espagne, l'histoire vue du ciel
15.00 Abysses : La vie dans les profondeurs extrêmes
15.55 Invitation au voyage
16.45 X-enius
17.10 Congo
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.55 La fille inconnue
21.40 Christo & Jeanne Claude : L'art de cacher, l'art de dévoiler

TF1

09.35 Ma famille en cadeau
11.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.05 Si près de chez vous
15.55 Doctor Who
20.05 Le transporteur

C8

11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7
18.14 TPMP : Le before
19.38 Touche pas à mon poste !
20.15 Dans le cour des Français
22.03 Renaud, toujours debout



CINE + FRISSON 19.50

LUCKY DAY

Thriller - Canada - France - 2018
Avec Luke Bracey, Crispin Glover, Nina Dobrev, David Hewlett

Après avoir purgé une peine de deux ans de prison dans une prison californienne, Red, perceur de coffres forts, retrouve enfin sa femme Chloe, artiste, et leur fille Béatrice, qui a bien grandi. L'homme songe désormais à mener une vie de famille plus sage, en utilisant un butin qu'il avait mis de côté avant son arrestation. Seulement, Luc, un tueur à gages, vient tout juste d'arriver de France, bien décidé à se venger. En effet, Luc tient Red pour responsable de la mort de son frère, quelques années plus tôt.

RTL9 19.55



LES DENTS DE LA MER 2E PARTIE

Film de suspense - Etats-Unis - 1978
Avec Roy Scheider, Lorraine Gary, Murray Hamilton, Joe Mascolo

Amity, une petite station balnéaire de la côte Est des Etats-Unis. Trois vacanciers sont portés disparus. Lorsque les autorités maritimes découvrent une baleine déchiquetée par un grand requin blanc, le chef de la police Martin Brody demande aussitôt au maire Larry Vaughn de faire interdire la baignade. Mais le conseil municipal s'y oppose, afin de ne pas compromettre la saison touristique qui bat son plein.

CINE + PREMIER 19.50
THE GENTLEMEN



Film d'action - Grande-Bretagne - 2019
Avec Matthew McConaughey, Charlie Hunnam, Michelle Dockery

Alors qu'il vient consommer dans son bar favori, le gangster Mickey Pearson est abattu par un mystérieux tireur. Quelque temps plus tôt, Fletcher, détective privé et pirate informatique mandaté par Big Dave, directeur de journal peu scrupuleux, vient nuitamment rendre visite à Ray, un des complices de Mickey, pour extorquer une forte somme d'argent à leur bande. Muni de nombreuses informations secrètes en différents formats sur les gangsters, il propose de les échanger contre vingt millions de livres.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Good Doctor



Série hospitalière - Etats-Unis - 2021
Saison 4 - Episode 7/20

- Douche froide
Avec Freddie Highmore, Hill Harper, Antonia Thomas, Richard Schiff
A la veille d'un week-end de trois jours, les urgences de l'hôpital se préparent à une activité renforcée. Claire, Jordan et Olivia prennent en charge une femme présentant un hématome important et ayant déjà souffert de cancers. Pendant ce temps, le service accueille un patient qui espère pouvoir prolonger sa vie, voire atteindre l'immortalité, après avoir suivi un protocole pour modifier son code génétique.

6

20.05 Cauchemar en cuisine



Béatrice et son compagnon Patrice ont ouvert un restaurant il y a près de deux ans à Notre-Dame-de-Vaulx, en Isère. Aujourd'hui, Béatrice fait appel au chef Philippe Etchebest car leur situation est au plus mal. Entre la décoration, des plats qui ne donnent vraiment pas envie et surtout une cuisine dans un état déplorable, Philippe Etchebest s'est retrouvé face à un couple déboussolé. Pour tenter de leur venir en aide, le chef met en place une nouvelle méthode : il a demandé aux clients de noter leur repas et il a une nouvelle fois sollicité Mallory Gabsi, un ancien candidat de Top Chef, pour gérer un gros service avec eux.

CANAL+

20.00 Ligue des champions



- Club Bruges / Paris-SG
Bruges/PSG. Finalistes en 2020 et demi-finalistes en 2021, les Parisiens endossent logiquement le rôle de favoris du groupe en compagnie de Manchester City. Sur la pelouse de Bruges, l'adversaire a priori le plus faible du groupe, les joueurs de Mauricio Pochettino viennent chercher un succès probant et rien d'autre. Pour cela, l'entraîneur francilien compte sur la bonne entente entre Neymar Jr., Lionel Messi, et Angel Di Maria les leaders technique de l'effectif rouge et bleu.

PLANETE +

09.05 Nazis : de l'ascension à la chute
10.49 Le monde de Khéops
12.23 Very Food Trip
13.20 La vie de la terre
15.00 Des marques en péril
16.39 Raqqa : une femme après Daesh
18.04 Very Food Trip
19.04 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Le génie des arbres
21.33 Faites entrer l'accusé
22.59 Energy Observer, l'odyssée pour le futur

TFX


08.30 Mamans & célèbres
11.30 Baby boom




16.05 Mamans & célèbres
17.00 La bataille des couples
19.00 Friends
20.05 Cleaners les experts du ménage

W9

08.00 W9 Hits
10.00 HDM : L'hebdo de la musique
10.50 Le hit W9
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.00 Météo
20.05 Enquêtes criminelles

 Le travail tient en ce moment beaucoup de place dans votre vie. De plus, vous avez aujourd'hui l'occasion de tirer des plans sur la comète pour aller un peu plus loin.



 Même si votre partenaire ou vos collaborateurs vous demandent une attention particulière, ne perdez toutefois pas de vue l'élaboration de vos projets.

7	3	13	2	13	3	4	13	8	
11	1	5	13	3		12		9	10
4	5	13	2		4	8	8	10	8
2	13		13	7	9	6	13	3	
6	13	10		1	12	13		12	17
1		12	13	8		7	11	9	10
12	17		8	13	12	5	1	4	5
17	13	8	5	13		4	15	8	
13	3		1		12	9	5	13	13
	9	3	2	13		12	13	3	14
1		14	4	16	13	8		4	14
15	4		12		6		12	13	9
15	9	16	13	2	13	12	5		3
4	12	10	5	4	15	13		8	5
13	8		8	5	13	6	6	13	8

	POTE AUX ROSES		FORMULE DE GRAND DÉPART					
							REFLECHI SITUÉES	
	PARESSEUX, COSSARD, GLANDEUR			RONGEUR TAILLE DE GUEPE				OBTINT POSSESSIF
					PAREIL VOISIN DU DESSUS			
	ARMES BLANCHES			SENTENT MAUVAIS		FIN DE GROUPE		
	DEUX POLES					MEUBLE		
		AU-DESSUS DU REZ-DE- CHAUSSEE						NOTE PRIS AU MOT
		NOTA BENE		PERSONNEL DANS LE TEMPS		REGISTRE DE COMMERCE		
						SIX ROMAIN		
TRAVAIL, TURBIN, JOB		JEU DE CARTES					EXTRA ! DANS QUEL LIEU ?	
REMPLIE A RAS BORD		GROUPE CEREALIER						
						BOUSILLÉES, DÉTÉRIORÉES		
						CONNU		
			RIGOLÉ CE QU'IL Y A DE MIEUX					ESSAI ENLEVE
PLATINE SHOOT				TRANSPIRER, ETRE EN EAU				

C	H	A	R	O	G	N	A	R	D
O	U	L	E	M	A	S		O	R
N	E	V	E		L		D	U	E
T	E	E		L	I	M	E	E	S
I		O	R	E	M	U	S		S
N	U	L	S		A	R	O	M	E
U	R	E		A	T	E	L	E	S
I	N	S	A	N	I	T	E	S	
T	E		R	E	A		E	S	T
E		R	A	S	S	I	S	E	S

P	I	C	O	L	E	R	
C	A	N	O	N	I	D	
O	R	U		A	C	T	
N	E	T	T	E	O	P	
T	E	R	L	A	M	P	E
R	E	R	A	R	B	O	N
E	T	O	N	N	E	R	S
T	O	T		S		A	N
E	U	E	S	Z	N		S
M	R		A	G	I	T	E
P	D	G		L	N		T
S	I		P	U	C	E	N

8	9	6	1	7	5	3	4	2
3	1	5	2	4	8	6	7	9
4	7	2	6	9	3	8	1	5
5	6		9	2	1	4	8	3
9	3	1	8	5	4	7	2	6
2	8	4	3	6	7	5	9	1
1	4	3	5	8	2	9	6	7
6	2	8	7	3	9	1	5	4
7	5	9	4	1	6	2	3	8

[illegible][illegible]

			1		9		2	3
6	9		4					
1			7			6		
8				2	6	1		9
	6		9	1				
9	1					4		6
3	4	1		8				
		9	6				1	
2	7							5

Poutine s'isole après des cas de Covid-19 dans son entourage



Le président russe Vladimir Poutine est tenu de s'isoler après la découverte de cas de Covid-19 au sein de son entourage, a annoncé mardi le Kremlin.

«En raison de cas identifiés de coronavirus dans son entourage, Vladimir Poutine doit respecter un régime d'auto-isolement pendant une certaine période de temps», a précisé la présidence dans un communiqué annonçant que le chef de l'Etat russe n'allait donc pas participer en personne à un sommet au régional au Tadjikistan.

Nigeria : 12 personnes tuées par des hommes armés non identifiés



Des hommes armés non identifiés ont tué douze personnes et en ont blessé deux autres lors de la dernière attaque dans l'Etat de Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria, a déclaré lundi un responsable gouvernemental.

Samuel Aruwan, commissaire à la sécurité intérieure et aux affaires intérieures de l'Etat, a indiqué lundi dans un communiqué que le dernier rapport des agences de sécurité confirmait une attaque perpétrée par des hommes armés dimanche soir dans le village de Peigyim à Zangon Kataf dans l'Etat de Kaduna. «Les agences de sécurité ont signalé au gouvernement de l'Etat de Kaduna que douze personnes ont été tuées dans une attaque menée par des assaillants non identifiés dans le village de Peigyim, près de Kibori, dans la chefferie d'Atyap de la zone de gouvernement local de Zangon Kataf», a précisé M. Aruwan.

«Deux autres habitants ont été blessés et sont en train de recevoir des soins», a-t-il ajouté. Selon le commissaire, les agences de sécurité sont prêtes à renforcer les patrouilles dans la région concernée, tandis que les enquêtes sur l'incident progressent. Le pays le plus peuplé d'Afrique a été le théâtre d'une série d'attaques armées ayant entraîné la mort de civils et d'agents de sécurité.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Soudan : plus de 80 morts dans des inondations



Les inondations consécutives à de fortes pluies ont fait plus de 80 morts au Soudan et endommagé ou détruit des milliers de maisons, a affirmé lundi un responsable soudanais.

«Au total, 84 personnes ont été tuées et 67 autres blessées dans 11 Etats du Soudan depuis le début de la saison des pluies», a déclaré Abdel Jalil Abdelreheem, porte-parole du Conseil national de la défense civile du Soudan.

Les décès sont dus à des

noyades, des électrocutions et des effondrements d'habitations, a-t-il expliqué. Quelque 8.400 maisons ont été détruites et plus de 27.200 endommagées à travers le pays.

Des pluies torrentielles tombent généralement au Soudan entre juin et octobre, et le pays est confronté chaque année à de graves inondations qui endommagent ou détruisent propriétés, infrastructures et cultures. Les Nations unies estiment que ces fortes pluies et inondations ont touché

102.000 personnes depuis juillet. Près de 50 villages ont été submergés dans le sud du Soudan, ce qui a entraîné le déplacement de 65.000 personnes, dont des réfugiés soudanais dont le camp a été inondé, a indiqué l'Onu dans un rapport la semaine dernière. En 2020, les pluies avaient contraint le pays à décréter un état d'urgence de trois mois, avec au moins 650.000 personnes touchées et plus de 110.000 maisons endommagées ou détruites.

Mali : plus de 1.000 personnes déplacées

Plus de 1000 personnes des villages de Bouyaguweré, Bewani, Pondasaba, Manidjé, Nazabougou, Zanacoro, Mokou dans la région de Ségou (centre) ont été contraintes de quitter leurs localités respectives en raison des violences, ont rapporté des médias citant des sources. «Ces migrations des populations civiles ont été constatées entre dimanche et lundi», selon des sources locales citées par des médias.

«Nous avons vu des habitants à bord de charrettes et d'autres véhicules, quittant les villages et les hameaux pour rejoindre les grandes villes», ont indiqué les mêmes sources précisant que les civils ont rejoint des villes comme Niono, Niakhar, Dougou, Markalla, Cinzani et Kolongo pour chercher sécurité.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA COULÉE DU SOUS-EMPLOI

et censé apporter un soulagement financier à une tranche majoritaire de la population, l'ordonnement présidentiel risque d'être un coup d'épée dans l'eau.

Faire la fine bouche devant une si bénéfique annonce en s'engageant dans des supputations politiciennes n'est pas indiqué. Mais pour que son efficacité soit réelle, perdre de vue la consistance de toutes les données du problème n'est pas conseillé non plus.

On ne peut occulter l'omniprésent soubassement de l'immense activité économique informelle dans laquelle des milliers sinon des millions de jeunes, diplômés ou non, se sont infiltrés. On ne peut leur en vouloir pour la lourde coulée

d'un sous-emploi facilement assimilable à un chômage déguisé qui n'offre aucune perspective pour un avenir séant.

L'emploi des jeunes que l'on a casés dans les administrations a montré ses limites et ses négatifs relents. La timide et discrète formation professionnelle n'arrive pas à dénicher le dynamisme nécessaire pour se mettre à la hauteur du bien-fondé espéré. Il ne pouvait en être autrement dans un pays secoué sans cesse par des crises répétées et mariné dans la culture de la rente et de la fuite en avant n'accordant que peu d'espace au savoir et à la compétence.

On ne connaît pas encore le pactole qui sera mis à la disposition des chômeurs. Il serait bon d'espérer qu'une autre grande initiative soit prise pour que la jeunesse apprenne enfin sérieusement à pêcher plutôt que d'attendre qu'on lui offre du poisson frit.

Attaque de drones contre une prison en Equateur



Une prison du sud-ouest de l'Equateur a été la cible d'une attaque de drones, dernier épisode de la «guerre» que se livrent les «cartels internationaux» dans les prisons du pays, ont annoncé lundi les autorités équatoriennes. Le pénitencier de la province de Guayas «a été attaqué par des drones depuis l'extérieur (de l'établissement)».

Il y a eu trois explosions qui ont causé des dommages aux toits du centre» mais n'ont fait aucune victime, a indiqué l'administration pénitentiaire (SNAI) sur Twitter. «Nous sommes au cœur d'une guerre entre cartels internationaux», a souligné le SNAI, parlant d'une attaque «grave». «Nous supposons que (les attaques) visaient l'aile (de sécurité) maximale où sont détenus deux chefs» de gangs liés au trafic de drogue, a expliqué le directeur du SNAI, Fausto Cobo, interrogé par une télévision locale. «Il s'agit d'un règlement de comptes entre ces gangs et les cartels», a ajouté M. Cobo. Les prisons équatoriennes sont depuis des mois le théâtre de violences récurrentes entre bandes rivales pour le contrôle du trafic de drogue, selon les autorités.

En février, des émeutes simultanées dans quatre grandes prisons du pays ont fait 79 morts, dont certains ont été décapités. Selon l'ombudsman équatorien, 103 meurtres ont été commis dans les prisons du pays en 2020. Entre janvier et août 2021, ces violences dans les prisons du pays ont d'ores-et-déjà fait 121 morts, selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Les prisons équatoriennes sont surpeuplées et hébergent 39.000 détenus pour 30.000 places. Après une nouvelle émeute en juillet qui a fait 27 morts parmi les détenus, le gouvernement a remplacé les autorités en charge des 65 prisons du pays et a déclaré l'urgence dans le système carcéral. Il a également annoncé une augmentation du nombre de places dans les prisons, dans le cadre d'un plan visant à restructurer le système pénitentiaire «précaire» et «chaotique».